



LE MONDE *diplomatie*

APOLLINAIRE
ET SES PEINTRES

PAR LAURENCE CAMPA

Page 14 et 15.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 729 - 61^e année. Décembre 2014

IMPASSE MILITARISTE ET MORALISATRICE

« La France gesticule... mais ne dit rien »

Iran, Syrie, Russie, Gaza : la diplomatie française semble s'être placée à la remorque des néoconservateurs américains. Réagissant de façon brouillonne aux événements les plus médiatisés, elle y répond par des interventions armées et des leçons de morale. M. Dominique de Villepin, qui inspira l'opposition de la France à la guerre d'Irak, récuse cette orientation générale. Et il suggère un autre cap.

PAR DOMINIQUE DE VILLEPIN *

LA FRANCE est mal dans sa peau. Elle est tentée de se détourner de la politique étrangère d'indépendance, d'influence et d'équilibre incarnée par le gaullisme, au profit de l'affirmation progressive d'une ligne militariste, moralisatrice et occidentaliste.

Militariste, non tant parce que la France multiplie les interventions, en Libye, au Mali, en Centrafrique ou en Irak, car le premier mouvement peut être légitime, mais surtout parce qu'elle les mène en première ligne, parfois seule, sans réelle stratégie. Trop souvent, pour quelques heures, la certitude de l'impuissance laisse place, dans une étrange unanimité, à l'illusion de la victoire. Au scandale d'images intolérables, la logique médiatique substitue le spectacle de la guerre.

* Ancien premier ministre (2005-2007) et ancien ministre des affaires étrangères (2002-2004).

La morale en est la justification. La panoplie de réponses aux crises se réduit au triptyque condamnation, sanction, exclusion. La morale remplit le vide laissé par la diplomatie, fragilisée en régime démocratique par la difficulté à accepter la raison d'Etat, le secret et l'affirmation d'intérêts supérieurs nationaux. Nous ne parlons qu'à ceux qui nous ressemblent et rejetons tous les autres – ainsi de l'Iran et de la Russie – au risque d'encourager une spirale d'isolement et une dérive autoritaire.

Enfin, l'occidentalisme sert de fondement à cette morale. Il a rattrapé l'exception française. Bien des Français semblent se vivre désormais en avant-poste d'une civilisation déclinante et volontiers alignés sur les Etats-Unis, « leader du monde libre », au point de devancer leurs desirs.

(Lire la suite page 4.)

ESSOR DE LA PHILANTHROPIE DANS LES PAYS OCCIDENTAUX

La charité contre l'Etat



ANONYME. – « Smiling Man Handing You a Check », (Homme souriant vous tendant un chèque), 1954

Depuis trente ans, les gouvernements occidentaux usent de multiples artifices pour réduire leurs dépenses. L'un d'eux consiste à sous-traiter les services sociaux à des bénévoles et à des associations, tout en encourageant la charité privée. Si le Canada, la France et le Royaume-Uni, par exemple, suivent cette méthode, c'est aux Etats-Unis qu'on trouve le modèle le plus avancé. Désormais majoritaire au Congrès, la droite américaine en a fait un pilier de sa stratégie politique.

PAR BENOÎT BRÉVILLE

PEU AVANT le déclenchement de la crise financière, la municipalité de Detroit fit bâtir un vaste centre communautaire dans un quartier pauvre du sud-ouest de la ville. Une fois la construction achevée, en 2008, le bâtiment resta désespérément vide : frappée par le chômage et la multiplication des saisies immobilières, la ville plongeait dans la dépression et coupait à tout-va dans les programmes sociaux. Se sentant peut-être un peu coupables des malheurs de la capitale de l'automobile, les dirigeants de l'entreprise Ford, qui avait délocalisé de nombreuses usines, font, en décembre 2012, un don de 10 millions de dollars (8 millions d'euros) au centre communautaire. Lequel peut enfin ouvrir et distribuer des colis alimentaires, proposer des cours d'alphabetisation ou encore organiser des loisirs pour les jeunes.

Quelques mois plus tard, la ville est déclarée en faillite. Pour éviter de supprimer les pensions de retraite de ses employés, la mairie envisage alors de vendre aux enchères certaines peintures de l'Institut des arts, dont des œuvres de Rembrandt, Henri Matisse ou Diego Rivera. Mais les fondations Ford, Knight et Kresge, associées à quelques citoyens fortunés, parviennent à réunir 330 millions de dollars pour consolider les fonds de pension des employés municipaux : la vente est évitée.

En octobre 2013, c'est au tour de l'Etat fédéral de miser sur la générosité privée pour assurer des missions d'intérêt public. Devant l'incapacité des démocrates et des républicains à s'accorder sur le relèvement du plafond de la dette publique, Washington doit fermer, pendant seize jours, les services publics « non essentiels ». Afin de maintenir en activité une trentaine de garderies gérées par le ministère de la santé, un couple de milliardaires texans fait un don de 10 millions de dollars. « Cet argent va permettre à des milliers d'enfants de

rester dans un environnement sûr et familial. C'est une bonne nouvelle (1) », se réjouit la journaliste Eleanor Barkhorn dans *The Atlantic*.

La mobilisation des grandes fortunes au service d'œuvres sociales n'est pas chose nouvelle aux Etats-Unis. Au tournant du XX^e siècle, tandis que le nombre de millionnaires s'accroît de manière spectaculaire – ils étaient une centaine en 1870, et presque quarante mille en 1916 –, émerge le concept de philanthropie. Pour donner une image généreuse d'eux-mêmes et légitimer leur opulence, les riches investissent dans de nobles causes : ils construisent des bibliothèques, des hôpitaux ou des universités, comme Johns Hopkins à Baltimore ou Ezra Cornell à Ithaca ; ils créent des fondations, à l'image de l'industriel du pétrole John D. Rockefeller ou du magnat de la sidérurgie Andrew Carnegie.

(Lire la suite page 10.)

(1) Eleanor Barkhorn, « Head Start will stay open in shutdown, thanks to hedge-fund money », *The Atlantic*, Boston, 7 octobre 2013.

L'ennemi intérieur

PAR SERGE HALIMI

DANS la nuit du 25 au 26 octobre, une grenade offensive de la gendarmerie a tué Rémi Fraisse, un manifestant de 21 ans. Le gouvernement français a attendu deux jours avant de réagir. Il s'est montré plus prompt à saluer la mémoire d'un patron de compagnie pétrolière décédé dans un accident d'avion. De son côté, le président socialiste du conseil général du Tarn a jugé carrément « stupide et bête » de mourir pour des idées. A vrai dire, son idée à lui – achever la construction d'un barrage réclamé par les notables de son département – ne l'a jamais exposé au même type de danger ; elle vient même de favoriser sa réélection au Sénat. Néanmoins, il est désormais probable que la grenade tirée par les gendarmes aura également tué ce projet de barrage. En France, doit-on mourir dans une manifestation pour faire triompher ses idées ?

En janvier 2011, la ministre des affaires étrangères Michèle Alliot-Marie avait suggéré au dictateur tunisien Zine El-Abidine Ben Ali de sauver son régime agonisant en s'inspirant du « savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité ». Un savoir-faire reconnu, mais à éclipses : sans parler des dizaines d'Algériens assassinés à Paris le 17 octobre 1961 et des neuf personnes tuées au métro Charonne en février de l'année suivante, cinq manifestants français ont perdu la vie à l'occasion d'affrontements avec la police.

Rémi Fraisse sera donc le sixième. Peu après sa mort, le commandant du groupement de gendarmes mobiles opérant sur les lieux a témoigné que le préfet du Tarn avait demandé aux forces de l'ordre de « faire preuve d'une extrême fermeté vis-à-vis des opposants » au barrage. Quarante-deux grenades offensives furent tirées cette nuit-là.

Le premier ministre Manuel Valls affectionne les proclamations martiales qui assimilent quelques islamistes à un « ennemi intérieur ». Et son gouvernement a aussitôt rejeté sur des « casseurs » la responsabilité du « drame » de Sivens. Prolongeant leur raisonnement dans un savant amalgame, un syndicat de policiers prétend redouter qu'une « frange des militants verts ou rouges ne bascule vers l'action armée, comme au temps des mouvements révolutionnaires des années 1970 (1) ».

C'est dans ce climat détestable que l'Assemblée nationale vient de voter, à la quasi-unanimité, une nouvelle loi antiterroriste. La quinzième du genre depuis 1986. Officiellement motivée par les dangers que ferait peser sur la France le radicalisme djihadiste, elle comporte des dispositions générales – interdiction administrative de quitter le territoire, délit d'« apologie du terrorisme » – qui demain pourraient s'appliquer à n'importe quel combat.

En 2001, le Parlement français avait déjà adopté une panoplie répressive du même acabit. Alors un peu penaud, un sénateur socialiste s'en justifiait ainsi : « Il y a des mesures désagréables à prendre en urgence, mais j'espère que nous pourrions revenir à la légalité républicaine avant la fin 2003 (2) ». Onze ans plus tard, un pouvoir déconsidéré et sans avenir ne peut plus se passer d'un « ennemi intérieur ».

(1) Patrice Ribeiro, secrétaire général du syndicat de policiers Synergie-Officiers, cité par *Le Figaro* du 15 novembre 2014.

(2) Michel Dreyfus-Schmidt, cité par *Le Monde*, 29 octobre 2001.

Le capitalisme a-t-il un avenir ? 5 scénarios, 5 visions du possible



336 pages, 20 euros

Éditions
La Découverte

M 02136 - 729 - F: 5,40 € - RD



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA: 2 400 F CFA, Algérie: 250 DA, Allemagne: 5,50 €, Antilles-Guyane: 5,50 €, Autriche: 5,50 €, Belgique: 5,40 €, Canada: 7,50 \$, Espagne: 5,50 €, Etats-Unis: 7,50 \$US, Grande-Bretagne: 4,50 £, Grèce: 5,50 €, Hongrie: 1835 HUF, Irlande: 5,50 €, Italie: 5,50 €, Luxembourg: 5,40 €, Maroc: 30 DH, Pays-Bas: 5,50 €, Portugal (cont.): 5,50 €, Réunion: 5,50 €, Suisse: 7,80 CHF, TOM: 780 CFP, Tunisie: 5,90 DT.

CRÉDITS PUBLICS POUR LE SECTEUR PRIVÉ BRITANNIQUE

Le socialisme existe, pour les riches

Selon la Cour de justice de l'Union européenne, un Etat peut restreindre les prestations sociales des migrants intracommunautaires « inactifs », soupçonnés de courir après les allocations – ce qui est qualifié de « tourisme social ». Une fois de plus, l'image du pauvre est associée à celle du profiteur. Une autre catégorie de la population bénéficie pourtant davantage des largesses publiques, comme le montre l'exemple britannique.

PAR OWEN JONES *

SUR les plateaux de télévision, dans les tribunes que leur offre la presse, les porte-voix de la classe dominante rabâchent que l'Etat bride l'esprit d'entreprise, seul vecteur selon eux de croissance, d'innovation et de progrès. L'élite dépend cependant étroitement des largesses de l'Etat.

Cela commence par la garantie de la propriété privée, qui repose sur un onéreux système judiciaire et policier. L'Etat ne se contente pas de protéger les entreprises contre les atteintes à leurs biens ou le vol de leurs produits. La loi britannique relative aux brevets, qui interdit l'exploitation d'une invention ou d'un procédé par des concurrents, a été amendée en 2013 de sorte qu'il n'en coûte que 600 livres sterling (1) pour faire breveter une innovation dans toute l'Union européenne.

Le secteur privé sollicite par ailleurs régulièrement l'Etat pour qu'il finance la recherche et le développement dont dépend son activité. Au Royaume-Uni, la facture de cette forme d'assistanat rarement dénoncée dans la presse s'élève à 10 milliards de livres sterling par an, un chiffre qui croît régulièrement. En 2012, la principale organisation patronale, la Confédération de l'industrie britannique (Confederation of British Industry, CBI), se félicitait d'avoir obtenu une augmentation de l'investissement dans les « *infrastructures scientifiques (...) et de recherche* », arguant que cela permettrait au Royaume-Uni de « *continuer d'attirer les entreprises qui investissent dans la recherche, le développement et l'innovation* (2) ». Bref, grâce

à l'innovation subventionnée par l'Etat, la marée de l'abondance soulèverait à la fois l'esquif salarié et le yacht patronal...

L'économiste Mariana Mazzucato a mis au jour certains des mécanismes qui permettent au secteur privé de bénéficier directement de la générosité publique. Depuis les années 1970, par exemple, le Conseil de la recherche médicale (Medical Research Council, MRC) met au point des anticorps monoclonaux, utilisés dans le traitement de maladies auto-immunes ou de certains cancers. Ingénu, l'organisme public se félicite d'avoir « *révolutionné la recherche biomédicale et favorisé l'essor d'une industrie internationale de la biotechnologie dégageant des milliards* (3) ». S'il a engendré d'immenses fortunes privées – celles des dirigeants de Facebook, par exemple –, Internet est né de recherches financées par le gouvernement américain ; quant au World Wide Web, il a bénéficié du travail de l'ingénieur britannique Tim Berners-Lee au sein d'une institution publique, l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN). Le moteur de recherche de la société Google (deuxième entreprise du monde en termes de valorisation boursière) n'existerait pas sans un algorithme que lui a généreusement offert la Fondation américaine pour la science (National Science Foundation). L'iPhone d'Apple émerveillerait sans doute moins s'il ne concentrait pas une large gamme d'innovations financées par l'Etat, des écrans tactiles au système de localisation mondiale GPS (Global Positioning System).

Mille et une douceurs

LES « créateurs de richesse », que les médias célèbrent comme des héros modernes, pourraient-ils par ailleurs se passer des infrastructures publiques que l'Etat met à leur disposition : les routes, les aéroports, les voies ferrées ? Si elle exige toujours plus de coupes dans les budgets sociaux du pays, la CBI ne tolère aucune pingerie dans les secteurs qui lui sont chers. D'un côté, elle se déclare « *tout à fait favorable au programme [du gouvernement] de réduction du déficit public* » afin de « *maintenir la confiance des marchés étrangers* » – après l'examen du budget, en 2012, elle a ainsi salué la diminution (en termes réels) des prestations accordées aux travailleurs et aux chômeurs. Simultanément, elle milite pour une autre amputation, celle... de l'impôt sur les sociétés. Et pourquoi ne pas faire d'une pierre deux coups ? Ainsi, en 2012, à la suite du traditionnel discours d'automne du ministre de l'économie George Osborne, elle a suggéré que les économies réalisées grâce à la réduction des prestations destinées aux travailleurs servent à financer « *l'amélioration du réseau routier stratégique et la réduction de l'encombrement de la circulation sur les petites routes* ».

« *Les infrastructures sont importantes pour les entreprises*, a déclaré M. John Cridland, l'actuel directeur général de la CBI. *Et l'évolution de notre réseau compte parmi nos plus hautes priorités dans l'optique d'une relance de l'économie* (4). » Message reçu : en juin 2013, le gouvernement britannique promettait ce que le quotidien *The Guardian* a qualifié de « *plus importante dépense consacrée aux routes depuis les années 1970* » : 28 milliards de livres sterling pour la période 2015-2020. Une bonne partie des investissements rou-

tiers et la quasi-totalité des frais d'entretien du réseau sont dus à la circulation des poids lourds. Le poids à l'essieu nécessaire au transport des marchandises justifie le dimensionnement des ouvrages et occasionne une usure sans commune mesure avec celle des voitures (selon plusieurs études, un seul camion de quarante tonnes dégrade les routes autant, sinon plus, que cent mille voitures).

Le réseau ferroviaire – dont la construction a été financée par le contribuable avant sa privatisation – représente un cas d'école. Selon un rapport établi en 2013 par le Centre de recherches sur le changement socioculturel (Centre for Research on Socio-Cultural Change, Cresc) à la demande du Congrès des syndicats britanniques (Trades Union Congress, TUC), les dépenses publiques dans les réseaux ferroviaires ont été multipliées par six... depuis la privatisation de 1993. Selon le document, les sociétés d'exploitation ferroviaire ont bénéficié d'« *une envolée des dépenses publiques à partir de 2001, quand l'Etat s'est vu contraint d'intervenir pour compenser la faiblesse de leurs investissements* (5) ». La privatisation, en effet, n'avait pas conduit à l'amélioration promise des trains et des voies ferrées : le remplacement du matériel roulant s'était espacé dans le temps, et les trains, trop peu nombreux, ne pouvaient plus répondre de façon satisfaisante à une demande croissante. « *Pour des sociétés privées rétives à l'investissement et à la prise de risque* », la privatisation a eu surtout pour effet de leur permettre de « *ponctionner de la valeur sur les anciens actifs publics, et ce grâce aux subventions massives de l'Etat* ». Là encore, au contribuable d'éponger les coûts, aux sociétés d'empocher les profits. Ou, pour reprendre l'expression du rapport : « *Pile, les entreprises gagnent ; face, nous perdons*. » Entre 2007 et 2011, les cinq principales sociétés fer-

HERBERT SANDBERG.
– « *Doch die im Dunkeln* » (Mais ceux qui sont dans l'obscurité), 1976



BRIDGEMAN IMAGES

roviaires britanniques ont perçu 3 milliards de livres sterling sous la forme de subventions publiques. Au cours de ces quatre années, elles ont dégagé des bénéfices de plus de 500 millions de livres, dont la majorité a été redistribuée aux actionnaires sous forme de dividendes.

L'Etat dorlote l'élite de mille et une autres façons. En général, les Britanniques les plus riches dédaignent l'enseignement public. En envoyant leurs enfants dans des établissements privés, ils bénéficient d'une réduction d'impôts annuelle de 88 millions de livres sterling, parce que ces écoles jouissent du statut d'organisme caritatif. Lorsque l'on prend en compte l'origine sociale des élèves des écoles privées, les résultats qu'elles obtiennent ne s'avèrent pas meilleurs que ceux de leurs homologues publiques. En revanche, comme l'observe l'historien David Kynaston, ces établissements offrent « *de formidables réseaux sociaux qui empêchent les enfants de bonne famille peu brillants, ou carrément faibles, de sombrer* (6) ». Autrement dit, les contribuables subventionnent directement des privilèges de classe et la ségrégation sociale.

Bien que les entreprises dépendent du travail qualifié de leurs employés, elles le payent de moins en moins. Les rémunérations moyennes n'ont jamais autant baissé depuis l'ère victorienne. D'après la Resolution Foundation (un think tank de centre gauche), en 2009, environ trois

millions quatre cent mille travailleurs britanniques gagnaient moins que le salaire de subsistance, soit 7,20 livres sterling l'heure en dehors de Londres. En 2012, ce chiffre atteignait quatre millions huit cent mille, dont un quart des femmes actives (contre 18 % trois ans auparavant). De façon à pouvoir survivre, ces travailleurs sous-payés comptent sur des crédits d'impôt qui complètent leur salaire net aux frais de l'Etat. Le coût de cette subvention aux bas salaires ? 176,64 milliards de livres entre 2003 et 2011...

Même logique dans le domaine des aides au logement, qui s'élèvent à 24 milliards de livres sterling par an. En 2002, cent mille locataires londoniens ont eu recours à ces allocations. A la fin de l'ère New Labour (1997-2010), alors que les loyers avaient flambé, ils étaient deux cent cinquante mille. Ce chiffre illustre l'échec des gouvernements successifs à offrir des logements sociaux abordables. Puisque toutes les demandes ne pouvaient aboutir, certaines personnes ont dû se diriger vers le secteur plus coûteux de la location privée, les aides au logement fonctionnant alors comme une forme de subvention aux loyers élevés qu'exigeaient les propriétaires. En outre, les aides au logement permettent les bas salaires. Selon une étude réalisée en 2012 par la Fondation pour la construction et les logements sociaux (Building and Social Housing Foundation), plus de 90 % des ménages devenus bénéficiaires pendant les deux premières années du gouvernement de l'actuelle

coalition (entre conservateurs et libéraux-démocrates, élus en 2010) étaient des actifs, pas des chômeurs.

Et, pour finir, la mère de toutes les subventions : le sauvetage des banques par le gouvernement britannique en 2008. Des entreprises privées coulent par leur propre faute, entraînant dans leur naufrage une partie de l'économie mondiale. Résultat ? Elles exigent que les contribuables paient l'addition. Le gouvernement de M. David Cameron a ainsi dépensé plus de 1 000 milliards de livres sterling pour renflouer les banques britanniques. Le système financier du pays s'est retrouvé sous perfusion d'un Etat qu'il juge pourtant « obèse » lorsqu'il vient au secours des plus démunis...

« Socialisme pour les riches, capitalisme pour les autres ». N'est-on pas en droit de résumer ainsi l'idéologie de la classe dominante ?

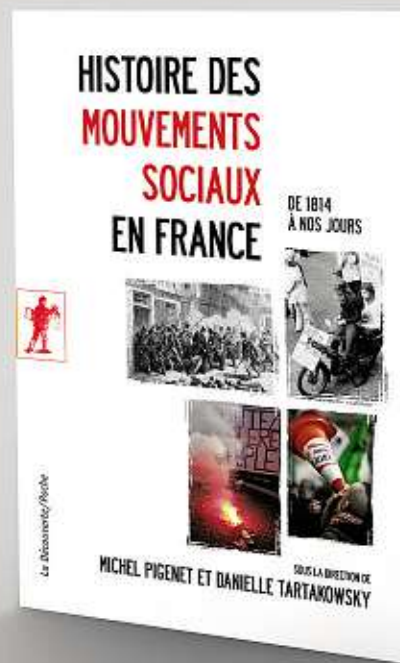
- (1) Soit 765 euros. 1 livre sterling = 1,28 euro.
- (2) « CBI analysis of the autumn statement 2012 », communiqué de novembre 2012.
- (3) Cité par Mariana Mazzucato dans *The Entrepreneurial State : Debunking Public vs. Private Sector Myths*, Anthem Press, Londres, 2013.
- (4) « Gear change can accelerate the UK towards a 21st century road network », communiqué de la CBI du 8 octobre 2012.
- (5) « The great train robbery : Rail privatisation and after », rapport du Cresc, Manchester, juin 2013.
- (6) David Kynaston, « Private schools are blocking social mobility », *Daily Telegraph*, Londres, 29 octobre 2013.

Deux livres indispensables enfin disponibles en poches



Éditions La Découverte

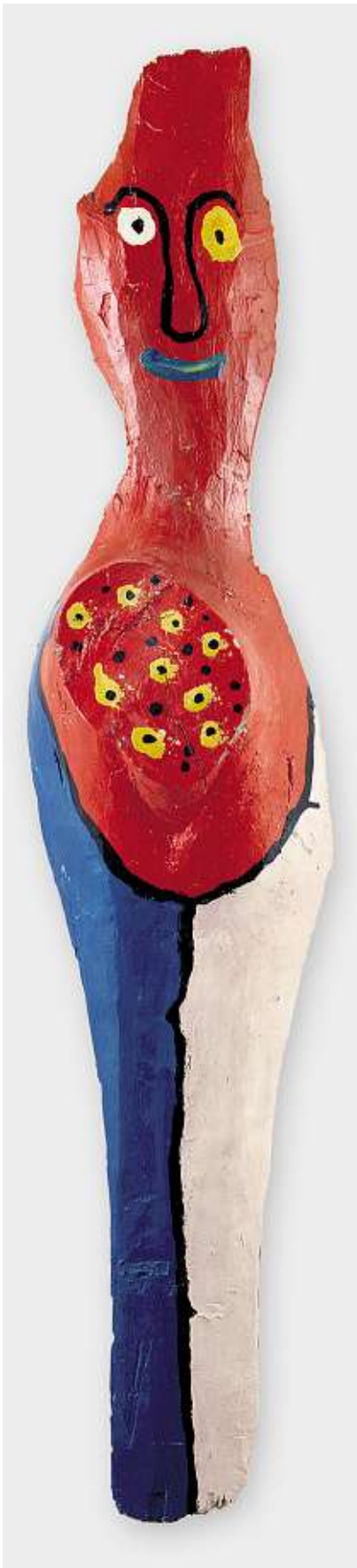
392 p., 12 €



800 p., 16,50 €

* Auteur de *The Establishment. And How They Get Away With It*, Allen Lane, Londres, 2014, d'où ce texte est tiré.

« La France gesticule... »



GASTON CHAISSAC.
– « Totem tricolore », 1963

PHOTOGRAPHIE : J.-O. ROUSSEAU / ADAGP

(Suite de la première page.)

Au fond, nous assistons à un retour à Guy Mollet, à l'expédition de Suez et à l'alignement atlantiste. Retour qui poursuit la III^e République de Fachoda, ou le Second Empire du Mexique ou de Crimée (1). A chaque période son illusion, son grand bruit qui cache un profond silence. La France gesticule, mais ne dit rien. Les gouvernants n'y sont pas pour grand-chose, car cette surenchère est le symptôme des moments de doute existentiel, de repli sur la défensive – l'humiliation de la perte de l'Alsace-

Un brasier identitaire relie les foyers de crise

LA France doute parce qu'elle change sans maîtriser sa transformation. L'effacement des cadres collectifs familiaux, religieux ou sociaux sous la pression individualiste et consumériste a bouleversé les modes de vie en à peine quarante ans. Transformée par les migrations, la population de la France représente désormais la diversité du monde, jusqu'à ses conflits.

La France doute parce que son passé lui pèse dans un monde rajeuni. Son patrimoine, dont elle est si fière, la rend immobile quand sa mémoire, dont elle a honte – pour l'esclavage, la colonisation, la collaboration –, lui donne le sentiment d'être exposée aux haines.

C'est d'autant plus tragique que le bouleversement du monde exacerbe les enjeux d'identité et remet en jeu le rôle de chacun.

Dans le basculement vers la multipolarité se joue la reconnaissance du rang des nouvelles grandes puissances. Or celles-ci sont le plus souvent de vieilles nations humiliées, soucieuses de ne rien céder, comme la Chine sur les conflits territoriaux de la mer de Chine, la Russie sur l'Ukraine orientale et les confettis de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), ou encore l'Inde sur le Cachemire.

Accentuant les interactions et les interdépendances, la mondialisation numérisée dissout aussi les Etats-nations, les laissant en proie aux hystéries raciales, confessionnelles, linguistiques, claniques, à l'instar de l'islamisme, des populismes européens, des ultranationalismes chinois ou japonais

Lorraine en 1870 et la fragilité de la jeune République ; la défaite de juillet 1940 et une décolonisation difficile. Pays à fleur de peau, la France a toujours confondu les tourments du monde avec ses remugles internes.

Aujourd'hui, le drame collectif est la peur de la mondialisation. La France doute parce qu'elle se sent impuissante. L'intégration européenne impose de repenser la souveraineté nationale. La mondialisation prive un pays pétri de colbertisme de ses leviers économiques. La démocratie médiatique favorise l'inertie, les groupes d'intérêts, la stérilité des alternances.

ou du séparatisme russophone d'Ukraine. Les Etats faillis ou menacés par l'implosion, comme en Libye, en Irak, en Syrie, se multiplient du Sahel à l'Asie du Sud-Est. Ce brasier identitaire relie les foyers de crise dans la contestation d'un ordre conçu comme occidental.

Dans le même temps, l'effritement de la souveraineté, pilier de l'identité des Etats, a fragilisé le droit international. Au nom d'une justification morale allant de la responsabilité de protéger au changement de régime, l'unilatéralisme américain s'est affranchi en 2003 des règles du droit. La Russie a ouvert une nouvelle brèche en Crimée au nom de l'autodétermination des peuples en Ukraine.

Qui plus est, les Etats souverains ne maîtrisent plus le jeu seuls, mis au défi à des titres divers par de gigantesques entreprises globales capables de produire des normes, pour Internet ou la finance, mais aussi par les organisations non gouvernementales (ONG), le crime organisé ou les activistes sans frontières, de WikiLeaks à Greenpeace. Résultat, nous sommes dans un monde sans règles, imprévisible, où l'emportent des acteurs qui, par double jeu, sens du secret ou folie furieuse, peuvent renverser la table à tout instant. Nous devons changer de regard sur nous-mêmes et nous libérer de la peur qui nous pousse à nous calfeutrer. Tournons la France vers le monde. Cessons de nous focaliser sur notre rang – notre siège au Conseil de sécurité et notre dissuasion nucléaire – et renforçons notre rôle de porte-voix, de médiateur dans les crises et de facilitateur de dialogue. Notre identité, ce n'est pas la défense de l'ordre établi, c'est notre conscience aiguë de la nécessité de construire une communauté universelle où chaque vie compte.

Notre richesse, c'est notre ouverture, c'est-à-dire la francophonie, l'apport des outre-mers, l'Europe, la culture. Cela signifie refonder notre politique étrangère en en faisant une diplomatie des peuples qui tisse des liens et des réseaux au moyen des communautés locales, des institutions scolaires, des think tanks ainsi que des milieux associatifs, une diplomatie démocratique équilibrant les relations d'Etat à Etat et les relations de peuple à peuple. Une diplomatie capable de prendre racine dans les interstices du monde.

Au cœur de notre engagement, nous devons placer les crises. Réagir ne suffit pas. Face à l'aggravation des crises, de la menace d'une troisième Intifada à l'embrasement cyclique de l'Ukraine, nous devons traiter les causes politiques, trop souvent oubliées, la place des Touaregs au Mali ou des sunnites en Irak.

Sortir de la réaction pavlovienne, prévisible et à courte vue qui prévaut exige une méthode et des principes : respect de la légalité internationale, fût-elle décevante ; usage de la force en ultime recours ; responsabilisation prioritaire des acteurs régionaux. La clé, c'est la priorité à la politique, dont découlent l'exigence du dialogue, y compris avec des acteurs que nous désapprouvons, et l'exigence du processus, fondé sur des calendriers, des contacts continus, des étapes en vue d'un compromis. Mais la singularité française dans un monde qui pense trop souvent à plat et au présent, c'est aussi de prendre en compte l'histoire, la géographie, la culture.

Par exemple, en Irak et en Syrie, l'Organisation de l'Etat islamique (OEI) présente le visage d'un acteur opportuniste à vocation totalitaire, allié de circonstance de sunnites terrifiés par les milices chiïtes et en quête de légitimité à travers une réponse du faible au fort, qui s'est taillé un territoire dans les lambeaux du Proche-Orient en instrumentalisant l'islam. Dès lors, la « guerre contre le terrorisme » est une erreur majeure. Elle légitime l'OEI en lui donnant une visibilité mondiale, solidarise les populations sunnites autour d'elle et déresponsabilise les Etats de la région, tout à leurs arrières-pensées, d'Ankara à Riyad.

Il faut une stratégie d'asphyxie de longue haleine. Asphyxie financière des revenus du pétrole, des trafics et des subsides venus du Golfe. Asphyxie territoriale par l'endiguement de l'expansion de l'OEI, à travers l'appui aérien prodigué aux Kurdes d'Irak et de Syrie, aux Jordaniens et aux Libanais. Asphyxie politique, enfin et surtout, en la privant de soutiens. En Irak, cela signifie non seulement un gouvernement d'union nationale, mais une réforme constitutionnelle pour donner plus de place aux sunnites dans l'administration et dans l'armée. En Syrie, cela signifie mettre fin à la guerre civile devenue face-à-face de monstres, en plaçant pour une transition politique graduelle, avec de fortes garanties de la communauté internationale et des capacités d'interposition. La clé en sera une conférence régionale impliquant l'Irak, les monarchies du Golfe, la Russie.

La négociation sur la prolifération nucléaire en Iran est à un tournant. Nous étions parvenus en 2003-2005, en nous mobilisant avec le Royaume-Uni et l'Allemagne, au seul accord significatif à ce stade. L'accord intérimaire de novembre et sa prolongation ont été des signes positifs. A l'heure où ce texte est écrit, un accord définitif est difficile à finaliser, tant à cause de la prise de contrôle du Congrès américain par les républicains et de la situation du Proche-Orient scellant

Sortir du doute par l'action

SACHONS aussi nous doter d'une vision sur les zones-clés du monde de demain.

Le Proche-Orient traverse depuis près de trente ans une crise de modernisation historique où s'affrontent les nationalistes laïques issus des décolonisations, les islamistes refusant la modernité occidentale et enfin la jeunesse des classes moyennes, soucieuse de libertés démocratiques, d'égalité des chances et d'ouverture sur le monde. L'Europe et le Proche-Orient sont des mondes en miroir, habitués à se définir l'un contre l'autre, destinés à vivre l'un avec l'autre. Pourtant l'Europe a par son inconstance aggravé la situation en Afrique du Nord et au Proche-Orient, tantôt se substituant aux révolutionnaires du « printemps arabe », tantôt se réfugiant auprès des régimes autoritaires par crainte des islamistes. La transition ne peut être que longue et douloureuse. Elle exige l'accompagnement économique et politique de l'Europe, au-delà des promesses non tenues du partenariat de Deauville (3). Pour la France, l'enjeu est de taille, car sa population originaire d'Afrique du Nord est importante et sa mémoire reste mutilée depuis la guerre d'Algérie.

Nous ne pouvons assister silencieux au pourrissement continu du conflit israélo-palestinien qui gangrène l'ensemble de la région. Vingt ans durant, la communauté internationale a eu le souci de maintenir coûte que coûte la fiction d'une négociation autour de la solution à deux Etats, alors que celle-ci s'éloignait de plus en plus dans les esprits comme dans les réalités, à travers le terrorisme et à travers la colonisation. Aujourd'hui, au lendemain de bombardements intenses de Gaza par l'armée israélienne à l'été 2014, il est temps que la communauté internationale se mette en situation d'imposer la paix, par l'acceptation de l'adhésion de la Palestine à la Cour pénale internationale, par la reconnaissance pleine de l'Etat de Palestine à l'Organisation des Nations unies (ONU), et plus encore par un plan de paix imposé aux parties sur

l'échec des Etats-Unis dans la région qu'en raison de l'état de santé du Guide suprême Ali Khamenei. Pourtant, les bases techniques d'un accord existent, sur le réacteur d'Arak et y compris sur le nombre de centrifugeuses que l'Iran pourrait mettre en service. L'arrêt des négociations constituerait un danger majeur, car l'Iran est un partenaire indispensable pour l'équilibre régional. Il importe avant tout de trouver une place à sa mesure à cette civilisation millénaire, passerelle entre les mondes.

Troisième grande crise, l'Ukraine, nation divisée et Etat quasi failli, dépendant de la Russie pour son gaz et de l'Europe pour son commerce. Que signifiait l'Euromaïdan (2) ? Avant tout le ras-le-bol populaire vis-à-vis des élites corrompues, du marasme économique et de l'inefficacité de l'administration. Le rapprochement avec l'Europe promettait le redressement national, non le rejet de la Russie. C'était compter sans la spirale de méfiance entre Occidentaux et Russes depuis la « révolution orange » de 2004 et la « guerre du gaz » de 2009, envenimée par le jeu singulier des Etats-Unis et par la division des Européens. Pour un empire humilié depuis la chute de l'URSS et en quête de revanche symbolique, l'accord d'association de l'Ukraine à l'Union européenne, mal présenté et doublé des craintes liées à l'expansion de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), créait une situation inacceptable. L'Ukraine est trop importante pour pouvoir devenir un conflit gelé. Notre seule issue aujourd'hui, comme je l'ai dit au président Vladimir Poutine récemment, c'est de renouer le dialogue à travers la création d'un groupe de contact rassemblant durablement l'Ukraine, la Russie, le triangle de Weimar – Allemagne, France, Pologne –, le Royaume-Uni et les Etats-Unis pour mener une négociation complète et graduelle, tant sur la réforme constitutionnelle de l'Ukraine que sur sa neutralité militaire, son redressement économique et sa reconstruction administrative et judiciaire.

les bases des accords d'Oslo avec des capacités d'interposition et d'administration internationales.

L'Afrique est le deuxième espace-clé pour la France de demain, ne serait-ce qu'en raison de sa jeunesse et de sa démographie, qui en feront un continent de deux milliards de personnes en 2050, dont de très nombreux francophones, et la principale zone de croissance mondiale. Tout est à construire pour un codéveloppement efficace, pour un partenariat appuyé sur les organisations régionales et les pays les plus solides. Au lieu de quoi nous laissons d'autres puissances accompagner l'essor économique du continent, tout en menant une politique d'intervention militaire tous azimuts pleine d'ambiguïtés. Là comme ailleurs, il faut dire « politique d'abord », comme nous avons eu à cœur de le faire avec Jacques Chirac pour la Côte d'Ivoire avec les accords de Marcoussis, en favorisant les gouvernements d'union nationale, les garanties constitutionnelles pour les minorités et pour les oppositions politiques, en apportant un soutien concret, financier et humain à l'administration efficace des Etats.

Le troisième espace est l'Asie, car là se joue la confrontation stratégique à venir entre les Etats-Unis et la Chine, bien qu'atténuée par leur dépendance économique mutuelle. Le choc commercial entre le grand marché transatlantique (GMT),

(1) NDLR. Entre 1853 et 1856, lors de la guerre de Crimée, la France de Napoléon III aidée de ses alliés (l'Empire ottoman, le Royaume-Uni et le royaume de Sardaigne) affronte la Russie. Puis elle intervient au Mexique en 1861 pour y instaurer un régime ami ; vaincue, elle quitte le pays en 1867. Enfin, en 1898, la France est défaite à Fachoda (Soudan) par les troupes britanniques, ce qui donne un coup d'arrêt à ses ambitions impériales en Afrique (toutes les notes sont de la rédaction).

(2) Lire Sébastien Gobert, « L'Ukraine se dérobe à l'orbite européenne », *Le Monde diplomatique*, décembre 2013.

(3) Lire Ibrahim Warde, « Un plan Marshall sans lendemain pour les "printemps arabes" », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

LA RÉSISTANCE SPIRITUELLE
Témoignage
Chrétien
www.temoignagechretien.fr



Parce qu'un monde sans témoignage est un monde qui meurt, *Témoignage chrétien* est agitateur de consciences depuis 73 ans.

Changez de regard avec le nouveau *Témoignage chrétien*.

OFFRE SPÉCIALE DÉCOUVERTE

12 lettres hebdomadaires + 3 suppléments mensuels de 100 pages + accès web en renvoyant ce coupon + règlement à TC : 28 rue Raymond-Losserand – 75014 Paris

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Courriel
(contact plus simple et plus rapide)

☐ Je fais découvrir gratuitement à un proche un exemplaire du supplément mensuel (TC l'enverra à l'adresse indiquée ci-dessous) :

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Courriel
(contact plus simple et plus rapide)

MDP614

ET MORALISATRICE

mais ne dit rien »

articulé autour des Etats-Unis, et le partenariat économique régional intégral (Regional Comprehensive Economic Partnership, RCEP), organisé autour de la Chine, mobilise près de la moitié de la population comme du commerce mondial (4). Les deux puissances se toisent à travers leurs stratégies d'endiguement et d'esquive, « collier de perles » américain contre route de la soie maritime proposée par Xi Jinping. S'ajoutent des conflits régionaux irrésolus, nés de mémoires à vif avec le Japon et du nationalisme exacerbé d'un régime soucieux d'unité face au ralentissement de la croissance. Le rétablissement des liens diplomatiques avec Pékin par le général de Gaulle dès 1964 conserve à la France une aura de singularité, mais pour combien de temps ? Evitons que la France ne prenne le sillage des Etats-Unis, là aussi. Profitons de l'évolution d'une Chine qui s'ouvre au monde et qui désire prendre davantage de responsabilités, sur la crise d'Ebola, sur le défi climatique, sur la coopération contre le terrorisme.

Comment incarner notre politique étrangère ? Dans le destin des nations comme dans la vie des individus, la question de savoir qui l'on est n'est jamais plus angoissante que lorsque l'on ne sait plus quoi faire. C'est par l'action que nous sortirons du doute.

Au lieu de nous fantasmer au passé, soyons pleinement nous-mêmes : une démocratie, dans un monde où la démocratie n'est pas – et peut être de moins en moins – une évidence ; un pays européen, dans une Europe de moins en moins sûre de son destin ; une culture universaliste, dans un monde qui a perdu les clés de l'universel. Au cœur du destin français, il y a l'idée de progrès. Il y a deux siècles d'inventions, de découvertes, d'entreprises françaises, un modèle social sans cesse enrichi depuis le Conseil national de la Résistance. Le progrès est l'âme de notre vision de la culture, de Condorcet à Malraux en passant par Hugo, celle d'une amélioration de l'humanité par l'avancement des arts et des sciences. Pour nous, pays d'histoire et d'espoir, croire au progrès, c'est refuser à la fois l'ordre établi et le désordre stérile.

On ne sera pas surpris que la France doute, car dans le monde entier le progrès technologique a substitué le progrès des choses au progrès des hommes. La culture est désormais soit un patrimoine, soit une marchandise, le bien-être une contrainte économique et la démocratie libérale un horizon indépassable.

Retrouvons le chemin du progrès, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Progrès de l'idée européenne, d'abord. L'Europe, si elle cesse d'avancer, chute. Aujourd'hui, elle a cessé en même temps de s'élargir et de s'approfondir. Elle se défait dans la crise de l'euro. Elle se crispe sur ses frontières, inquiète de voisins instables ou autoritaires. Les peuples rejettent les règles de Bruxelles, faute de validation démocratique suffisante. La relation construite après guerre avec la petite Allemagne de Bonn ne peut être la même qu'avec l'Allemagne réunifiée et renforcée

à la fois par sa puissance économique et par l'élargissement oriental de l'Union européenne. Désormais devenue le centre naturel de l'espace économique européen, l'Allemagne ne désire pas en assumer la direction politique. Je propose depuis longtemps un traité fondateur d'une union franco-allemande, rapprochant les politiques, les institutions, les législations. Commençons par un marché unique de l'emploi et de la formation que d'autres pays pourraient par la suite rejoindre, formant le noyau d'une Europe constituée de cercles plus ou moins intégrés – zone euro, Union européenne, large pôle paneuropéen articulant avec l'Europe la Russie, la Turquie, l'Afrique du Nord – afin de peser ensemble dans le monde multipolaire.

L'Europe a les clés pour sortir de la spirale déflationniste, à condition d'une politique volontaire de la Banque centrale européenne (BCE), d'une revalorisation salariale en Allemagne et d'un plan européen d'investissement productif, dans les infrastructures et l'innovation. L'harmonisation fiscale – en priorité l'impôt sur les sociétés – et sociale – une assurance-chômage communautaire pour les jeunes actifs – est indispensable. La création d'universités européennes dans chacun des pays membres

permettrait l'unification progressive des systèmes universitaires. Enfin, la pleine responsabilité de la Commission devant le Parlement européen ou l'élection au suffrage universel direct du président du Conseil européen seront des gages de démocratie européenne.

Impossible de peser dans le monde des géants sans une politique étrangère et de défense commune. En matière de défense, des avancées pragmatiques comme une centrale d'achat pour les armements et un état-major commun sont la condition de notre indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, dont les intérêts divergent de plus en plus des nôtres avec leur « pivot asiatique ». L'OTAN est le verrou. J'étais opposé à ce que la France réintègre le commandement intégré (5). Mais, puisqu'il est impossible de revenir sur cette décision sans donner l'image d'une France dansant d'un pied sur l'autre, posons nos conditions : un rééquilibrage du poids de l'Europe et de celui de l'Amérique du Nord, un partage équitable des postes, une mission avant tout défensive du pacte.

Reste un défi vital : inventer une diplomatie de l'âge démocratique. Car la démocratie est à la fois contestée et impu-

sante. Contestée par l'émergence d'une oligarchie mondiale déconnectée des peuples et par la montée en puissance de régimes personnalisés, autoritaires, offrant dans les vents de la mondialisation un refuge communautaire national, comme en Russie, en Chine et même dans la Turquie de Recep Tayyip Erdogan. Impuissante, elle l'est à la fois dans son action extérieure, car les alternances et le poids des opinions publiques rendent nos démocraties court-termistes, versatiles et moralisatrices, et à l'intérieur, car elles se sont figées et, trop souvent dominées par l'argent et les reproductions sociales, ne semblent ni vivantes ni généreuses. En 1989, les démocraties occidentales ont fait un double contresens. Elles ont cru qu'elles avaient gagné la guerre froide, alors que c'étaient les dissidents qui l'avaient gagnée de l'intérieur, à l'usure. Elles ont cru qu'elles étaient indépassables et se sont assoupies sur leurs lauriers, faute de rival à la hauteur.

Une nouvelle diplomatie démocratique, c'est d'abord une diplomatie qui assume l'attractivité de nos démocraties, notamment européennes. Regardons la carte des dernières années. Les « indignés », les « Occupy », les « printemps » ont fleuri à travers le monde entier, sous la poussée conjointe de la montée des classes moyennes et du coup de frein de la crise économique, mais ils n'ont mené à la chute de gouvernements et de régimes que dans un cercle précis, celui du voisinage européen. Ce n'est pas un hasard, mais la trace de l'influence européenne, même involontaire, et le signe de l'impuissance des Européens à accompagner et canaliser les changements démocratiques à ses portes. Pourquoi également l'indignation n'est-elle que pour les autres, pourquoi avoir si peu tenu compte des revendications démocratiques ici ? La leçon à en tirer, c'est que notre exemplarité compte davantage que les leçons de morale. Nous ferons davantage pour la démocratie à l'est de l'Europe par une Ostpolitik fondée sur le dialogue, l'ouverture et l'exemplarité de nos démocraties que par une logique de guerre froide qui ne sert que les intérêts américains.

Une diplomatie à l'âge démocratique exige également de nouveaux moyens. Puisqu'elle ne peut s'appuyer sur le secret et sur les logiques d'intérêt, elle doit faire de la pression de ses opinions publiques une force, quand elle est aujourd'hui une faiblesse. Il faut enrichir les diplomaties de peuple à peuple, pour redonner du souffle à une politique étrangère trop souvent limitée à un passe-temps présidentiel. Donnons-lui davantage de force et d'unité à travers un Conseil de sécurité nationale mobilisant et coordonnant l'ensemble des acteurs. C'est de notre avenir collectif qu'il s'agit, et c'est pourquoi il faut un débat national, continu, pluraliste. C'est dans le monde que se joue notre vie nationale, à l'heure du redressement économique et de la nécessaire « remondialisation » d'une France en perte d'élan économique, de compétitivité, de confiance. Fixons le cap et mettons ensuite tous nos atouts au service de cette mission : notre personnel diplomatique de qualité, nos lycées français, nos universités et nos grandes écoles, notre modèle social. Soyons fidèles à notre génie particulier, à la marque de fabrique française : sur les crises et la paix, pays modérateur, facilitateur de dialogue, médiateur ; sur la vision de l'homme, pays d'innovation économique, de développement social et humain, dans l'éducation, dans la santé, pays de culture et d'ouverture.

DOMINIQUE DE VILLEPIN.

(4) Lire Martine Bulard, « Libre-échange, version Pacifique », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.

(5) La France a quitté le commandement intégré de l'OTAN en 1966. Elle l'a réintégré en 2009 pendant la présidence de M. Nicolas Sarkozy.

Trois priorités pour la sécurité collective

La paix, c'est la sécurité collective, combat longtemps porté par la France, à travers les voix d'Aristide Briand, du général de Gaulle et de Jacques Chirac. Faisons en sorte que la France soit la cheville ouvrière de l'architecture de la gouvernance mondiale. Nous devons fixer trois priorités.

D'abord, la représentativité des Nations unies. Le système hérité de 1945 ne correspond pas au monde d'aujourd'hui. De nouveaux membres permanents au Conseil de sécurité doivent être choisis pour un meilleur équilibre des continents.

Deuxième priorité : une gouvernance financière. Le G8 et le G20 ont échoué parce qu'ils n'ont pas de légitimité. Il faut un Conseil de sécurité économique et financier, impliquant le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

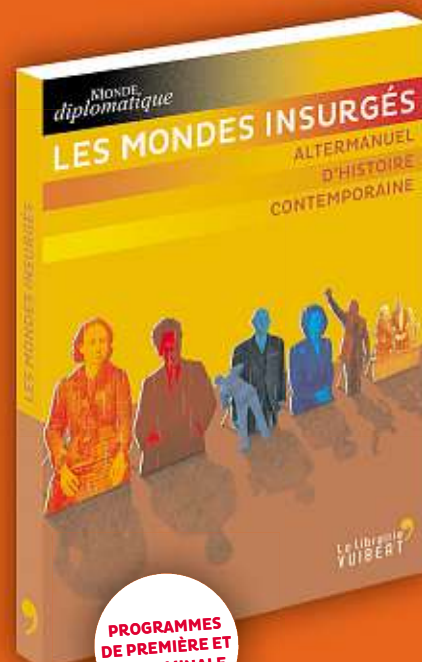
Troisième priorité : une gouvernance environnementale pour prendre des mesures contre le réchauffement climatique. Il faut accentuer la pression sur les pays récalcitrants en envisageant de conditionner certains accords commerciaux, y compris le traité de libre-échange transatlantique (TTIP), aux meilleures pratiques en matière d'émissions de

gaz à effet de serre. La France a été pionnière en la matière. En témoigne le discours de Jacques Chirac à Johannesburg en 2002 devant l'assemblée plénière du quatrième Sommet de la Terre (« *Notre maison brûle et nous regardons ailleurs* »). Une Organisation mondiale de l'environnement doit pérenniser la production d'expertises, de régulations et de suivi des mécanismes.

Mais la paix, c'est surtout l'action. Nous avons besoin d'outils adéquats. Les missions d'interposition onusiennes ont montré leurs limites : lentes, au mandat incertain, mal formées. Nous pouvons proposer à nos partenaires européens de créer une force de réaction rapide que nous mettrions au service de la paix, sous la houlette des Nations unies, pour des interventions dans des zones d'escalade sécuritaire, ainsi qu'un corps d'experts pluridisciplinaire pour la consolidation de l'Etat de droit, à destination des pays fragiles. Ce souci de la paix serait conforme à la fois aux savoir-faire et à l'expérience de notre continent hanté par la mémoire des guerres.

D. DE V.

UNE AUTRE FAÇON D'APPRENDRE L'HISTOIRE



« Cet altermanuel regorge d'exemples nouveaux et ignorés »
Bertrand Rothé
Marianne

« L'histoire telle qu'on ne la raconte pas dans les médias »
Frédéric Taddéi
Europe 1

180 pages – 20,50 €

PROGRAMMES DE PREMIÈRE ET DE TERMINALE

Le Monde *diplomatique*

La librairie **Vuibert**

LIAISON LYON-TURIN, GRAND PROJET INUTILE PAR EXCELLENCE

Résistance dans la vallée

Tué par une grenade de la gendarmerie près de Sivens, le militant écologiste Rémi Fraisse s'opposait à un barrage emblématique d'une dérive productiviste. L'entêtement à défendre un modèle d'aménagement suranné se heurte à des mobilisations de plus en plus fortes, comme dans le val de Suse, en lutte contre le projet de liaison ferroviaire entre Lyon et Turin.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
SERGE QUADRUPPANI *

COTEAUX plantés de vignes en espalier, hameaux aux vastes toits de lauze, coulées de pierraille, rudesse des pics de roche nue, intensité du ciel : en ce point, vers le haut de la vallée, le panorama pourrait être exaltant. Un sentiment d'oppression l'emporte au contraire. Car ce qu'on vient de décrire n'existe plus qu'à l'état résiduel, dans le tiers supérieur du champ de vision. Tronçonné par l'autoroute, découpé par ses piliers hauts comme des immeubles de huit étages, le reste du paysage consiste en une terre mille fois retournée : baraquements, grillages, le tout peuplé uniquement de patrouilles militaires. Très rarement, un véhicule de chantier apparaît, surgi de ce qu'on devine être l'entrée d'un tunnel. Plusieurs kilomètres de galeries ont déjà été creusés de part et d'autre de la frontière pour reconnaître les couches géologiques. A certains détails, le malaise s'accroît encore : un sigle de l'Organisation des Nations unies (ONU) sur des véhicules, qui signale la présence de troupes rapatriées d'un de ces théâtres d'opérations où l'Occident se confronte avec le reste du monde, ou bien cette enceinte qu'on sait bâtie par une entreprise aux mains de la Mafia calabraise (1), avec ses rubans d'acier tranchant et ses blocs de béton qui rappellent les contrées en guerre civile. Il faut approcher à pied le chantier de Chiomonte pour comprendre l'agression subie par le val de Suse, en Italie, et la résistance que lui oppose la population depuis plus de vingt ans.

Au début des années 1990, dans les bureaux de la Commission européenne, est conçue une liaison ferroviaire de Lyon à la frontière ukrainienne en passant par Trieste

et Budapest. D'abandons en prolongation d'études à échéances aussi douteuses que lointaines, il ne reste plus de ce grandiose projet que le Lyon-Turin, qui comporte le percement d'un tunnel de cinquante-sept kilomètres entre cette vallée située à l'ouest de Turin et la vallée de la Maurienne. Très vite, le 15 décembre 1991, naît dans le val de Suse un comité d'une soixantaine de personnes, techniciens, ouvriers, maires, administrateurs régionaux, etc. Des médecins jouent un rôle décisif en attirant l'attention sur les nuisances sonores. Dans les nombreux meetings qui suivent, on fait écouter la rumeur du *treno ad alta velocità* (TAV, train à grande vitesse). L'apparition en lettres géantes du slogan « No TAV » sur les montagnes donne sa signature au mouvement.

Bien d'autres arguments ont été développés par la suite : l'inutilité économique du projet, sa nocivité écologique (présence d'uranium et d'amiante dans les couches qui devraient être percées), le saccage du territoire, la destruction des ressources hydriques... Mais l'accent mis à l'origine sur le bruit révèle une dimension particulière des lieux. La vallée principale est d'une étroitesse qui rend d'autant plus violent l'impact du projet sur un environnement déjà saturé d'infrastructures (autoroute, lignes à haute tension, voie ferrée). La géographie n'est pas non plus étrangère à l'homogénéité de ce qui reste une communauté montagnarde. De l'autre côté de la frontière, l'industrie et le tourisme ont depuis longtemps dissous les liens traditionnels, d'où le contraste entre l'impressionnante ampleur du mouvement anti-TAV italien et la discrétion de son homologue français.

Coût global, 26 milliards d'euros

DEPUIS, les études d'ingénieurs ou d'économistes ont démontré ce que les habitants avaient pressenti tout de suite : ce projet correspond à un modèle de développement à bout de souffle. Comme il était difficile de soutenir, face aux oppositions, que l'énormité de l'investissement visait seulement à diminuer le temps de trajet d'un trafic passager très faible, on a prétendu trouver une justification écologique en soutenant qu'il s'agissait de désengorger le trafic de marchandises et les tunnels routiers (Fréjus et Mont-Blanc). Les concepteurs du projet s'appuyaient il y a trente ans sur des prévisions de triplement du fret : en réalité, il est aujourd'hui inférieur à ce qu'il était en 1988. Dans un référent adressé au premier ministre français le 1^{er} août 2012, la Cour des comptes estimait que le coût global du projet (avec les accès) était passé de 12 milliards d'euros en 2002 à 26,1 milliards (3). Les magistrats financiers recommandaient de « ne pas fermer trop rapidement l'alternative consistant à améliorer la ligne existante » et insistaient sur l'importance du report du trafic transalpin de la route vers la voie ferrée. Après avoir étudié les accès français au tunnel transfrontalier – soit deux autres tunnels de plus de vingt kilomètres chacun qui devront être creusés sous les massifs de Chartreuse et de Belle-donne –, la commission « Mobilité 21 », ne voit pas leur justification avant l'horizon 2035-2040 (2).

Des élus locaux (députés, maires, conseillers régionaux) de toutes tendances s'appuient maintenant sur un travail de contre-expertise qui démontre l'existence de solutions alternatives. Ils soulignent par exemple que la ligne ferroviaire actuelle n'est utilisée qu'à 17% de ses capacités.

Les partisans du projet l'ont jugée un peu vite obsolète et trop pentue, alors que sa modernisation pourrait permettre d'assurer le trafic prévisible à un horizon réaliste (4).

Du côté italien, le Sénat vient d'auditionner les dirigeants des Ferrovie dello Stato (FS, Chemins de fer italiens). Leurs prévisions ont ébranlé jusqu'à certains des plus fervents soutiens du TAV : le coût du seul tunnel de base passerait de 8,3 milliards d'euros à 12 milliards au total (5), et la part de l'Italie de 4,8 milliards à 6,9 milliards. Plus grave encore : « *L'analyse coûts-bénéfices*, a ajouté le président des FS, *a été faite avant la crise de la dette souveraine en Europe, et depuis le monde a changé. (...) Il y a une incertitude extrême* (6). »

Cela n'a pas empêché le ministre des transports, M. Maurizio Lupi, de réaffirmer que la construction de la ligne était « *stratégique* » pour l'Italie et pour l'Europe. Les rapports des experts de l'Etat français n'ont pas empêché non plus le président du conseil régional de Rhône-Alpes, M. Jean-Jack Queyranne, de défendre, en septembre 2014, la même position, avec en prime quelques affirmations discutées sur les emplois créés (7). Les liens consanguins entre les grands groupes du bâtiment et des travaux publics et les dirigeants régionaux ou nationaux ne sont sûrement pas pour rien dans cette obstination. Les travaux de reconnaissance continuent, et ils ont reçu de nouveaux financements le 1^{er} octobre dernier. Début 2015, les tunneliers doivent entamer à Saint-Martin-de-la-Porte le creusement d'une nouvelle galerie de neuf kilomètres, aux dimensions et à l'emplacement du tunnel projeté (8).

En réalité, toutes ces fermes résolutions à persister dans la même voie sont suspendues au financement européen. Or, recevant le 14 octobre dernier une délégation



franco-italienne d'opposants au TGV, M. Michael Cramer, président de la commission des transports au Parlement européen, a déclaré qu'il était « *peu probable que l'Union européenne soit capable de prendre en charge 40% du coût total du Lyon-Turin, comme espéré par les gouvernements de la France et de l'Italie* ».

Si, aujourd'hui, il y a quelques chances que soit finalement abandonné ce qui est devenu le prototype des grands travaux inutiles, on le doit à la résistance exceptionnelle d'une petite population montagnarde. Pourtant, les débuts furent difficiles. Après une première grande manifestation en mars 1996, au mois d'août commence une série d'attentats contre des engins et du matériel ferroviaire. La presse se déchaîne alors contre l'« *écoterrorisme du val de Suse* ». Le 5 mars 1998, la police arrête les membres d'une fantomatique organisation constituée autour du couple que forment Maria Soledad et Edoardo Massari. L'un et l'autre se suicident. Toutes les accusations portées contre eux s'écrouleront par la suite. A l'heure actuelle, on ne sait toujours pas qui était à l'origine de ces attentats. Beaucoup y voient une ultime réitération de la « stratégie de la tension » italienne, comme dans les années 1970 et 1980, lorsque l'extrême droite côtoyait les services secrets. La lutte No TAV mettra longtemps à s'en remettre.

Néanmoins, de concerts en blocages des premiers travaux de sondage, d'interventions en assemblées, un mouvement de masse se construit : vingt mille personnes défilent dans la vallée en avril 2003. En 2005, trente-sept conseils municipaux déclarent leur opposition au projet. Des installations permanentes d'opposants, les *presidi*, apparaissent. En novembre de la même année, l'évacuation par la force de l'un d'eux entraîne sa réoccupation massive par des milliers de manifestants. La saga de la lutte est lancée.

Elle connaît d'innombrables épisodes, comme, du 22 mai au 27 juin 2011, cette « Libre République de la Maddalena », sorte de zone à défendre (ZAD) avant la lettre. La répression, aussi, prend de l'ampleur : à l'heure actuelle, plus de quatre cents personnes sont sous le coup de poursuites et de condamnations diverses. Des peines de prison et d'énormes amendes

s'abattent sur les opposants. Accusés d'avoir participé à une manifestation au cours de laquelle il n'y a eu aucun blessé et où les dégâts se résument à un compresseur brûlé, quatre opposants sont arrêtés en décembre 2013 et détenus sous le régime des lois antiterroristes. Leur procès est en cours, et l'un de ses enjeux, non dépourvu d'importance, consiste à savoir si on peut qualifier de terrorisme le fait d'avoir voulu « *faire pression sur le gouvernement* » et d'avoir « *endommagé l'image de l'Italie* ».

En face, la solidarité a enflé au rythme des offensives répressives. Le 26 janvier 2012, une rafle anti-No TAV dans toute l'Italie provoque des réactions de Turin à Cagliari. Le 27 février, l'un des opposants historiques, M. Luca Abbà, monte sur un pylône pour échapper à la police lors d'une protestation contre l'extension de l'enceinte fortifiée protégeant le début de tunnel d'exploration. Il s'électrocute et chute de dix mètres. L'accident,

dont il ressort grièvement blessé, déclenche des blocages d'autoroutes, l'invasion de gares de Bologne à Rome, des manifestations à Naples et Palerme, et la prise à partie des responsables du Parti démocrate (PD).

Car, très vite, les camps se sont bien délimités. D'un côté, les partis de gouvernement : de la droite, avec ses télévisions, à la post-gauche néolibérale du PD, avec ses journaux et intellectuels qui ont désormais pour unique pensée politique le mantra de la « légalité ». De l'autre, les collectifs formés contre des aménagements imposés – pont sur le détroit de Messine ou bateaux de croisière qui détruisent la lagune vénitienne –, auxquels viennent s'ajouter les étudiants et les précaires refusant la énième réforme néolibérale, les ouvriers métallurgistes luttant contre la destruction du droit du travail, les mal-logés occupant des maisons vides, sans oublier la solidarité internationale avec Notre-Dame-des-Landes ou les antinucléaires.

Une puissance collective concrète

CONTRE l'abstraction des lieux de pouvoir, des bureaux romains ou bruxellois jusqu'aux hauteurs dématérialisées de la finance mondiale, les manifestants italiens et européens ont afflué. Ils trouvent dans la vallée de Suse ce qu'ils ont besoin de construire pour eux-mêmes : une puissance collective concrète, ancrée dans la réalité d'un territoire, sans tomber dans un nationalisme de clocher ou une défense d'intérêts strictement locaux (9). La critique de la « croissance illimitée dans un monde limité » est sous-jacente dans chacune des expressions du mouvement.

Le souvenir de l'hospitalité et du refuge offert aux hérésies religieuses, celui des communautés médiévales autonomes, de la république des Escartons (10) qui dura quatre siècles, ou celui des républiques partisanses, brèves tentatives issues en 1945 de la résistance antifasciste, tout ce passé n'est pas évoqué pour figer une identité mais pour sa charge émancipatrice.

Quand les membres d'une famille « normale » – maman garde-champêtre, papa retraité, deux garçons – vous montrent en riant les vidéos des confrontations mus-

clées avec les forces de l'ordre ; quand le coiffeur de Bussoleno instaure le « *shampooing de solidarité* » pour soutenir un collègue emprisonné ; quand les efforts conjugués des procureurs ne parviennent pas à défaire l'alliance des dames qui prient Padre Pio devant le grillage et des *ragazzi* (garçons) des centres sociaux qui jettent des pierres par-dessus ; quand toutes les manifestations s'efforcent de respecter la maxime « On part et on revient ensemble » ; quand on voit les quelques romanciers critiques qui restent à l'Italie, tels Erri De Luca ou les Wu Ming (11), accueillis fraternellement pour des lectures devant l'enceinte ; quand on est témoin de tout cela, on se dit que le mouvement No TAV a déjà remporté une victoire : la formation d'un sujet collectif opposé au monde tel qu'il va.

Dans cette vallée prend corps une réalité qui a échappé, des deux côtés de la frontière, à un personnel politique n'ayant plus l'ombre d'une vision politique, même sociale-démocrate, et qui n'en finit pas de s'effondrer intellectuellement, humainement et électoralement. Cette réalité charnelle en constante évolution représente ce dont les politiciens ont perdu jusqu'au souvenir : un peuple.

Calendrier des fêtes nationales

1^{er}-31 décembre 2014

1 ^{er}	CENTRAFRIQUE	Fête nationale
	ROUMANIE	Fête nationale
2	ÉMIRATS	
	ARABES UNIS	Fête nationale
	LAOS	Fête nationale
5	THAÏLANDE	Fête nationale
6	FINLANDE	Fête nationale
11	BURKINA FASO	Fête nationale
12	KENYA	Fête de l'indépend.
16	BAHREÏN	Fête nationale
	KAZAKHSTAN	Fête de l'indépend.
17	BHOUTAN	Fête nationale
18	NIGER	Fête de l'indépend.
	QATAR	Fête nationale
23	JAPON	Fête nationale

(1) Sur l'infiltration de la Ndrangheta, cf. « Torino, azienda in odore di "Ndrangheta nei lavori della stazione di Porta Susa" », *Il Fatto Quotidiano*, Rome, 12 juin 2012 ; et Valentina Parlato, « Lyon-Turin : un chantier sous tension », Arte Reportage, 10 novembre 2014.

(2) Mobilité 21, « Pour un schéma national de mobilité durable », rapport au ministre chargé des transports, 27 juin 2013.

(3) Cour des comptes, « Référé sur le projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin », 1^{er} août 2014, www.ccomptes.fr

(4) Sur l'aspect financier et les solutions alternatives, on trouvera une excellente documentation, dont un film très éclairant, sur : <http://lyonturin.eu>

(5) Selon la direction générale pour les politiques intérieures de l'Union européenne, il pourrait atteindre 14 milliards. Selon les prévisions du maître d'œuvre, Lyon Turin ferroviaire (LTF), la ligne coûterait 100 millions d'euros au kilomètre, 149 dans le tunnel.

(6) « Tav, nuovi dubbi sui costi », *Il Fatto Quotidiano*, 11 novembre 2014.

(7) « Les approximations de Jean-Jack Queyranne sur le Lyon-Turin », 18 septembre 2014, <http://elus-rhonealpes.eelv.fr>

(8) « Le tunnel ferroviaire Lyon-Turin franchit une étape importante », *Le Monde*, Paris, 3 octobre 2014.

(9) Sur le mouvement italien, <http://notavtorino.org> ; sur le mouvement français, <http://notav-savoie.over-blog.com>

(10) En 1343, les communautés montagnardes des deux côtés de la frontière actuelle rachetèrent les droits seigneuriaux au dauphin. Jusqu'à la Révolution française, elles purent s'auto-administrer par le biais d'assemblées locales et au prix du versement d'une rente annuelle.

(11) Collectif de cinq écrivains italiens, www.wumingfoundation.com

* Ecrivain, dernier ouvrage paru : *Madame Courage*, Gallimard, coll. « Folio policier », Paris, 2014.

L’UKRAINE PLUS DIVISÉE QUE JAMAIS

Veillée d’armes au Donbass

De chaque côté de la ligne de front, l’arrivée de nouvelles armes laisse redouter une reprise des combats dans le Donbass. La victoire des partis ukrainistes à l’ouest et l’incapacité de la « communauté internationale » à rechercher un compromis poussent chaque camp à miser sur la force. Séparées de Kiev depuis six mois, les régions contrôlées par les rebelles s’organisent en ordre dispersé.

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX
LAURENT GESLIN ET SÉBASTIEN GOBERT *

DIMITRI revient parfois prendre des nouvelles de ses anciens voisins, qui habitent encore le quartier en ruine de Putilovka, à deux kilomètres de l’aéroport de Donetsk, dans la région orientale de l’Ukraine. Des explosions ont emporté le toit des bâtisses, les incendies ont noirci les murs de briques. Quelques combattants s’accroupissent devant un foyer où chauffe une cafetière. « *Nous ne recevons aucune aide* », se désole le vieil homme, en contemplant un tas de gravats et des poutrelles de métal tordues. Dimitri dort chez des parents. D’autres ont préféré fuir à Kiev ou en Russie. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), plus de huit cent trente mille personnes ont quitté leur foyer (1) depuis le début d’une guerre qui a déjà officiellement fait plus de quatre mille morts. Ceux qui sont restés tentent de survivre comme ils le peuvent. Le travail se fait rare. Beaucoup d’entreprises, de magasins, ainsi que la grande majorité des banques ont fermé leurs portes sur le territoire des « Républiques populaires » autoproclamées de Donetsk (DNR) et de Lougansk (LNR). Tous les jours, les files s’allongent devant les bureaux de poste où les gens se font envoyer de l’argent. « *Je vis sur mes économies, mais elles vont bientôt s’épuiser* », explique Alexeï, un mineur à la retraite.

Mardi 4 novembre, le premier ministre ukrainien, M. Arseni Iatseniouk, annonçait l’arrêt des financements publics en direction des régions contrôlées par les rebelles: « *Si nous versons aujourd’hui ces sommes, l’argent n’ira pas au peuple mais sera volé par les gangsters russes et servira surtout à soutenir le terrorisme russe* », justifiait-il. Le 15 novembre, le président Petro Porochenko confirmait le retrait de tous les services publics et entreprises d’Etat. Ces mesures risquent d’éloigner encore un peu plus les zones en sécession. Toutefois, si le gouvernement ne paie plus les salaires des fonctionnaires et gèle les 34 milliards de hryvnias (1,7 milliard d’euros) initialement destinés à ces régions en 2014, il a annoncé qu’il continuerait à fournir du gaz et de l’électricité.

Les régions administratives de Donetsk et de Lougansk comptaient sept millions d’habitants avant le conflit. Les rebelles contrôlent les zones les plus peuplées, à l’exception de Marioupol, soit probablement autour de cinq millions de personnes. Le gouvernement ukrainien préfère détourner les yeux. « *Je ne veux rien savoir de ce qu’il se passe de l’autre côté de la ligne de front* », martèle le vice-gouverneur en exil de la région de Lougansk, M. Volodimir Hrytsychyn. Il s’est installé dans l’ancien bureau du recteur de l’université de la ville de Sieverodonetsk, devenue siège d’une administration déplacée. Comme beaucoup, il a subi les intimidations des rebelles: « *Les fonctionnaires, les professeurs, les retraités qui sont restés là-bas, c’est leur choix, c’est leur droit. L’Ukraine ne leur doit plus rien, et surtout pas des salaires !* » Il rappelle toutefois que les personnes âgées ont encore la possibilité de toucher leur retraite. Pour obtenir des espèces, elles doivent s’enregistrer dans une bourgade contrôlée par l’armée ukrainienne et traverser chaque mois la ligne de front. Des démarches que beaucoup sont dans l’incapacité d’effectuer.

Malgré le cessez-le-feu signé le 5 septembre dernier à Minsk, les combats sont quotidiens dans l’aéroport de Donetsk, autour du saillant de Debaltseve contrôlé par l’armée ukrainienne ou à proximité de la centrale électrique de Schastye, au nord de Lougansk. Les Nations unies ont dénombré près de mille morts entre le 6 septembre et le 18 novembre. Les récents renforts de blindés et d’artillerie laissent craindre une reprise des combats. Au quotidien, les entités séparatistes s’avèrent incapables de trouver une réponse à la pauvreté qui se propage. Moscou se contente d’envoyer des

« convois humanitaires », dont on ne peut vérifier le contenu. Le Kremlin et des soutiens privés assureraient aussi une partie du budget des deux « républiques », sans qu’il soit possible de le prouver. « *Nous ne pourrions pas survivre sans l’aide financière de nos voisins et amis* », concède tout de même M. Igor Kostianok, le « ministre de l’enseignement » de la DNR.

Dès la mi-octobre, l’hiver s’est installé dans la plaine ukrainienne, et les températures tombent la nuit bien au-dessous de zéro. Chaque matin, ils sont une dizaine à se réchauffer autour d’une marmite fumante, attablés sous une tente montée dans l’arrière-cour d’un immeuble du centre de Donetsk. « *On trouve toute la nourriture que l’on veut dans les magasins, mais je n’ai plus un centime* », explique Ana, une ancienne ingénieure. La Fondation Rinat Akhmetov est l’une des rares organisations qui apportent un soutien matériel à la population de l’est de l’Ukraine. A la mi-novembre, elle annonçait avoir distribué plus d’un million de colis contenant chacun de quoi nourrir une famille pendant deux semaines. Maître déchu de la région et ancien partenaire d’affaires du président Viktor Ianoukovitch, l’oligarque Rinat Akhmetov est soupçonné d’avoir financé au printemps les premiers mouvements rebelles, afin de faire pression sur le nouveau gouvernement de Kiev. Aujourd’hui, le jouet qu’il avait contribué à créer semble lui avoir échappé, et l’oligarque n’est plus visible dans la région.

Cette partie du bassin du Don ressemble plus que jamais à un no man’s land livré à l’appétit de groupes concurrents et de milices. « *Notre but, c’est de former la Nouvelle Russie. Mais cela va prendre du temps* », explique M. Gennadi Tsykhalov, le « premier ministre » de la LNR. « *Nous devons à la fois faire face aux urgences du quotidien et fonder la légitimité du nouvel Etat par des consultations populaires* », assure-t-il.

Chef de brigade, « poète idéaliste » et juge populaire

Le 2 novembre, les deux entités ont tenu des élections législatives et présidentielles, une semaine après les législatives officielles qui avaient confirmé la victoire des partis proeuropéens à Kiev (2). Sans surprise, les hommes forts qui dominaient les deux « républiques » se sont maintenus au pouvoir: M. Alexandre Zakhartchenko, un ancien électricien de 38 ans devenu chef de guerre, a été élu à Donetsk avec environ 77 % des suffrages ; le militaire Igor Plotnitski, âgé de 50 ans, a été plébiscité à Lougansk, avec plus 63 % des votes. En réalité, ces élections ne réservaient aucune surprise, tous les opposants potentiels ayant été écartés les semaines précédant les scrutins. « *Tous les candidats qui se présentent aux élections sont des amis* », expliquait, quelques jours avant le vote, M. Andreï Pourguine, « vice-premier ministre » de la DNR: « *Les républiques populaires sont des démocraties. Cependant, nous sommes en guerre et nous ne pouvons tolérer des partis d’opposition qui pourraient semer le trouble au sein de la population.* »

L’éviction des concurrents potentiels ne signifie pas que les groupes au pouvoir dans les deux entités soient homogènes et prêts à coopérer pour fonder un Etat fédéral, embryon de la Nouvelle Russie (3). Les députés représentent l’une ou l’autre « république » ; aucun Parlement fédéral n’a été élu. « *Pourquoi est-ce que la DNR et la LNR ne s’unissent pas ? En premier lieu parce que leurs dirigeants ne s’aiment pas* », assure à l’abri des oreilles indiscretes l’historien Yuli Fyodorovski, dans l’habitable d’une



voiture garée dans une rue déserte de Lougansk: « *Le gouvernement de la LNR sait très bien que, s’il participe à la mise en place de mécanismes fédéraux, l’entité sera inféodée à Donetsk. Et, pour l’instant, il a suffisamment de mal à contenir les groupes rivaux qui se disputent son propre territoire.* » Même pour ce fin chroniqueur, difficile d’identifier le rôle que joue la Russie: « *Il est clair que la nébuleuse du Kremlin tire un certain nombre de ficelles dans la région. Mais il est la plupart du temps impossible de dire lesquelles, et pourquoi.* » Selon lui, la principale ligne de fracture entre les dirigeants séparatistes se situe depuis septembre entre « *les groupes qui soutiennent le cessez-le-feu et souhaitent renforcer l’assise de leur pouvoir, et d’autres qui refusent la trêve et tentent de faire bouger les lignes* ».

Dès que la nuit tombe, les rues de Lougansk achèvent de se vider, faute d’électricité. Les approvisionnements en eau chaude et chauffage sont erratiques. « *Ils disent que les pannes de courant sont dues aux Ukrainiens. Mais, en fait, c’est juste qu’ils sont incapables de faire quoi que ce soit pour leur population* », s’emporte M. Pavel Dremov, un Cosaque du Don à la barbe hirsute. A une soixantaine de kilomètres de Lougansk, cet ancien maçon gère d’une main de fer la ville de Stakhanov, et se targue d’y pratiquer un socialisme « soviétique » doublé d’une « *démocratie directe populaire* », mise en œuvre par de grandes « *assemblées citoyennes* ». A l’ombre de la maison de la culture locale, entourée de soldats, M. Dremov vient plusieurs fois par semaine répondre aux doléances des citoyens. « *Nous organisons le gouvernement de la conscience, à l’inverse du gouvernement de l’argent qu’ils ont mis en place à Lougansk* », résume le chef de guerre. L’eau chaude et l’électricité ont été rapidement rétablies à Stakhanov. M. Dremov ne s’en cache pas: il rêve d’une « *République socialiste cosaque indépendante* ».

Un peu plus au sud-est, à Alchevsk, le redoutable chef de la brigade « Fantôme », M. Alexei Mozgovoy, se définit lui-même comme un « *poète idéaliste* ». Il a institué dans la ville des « *tribunaux populaires* », où la population rend la justice à main levée. La première séance de la nouvelle « institution » s’est tenue le 30 octobre: un homme accusé de viol a été condamné à mort par l’assemblée (4). Le pouvoir de Lougansk n’a pu empêcher la tenue du procès.

Ce morcellement contrarie la constitution d’une structure de pouvoir fonctionnelle, et inquiète certains combattants: « *Je n’ai rien à faire de Lougansk. Je me bats pour la Nouvelle Russie. C’est ce projet qui doit nous réunir tous. Ces petites républiques sont juste des structures de circonstance* », explique M. Rotislav Juralev, un milicien originaire de l’Oural, en astiquant sa kalachnikov dans le hall d’un hôtel de Lougansk. « *Pour tout vous dire, je suis communiste*, poursuit-il. *Je vois bien que ces républiques sont bien loin d’être communistes: il y a beaucoup de choses à changer pour développer de vraies politiques sociales. Mais la priorité, c’est l’unité du monde russe. L’unité doit se faire, elle se fera. Et, si les luttes pour le pouvoir se poursuivent, croyez-moi, nous saurons faire revenir les ambitieux à la raison.* »

Malgré ces divisions, une administration et une police ont été laborieusement mises en place. Bien que de nombreux policiers aient aidé les séparatistes lors des manifestations du printemps, « *il y a 90 % des effectifs de police à reconstruire en DNR* », assure le commandant du district de la ville de Thorez, qui souhaite rester anonyme.

Installé dans le bar d’un hôtel de luxe du centre-ville de Donetsk, M. Alexandre Kaliouski tire avec méthode sur son narguilé. « *Si nous n’instaurons pas notre propre système bancaire, nous serons incapables d’imposer les entreprises, de collecter des impôts et d’aider les plus démunis* », explique le « vice-premier ministre en charge de la politique sociale » de la DNR. « *Mais, si Moscou soutient notre indépendance, des banques russes viendront s’installer, et un nouveau système économique se mettra en place.* » Le 27 octobre, la Russie avait annoncé

par la voix de son ministre des affaires étrangères, M. Sergueï Lavrov, qu’elle reconnaîtrait les résultats des élections du 2 novembre. Le Kremlin n’a finalement fait que « *respecter* » le scrutin, douchant pour le moment les rêves de reconnaissance des dirigeants séparatistes. Leurs plans initiaux visaient le rattachement à la Russie après les référendums sur l’indépendance organisés au printemps. Mais Moscou aurait beaucoup à perdre avec une nouvelle annexion, suivant celle de la Crimée. C’est pourquoi les autorités séparatistes s’attellent au renforcement des structures étatiques. « *En attendant que des Etats étrangers nous reconnaissent, nous devons reconstruire une économie performante, libérée des oligarques qui asservissaient autrefois la population du Donbass* », poursuit M. Kaliouski.

La plupart des usines de l’est du pays sont à l’arrêt

En réalité, nul ne sait sur quelle base l’industrie pourrait fonctionner. Avant la guerre, les mines et les usines de la région faisaient partie d’un système intégré à l’échelle internationale. L’essentiel des exportations transitait par le port de Marioupol. Mais cette ville stratégique reste contrôlée par l’armée ukrainienne. Les nationalisations décrétées par les nouvelles autorités visent surtout à répartir les grandes entreprises entre les groupes rebelles. Le « ministre de l’agriculture » de la DNR, M. Alekseï Kraslinikov, affirme par exemple que « *l’Etat va prendre le contrôle de la majorité des grands groupes agricoles* » et que « *leurs dirigeants seront nommés par le gouvernement* ». Pour l’heure, la plupart des usines de l’est de l’Ukraine sont à l’arrêt. Avant le début des combats, la société d’Etat Makievka Ugol exploitait huit mines à Makievka, une ville de l’agglomération de Donetsk, et employait dix-sept mille salariés. Mais, depuis l’été, seuls trois puits tournent, au ralenti. « *Le charbon s’accumule car le transit vers le reste de l’Ukraine a été stoppé, et nous ne touchons plus aucun salaire* », se désole M. Vladimir Filimontchouk, membre du Syndicat des mineurs indépendants.

Pour survivre économiquement, les séparatistes n’ont d’autre choix que de desserrer l’étau militaire. Du reste, certains chefs rebelles ne font pas mystère de leur stratégie. « *Nous allons reprendre les territoires des oblasts de Donetsk et de Lougansk encore sous le contrôle des fascistes de Kiev* », veut croire le très nationaliste Andreï Pourguine, qui ajoute: « *Je suis également persuadé que les villes russophones de Dnipropetrovsk, de Kharkov ou d’Odessa vont bientôt se soulever et fonder de nouvelles républiques populaires.* » Si le conflit s’éternise et que Moscou se contente d’utiliser ces entités pour déstabiliser son voisin ukrainien sans pour autant reconnaître leur indépendance, l’est de l’Ukraine risque de rester pour longtemps une zone interlope, ouverte à tous les trafics.

(1) Selon le HCR, environ quatre cent mille citoyens ukrainiens se seraient réfugiés en Russie depuis le début de l’année 2014. Les déplacés internes à l’Ukraine sont estimés à quatre cent trente mille ; www.unhcr.fr
(2) La participation lors de ce scrutin s’était élevée à 52,4 % des inscrits.
(3) *Novorossia* ou « Nouvelle Russie » : le terme renvoie dans l’imaginaire collectif russe au gouvernement créé par l’impératrice Catherine II à la fin du XVIII^e siècle. Ces territoires s’étendaient du port d’Odessa, sur la mer Noire, à celui de Marioupol, sur la mer d’Azov.
(4) Selon la British Broadcasting Corporation (BBC), 3 novembre 2014. En novembre, la sentence n’avait pas encore été exécutée.

* Journalistes.

La jeunesse burkinabé

Fin octobre, quarante-huit heures de manifestations ont eu raison de la tentative du président Blaise Compaoré de se maintenir une fois encore au pouvoir. Son renversement ouvre une incertaine période de transition, observée comme un test dans toute l’Afrique. Rassemblés en masse pour défendre un Etat de droit et une meilleure redistribution, les Burkinabés espèrent l’organisation d’élections libres et incontestables.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
ANNE FRINTZ *

Le jeudi 30 octobre 2014, aux cris de «*Blaise, dégage!*», des milliers de jeunes émeutiers font voler en éclats les vitres de l’Assemblée nationale burkinabé avant d’incendier le bureau de son président, M. Appolinaire Soungalo Ouattara. Le chef de l’Etat, M. Blaise Compaoré, doit renoncer au vote prévu pour modifier la Constitution et l’autoriser à se représenter. Il démissionne dès le lendemain et s’enfuit en Côte d’Ivoire dans un hélicoptère fourni par la France. Mais cette rapide victoire ne suffit pas aux manifestants.

Conscients d’être les laissés-pour-compte de la croissance économique – près de 7 % en 2013 selon le Fonds monétaire international (FMI) –, les insurgés s’en prennent à tous les symboles du pouvoir en place depuis vingt-sept ans. Ils pillent des résidences de dignitaires du régime, notamment celle de M. Assimi Kouanda, le secrétaire exécutif national du parti présidentiel, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP), et celle de M. François Compaoré, surnommé «le petit président», conseiller économique de son frère Blaise, membre du conseil d’administration de plusieurs sociétés d’Etat et d’entreprises privées de l’agro-alimentaire (1).

Moins remarqué à l’étranger, le pillage de la concession Ford de la capitale et de la mine d’or de Bissa, au nord de Ouagadougou, dans lesquelles M. François Compaoré avait des intérêts, révèle le ressentiment populaire à l’égard d’une classe dirigeante prévaricatrice et des inégalités sociales. Depuis, les mineurs sont en grève contre les conditions de travail et les bas salaires. A Ouagadougou,

* Journaliste.

les milliers de chômeurs de la capitale ont pris une part active aux manifestations de la fin octobre. «*Nous voulons la paix et la santé: des médicaments moins chers, des écoles, du travail pour les jeunes, un métier, de l’apprentissage. Compaoré, en trente ans, on ne voit pas ce qu’il a fait pour nous*», s’exclamaient d’une seule voix une dizaine de vendeurs de rue de Ouagadougou, mi-octobre.

«*Moi, je veux le changement*», insistait Sali, vendeuse de pagnes pour le compte de son frère au grand marché de Ouagadougou, début octobre. Cette jeune femme de 18 ans attribue la pénurie d’emplois pour les jeunes diplômés et l’augmentation des prix des produits alimentaires et du pétrole à un manque de volonté politique. Elle a participé à toutes les manifestations contre le «*tripatouillage*» constitutionnel depuis fin 2013.

Un seul civil chef de l’Etat depuis 1960

Au Burkina Faso, la mobilisation sociale est une vieille tradition. En 1966 déjà, le syndicaliste chrétien Maurice Yaméogo, premier président d’un pays qui s’appelait encore la Haute-Volta, prend une série de mesures d’austérité. Seul civil à avoir été chef de l’Etat jusqu’à aujourd’hui, il est renversé pacifiquement par les syndicats, la chefferie coutumière et le clergé catholique. En 1975, son successeur, le lieutenant-colonel Sangoulé Lamizana, rêve d’instaurer un parti unique après dix ans de pouvoir. Face à la contes-

tation organisée par les syndicats, il recule, mais demeure à son poste jusqu’en 1980.

Le règne de M. Compaoré s’ouvre sur un «meurtre fondateur»: le 15 octobre 1987, il fomenta un coup d’Etat au cours duquel son frère d’armes, le capitaine Thomas Sankara, qui avait engagé le pays sur la voie d’une «*décolonisation économique, politique et sociale*», est assassiné avec treize autres personnes. «*C’est Compaoré qui a fait tuer Sankara, avec l’aval* [du président ivoirien Félix] *Houphouët-Boigny*», raconte M. Prince Johnson, un ancien chef de guerre libérien, devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL) (2). Devenu chef de l’Etat, M. Compaoré se tourne vers le libéralisme économique: en 1990, après des discussions avec le FMI et la Banque mondiale, les entreprises d’Etat sont privatisées au profit d’hommes d’affaires

proches du régime. Une brutale chasse aux sankaristes commence dans les administrations et l’armée. Le journaliste Vincent Ouattara dénombre au moins cinquante morts pour la période allant du 15 octobre 1987 à la présidentielle de 1998 (3).

Trois insurrections populaires spontanées ont déjà fait trembler le régime contesté et vieillissant de M. Compaoré. L’assassinat en 1998 (toujours non élucidé) du journaliste Norbert Zongo, qui enquêtait sur un meurtre politique impliquant le frère

(1) Cf. Rémi Carayol, «Burkina Faso: François, l’autre Compaoré», *Jeune Afrique*, Paris, 18 juillet 2012.

(2) Lire Bruno Jaffré, «Le Burkina Faso, pilier de la “Françafrique”», *Le Monde diplomatique*, janvier 2010.

(3) Vincent Ouattara, *L’Ere Compaoré: crimes, politique et gestion du pouvoir*, Klanba Editions, Paris, 2006.



BOUKARÉ BONKOUNGOU. – «Crocodile», de la série «Diplomates», 2010

SPECTACULAIRE FAILLITE

L’Afrique du Sud dans la bulle de

Première puissance économique du continent, l’Afrique du Sud est un colosse aux pieds d’argile. En août 2014, la faillite de l’African Bank Investments Limited (ABIL) a révélé l’hyper-trophie du secteur des crédits à la consommation. Tout à sa folle quête d’un confort au-dessus de ses revenus, la nouvelle classe moyenne noire entraîne dans une dangereuse spirale spéculative une société gangrenée par les inégalités.

PAR ALAIN VICKY *

Fin 2013, la banque d’investissement américaine Goldman Sachs dressait le bilan économique de deux décennies de démocratie sud-africaine (1). Elle notait en particulier que l’endettement des ménages s’établissait à 75 % de leurs revenus disponibles, contre 57 % en 1994. Cette tendance au surendettement personnel était, selon elle, générée par la croissance du marché des prêts sans garantie, en augmentation de plus de 300 % depuis 2007. Toutefois, précisait Goldman Sachs, cette catégorie de prêts à risque – souvent de petites sommes allouées pour de courtes périodes moyennant de forts taux d’intérêt – ne représentait que 11 % de l’ensemble des crédits octroyés. Les banques restaient à l’abri de tout risque systémique...

Pourtant, le 10 août 2014, l’African Bank Investments Limited (ABIL), premier établissement bancaire sud-africain spécialisé dans les prêts sans garantie,

* Journaliste.

cinquième banque du pays, doit être placée sous la tutelle de la banque centrale. Quatre jours auparavant, la direction a reconnu des pertes record de 529 millions d’euros et un déficit de fonds propres de 600 millions. Les événements s’enchaînent alors: le directeur général Leon Kirkinis démissionne; la cote d’ABIL s’effondre de 93 % à la Bourse de Johannesburg. Pour éviter la faillite pure et simple, la banque centrale procède au premier sauvetage bancaire de son histoire, acquérant près de la moitié du 1,2 milliard d’euros de crédits défaillants. Une «banque propre», l’African Bank, est créée avec la partie la plus solide des actifs d’ABIL et dotée de 730 millions d’euros injectés par plusieurs investisseurs privés du pays. Ce krach spectaculaire révèle les failles du miracle économique sud-africain, en proie à une version nationale de la crise des *subprime* (2). «*Jusque-là, beaucoup parvenaient à rembourser et la rentabilité était forte*, explique M. Idriss Linge, de l’agence

d’information Ecofin. *Mais le modèle économique qui consiste à prêter à des personnes présentant des difficultés à rembourser n’est pas viable.* »

Les années 2000 ont vu naître une génération d’emprunteurs rêvant d’accéder à la «petite prospérité» offerte par la première puissance économique du continent. L’appétit de consommation de la nouvelle classe moyenne noire dépasse alors ses 500 euros de revenus mensuels: électroménager, voyages, écoles privées... Les centres commerciaux sont bondés. Plus d’un demi-million de véhicules neufs sont vendus chaque année. Pour satisfaire leur frénésie d’hyperconsommation, ces Sud-Africains se tournent vers les banques et organismes de microcrédit octroyant des prêts sans garantie, alors que le marché des hypothèques et des crédits immobiliers marque déjà des signes d’essoufflement. Comme le résumera cyniquement en 2013 M. Tami Somoku, l’un des cadres exécutifs d’ABIL, «*les consommateurs ne cherchent pas à connaître leurs droits ni à consulter de la documentation financière. Tout ce qu’ils veulent, c’est un prêt. Et le plus rapidement possible*». En 2005, le gouvernement adopte une loi sur le crédit qui encadre les taux d’intérêt. Mais l’industrie du crédit sans garantie, moins régulée, passe régulièrement outre à la législation.

A coups de campagnes de publicité agressives, ABIL vante des prêts allant de 35 à 10 000 euros, sur une durée de soixante mois et moyennant des taux d’intérêt annuels de 60 % (alors que l’inflation se situe autour de 6 % par an ces années-là). Derrière elle, de nouveaux opérateurs

prennent le train en marche. Les sociétés d’assurance-vie multiplient les annonces sur les chaînes de télévision publiques. Près de trente mille agences informelles de microcrédit, les *mashonisa*, aux taux d’intérêt mensuels frôlant les 100 %, envahissent aussi les quartiers populaires. Il ne s’agit plus seulement de prêter de l’argent aux deux cent cinquante mille fonctionnaires engagés depuis 2007 par l’Etat et aux cadres de la classe moyenne, mais également d’inciter les travailleurs pauvres du

monde rural ou des townships miniers, jusqu’alors privés d’accès au crédit classique, à consommer davantage. La tolérance du président Jacob Zuma envers cette fuite en avant n’est pas dénuée de pensées électoralistes, alors que ses méthodes opaques et démagogiques sont contestées au sein de son parti, le Congrès national africain (African National Congress, ANC) (3): les prêts permettent de soutenir une croissance que la nouvelle classe moyenne noire n’arrive plus à stimuler.

Des taux d’intérêt supérieurs à 3 000 %

Plusieurs sociétés étrangères se joignent au festin. Wonga, organisme britannique de microcrédit en ligne, ouvre en Afrique du Sud une filiale proposant de «*rapides petits prêts*», remboursables sur cinquante jours au maximum. L’Eglise anglicane s’insurge. Au Royaume-Uni, les taux d’intérêt annuels de Wonga peuvent dépasser les 3 000 % par an! Le monde du capital-investissement, en tout cas, achète des actions sud-africaines, arrosant de liquidités ce jardin hors-sol afin de faire pousser marges et bénéfices. En cinq ans, 20 milliards de dollars sont levés au profit de la bulle sud-africaine des prêts sans garantie. Quant aux services financiers, ils prêtent de toutes petites sommes qui font gagner beaucoup à leurs actionnaires et finissent par représenter 20 % de la capitalisation boursière du Johannesburg Stock Exchange (JSE) en 2012 (4). Goldman Sachs elle-même participe en décembre 2013 à l’«*une des plus grandes*

opérations transfrontalières africaines sur les marchés des capitaux de l’année (5) ». Elle lève 412 millions d’euros au profit d’ABIL. L’argent attirant l’argent, cet investissement suscite une nouvelle capitalisation lancée par la Société financière internationale (SFI), une filiale de la Banque mondiale.

(1) «South Africa: Two decades of freedom», décembre 2013, rapport disponible en ligne, www.goldmansachs.com

(2) Cf. T. O. Molefe, «South Africa’s subprime crisis», *The New York Times*, 26 août 2014.

(3) Lire Achille Mbembe, «Le lumpen-radicalisme du président Zuma», *Manière de voir*, n° 108, «Indispensable Afrique», décembre 2009 - janvier 2010.

(4) «South African banks: Payday mayday», *The Economist*, Londres, 16 août 2014.

(5) Meeta Vadher, «Norton Rose Fulbright conseille Goldman Sachs dans le cadre d’un placement de droits de 525 millions de dollars», 16 décembre 2013, www.nortonrosefulbright.com

EN QUARANTE-HUIT HEURES

bouscule la « Françafrique »

du président, provoque, en 1999-2000, des manifestations massives contre l'impunité. En 2008, les syndicats, les associations étudiantes et les organisations de défense des droits humains s'unissent contre la vie chère (4). Le 20 février 2011, un collégien meurt après avoir été passé à tabac par des gendarmes ; une marche pacifique est violemment réprimée. On dénombre trois morts sous les balles de la police. Le pouvoir, qui veut éviter la contagion du « printemps arabe », prétend que le jeune est mort des suites d'une méningite... Mais des émeutes secouent un régime que l'International Crisis Group (5) qualifie de « *semi-autoritaire* », en rappelant qu'il « *s'appuie sur trois grandes structures : l'armée, un parti politique et la chefferie coutumière* ».

Dégoûtée, la population préfère ne pas aller voter

Au fur et à mesure, les revendications deviennent économiques : on demande des parcelles, de l'eau, du goudron sur les routes, de meilleures conditions de travail et de vie. Des mutineries éclatent dans tout le Burkina Faso. Habitué à l'impunité, les

militaires se rebellent contre l'arrestation – pour agression – de plusieurs des leurs. Ils se plaignent également de soldes détournées et d'uniformes en lambeaux. M. Compaoré cède à toutes les revendications des mutins, non sans « nettoyer » l'armée de ses éléments les plus rebelles. La population en profite pour obtenir en quelques mois plus qu'elle n'a eu en vingt-cinq ans : un nouveau premier ministre est nommé le 18 avril 2011, et la police universitaire est supprimée le 28 avril 2011. Mais la vie quotidienne demeure très difficile (6).

Dans la bouche de nombreux observateurs revient la même phrase : « *Blaise Compaoré est plus craint qu'aimé*. » Le taux de participation lors des scrutins présidentiels ne dépasse jamais les 30 %. « *La jeunesse du Burkina Faso est déconnectée de la politique, découragée, dégoûtée. Elle a l'impression que tous les politiques mentent et préfère ne pas voter* », observe M^{me} Saran Sere, membre de la Coalition de l'opposition politique, présidente du Parti pour le développement et le changement (PDC). La première élection au suffrage universel avait eu lieu en 1991, après le discours de La Baule dans lequel le président français François Mitterrand conditionnait l'aide de Paris aux pays africains à leur engagement sur la voie démocratique. M. Compaoré avait été élu avec 80 % des voix. Il en fut de même en 1998, en 2005 et en 2010.

Grâce au clientélisme et à la corruption, mais aussi à la division de l'opposition (pas moins de soixante-dix partis), M. Compaoré n'a pratiquement jamais été inquiété. Mais le succès aux législatives du 2 décembre 2012 de l'opposant Zéphirin Diabré, président de l'Union pour le progrès et pour le changement (UPC), ébranle son régime : l'UPC remporte dix-neuf des cent vingt-sept sièges à l'Assemblée nationale. Ancien ministre de M. Compaoré dans les années 1990, M. Diabré devient alors chef de file de l'opposition politique et lance des appels à manifester. S'il modifie le jeu politique, l'homme ne cache pas son ultralibéralisme : « *Le projet [politique de l'UPC], c'est celui des bailleurs de fonds* », nous disait-il ainsi le 7 octobre 2014 à Ouagadougou.

M. Compaoré fut aussi l'homme des Occidentaux. En 1993, il a remplacé le défunt président ivoirien Houphouët-Boigny dans le rôle de gardien des intérêts de Paris en Afrique de l'Ouest. C'est durant cette période qu'il effectue la première d'une longue série de médiations internationales : au Liberia, en Sierra Leone, au Niger, au Togo, en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Mali. Pourtant, M. Compaoré n'est pas étranger aux troubles qui ont ravagé et ravagent

encore la région. Selon les révélations des auditions du TSSL, avec le président libyen Mouammar Kadhafi, il aurait ainsi aidé M. Charles Taylor, exilé au Burkina Faso, à préparer l'assaut sanglant contre le régime libérien fin 1989. En 2001, il est accusé par les Nations unies de trafic d'armes et de diamants au profit de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) (7). En 2002, les Forces nouvelles de M. Guillaume Soro lancent depuis le Burkina Faso leur offensive contre Abidjan, plongeant la Côte d'Ivoire dans la guerre civile jusqu'en 2011. Ces années-là, le Burkina Faso vend du cacao...

La crainte de l'embrasement généralisé

En 2013, la crise au Mali confirme non seulement l'influence de M. Compaoré au Sahel, mais aussi sa participation aux multiples trafics qui affectent la zone. Proche du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et des Touaregs en général, qu'il héberge à Ouagadougou, il joue aussi un rôle important dans le renseignement des Français et des Américains, dont il accueille volontiers les agents.

Pourtant, Paris et Washington n'étaient pas favorables à son maintien à la tête de l'Etat. Les deux capitales craignaient des troubles sociaux pouvant s'étendre à d'autres parties d'une région déjà déstabilisée par la crise malienne. Dans une lettre datée du 7 octobre 2014, le président français François Hollande fait part à son allié de l'intérêt d'être un « *exemple* » en évitant « *les risques d'un changement non consensuel de Constitution* ». Il lui ouvre une voie de sortie en lui garantissant le soutien de Paris s'il souhaite le poste de secrétaire de l'Organisation internationale de la francophonie (8). De son côté, M. Barack Obama, lors du sommet Afrique – Etats-Unis d'août 2014 à Washington, avertit : « *L'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais d'institutions fortes*. »

Quinze jours après le départ forcé de M. Compaoré, les forces de défense et de sécurité,

les partis politiques, les autorités religieuses et la « société civile » ont adopté, le 16 novembre, une charte de transition. Ils ont désigné président intérimaire le diplomate Michel Kafando, 72 ans, et l'ont chargé de préparer la normalisation institutionnelle du pays jusqu'aux élections présidentielle et législatives prévues en novembre 2015. Premier civil à ce poste depuis 1975, il devra toutefois s'accommoder du lieutenant-colonel Isaac Zida nommé à la tête du gouvernement. Le processus est soutenu par les pays de la sous-région, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et l'Union africaine.

La révolte populaire au Burkina Faso enflamme d'ores et déjà les réseaux africains et sonne comme un avertissement. L'opposant burkinabé Ablassé Ouedraogo propose l'ajout d'une clause sur la limitation des mandats présidentiels dans la charte de l'Union africaine : « *Si cette clause existait, le Burkina Faso n'aurait probablement pas traversé ces deux semaines de difficultés*, estime l'ancien ministre des affaires étrangères. *Le monde a changé, l'Afrique a changé, les Africains ont changé : les gouvernants africains doivent changer* (9). » Réunis à Paris le 15 novembre, des responsables de partis d'opposition venus de tout le continent ont adopté une déclaration commune exigeant le respect des textes fondateurs, l'organisation d'élections libres et l'affirmation du caractère républicain des armées.

ANNE FRINTZ.

(4) Lire Anne-Cécile Robert, « De Conakry à Nairobi, les Africains votent mais ne décident pas », *Le Monde diplomatique*, février 2010.

(5) International Crisis Group, « Burkina Faso : avec ou sans Compaoré, le temps des incertitudes », rapport n° 205, 22 juillet 2013, www.crisisgroup.org

(6) Lila Chouli, « Burkina Faso 2011. Chronique d'un mouvement social », téléchargeable sur http://tahin-party.org/chouli.html

(7) Rapport du groupe d'experts présidé par M. Chungong Ayafor et chargé d'étudier la question du commerce des diamants et des armements en relation avec la Sierra Leone, 20 décembre 2000, S/2000/1195.

(8) Selon l'actuel secrétaire en fin de mandat Abdou Diouf, *Le Monde*, 20 novembre 2014.

(9) Radio France Internationale, 17 novembre 2014.

Extrême pauvreté

LE Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) classe le Burkina Faso à la 181^e place (sur 187) sur l'échelle du développement humain (1). Près de la moitié de la population vit avec moins de 1,25 dollar (1 euro) par jour, le taux d'alphabétisation des adultes (plus de 15 ans) est inférieur à 30 % et celui des jeunes, à 40 %. Ces jeunes représentent plus de 60 % de la population. Le taux de mortalité des moins de 5 ans dépasse les 10 %, et le taux de mortalité maternelle est de 3 pour 1 000, selon le PNUD. Sur environ 17 millions d'habitants, plus de 1,3 million de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, d'après le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (2). Pourtant le Burkina Faso, pays de 274 000 kilomètres carrés, a des ressources : les exportations d'or représentent 5 % du produit intérieur brut (PIB) (3), et le pays reste le premier exportateur africain de coton – dont les cours mondiaux sont toutefois en baisse.

A. F.

- (1) « Rapport sur le développement humain 2014 », Genève, téléchargeable sur www.hdr.undp.org
(2) Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (Unocha), « Plan de réponse stratégique 2014-2016 », Genève, www.unocha.org
(3) Direction générale du Trésor français, « L'or, un "nouveau" pôle de croissance pour l'économie burkinabé », 18 novembre 2013, www.tresor.economie.gouv.fr

DE LA CINQUIÈME BANQUE DU PAYS

la consommation à crédit

Pourtant, la crise financière mondiale est alors sur le point de rattraper la « nation arc-en-ciel ». Depuis 2008, la Bourse de Johannesburg est devenue un terrain de jeu spéculatif pour les fonds d'investissement occidentaux. Ils s'abattent principalement sur le secteur financier, qui contribue au quart du produit intérieur brut de l'Afrique du Sud. Une inflation à 6,6 % – forte hausse du coût du logement (5,8 % sur un an), de l'alimentation (8,8 %), de l'électricité (dont le prix a doublé en quatre ans) et des transports (8,6 %) – grève progressivement les budgets. En outre, plus de quatre millions sept cent mille personnes sont au chômage, soit 25,6 % de la population active. Fin 2013, pas moins de neuf millions de personnes – sur les vingt et un millions ayant contracté un emprunt – accusent au moins trois mois de retard dans le remboursement de leurs traites. Sur les trois millions deux cent mille prêts personnels octroyés par ABIL, un tiers font défaut. Bref, le marché des crédits sans garantie est devenu une bombe à retardement. Personne, pourtant, n'a songé à la désamorcer. Peu de temps avant la crise, Deloitte, l'un des quatre géants de l'audit mondial, salue encore l'émergence de la classe moyenne africaine et conseille toujours d'investir tout particulièrement dans une occasion « *en or* » : les prêts sans garantie.

Pour M. Adenaan Hardien, économiste en chef du fonds d'investissement sud-africain Cadiz Asset Management, la chute d'ABIL pourrait se traduire par la sortie de millions de Sud-Africains du système de crédit. Les actionnaires de la banque, eux, s'en tireront avec des pertes de 10 % en moyenne sur leurs mises de

départ. Mais quelles seront les conséquences du déclassement social des *born free* – les Sud-Africains nés après 1994, date de la fin de l'apartheid – qui n'auront récolté que les fruits les plus amers et les

plus coûteux de la démocratie ? Nul ne le sait. Mais tout le monde le pressent, sur fond de creusement des inégalités et de houleux débat sur l'instauration d'un salaire minimum national.

« Nouvelle frontière » des prêteurs informels

LE 19 septembre 2013, la commission d'enquête nommée par le président Zuma a mis au jour les dessous de la violente répression qui s'est abattue sur les ouvriers grévistes de Marikana, la mine de platine du groupe Lonmin : trente-quatre morts, soixante-dix-huit blessés (6). Parmi les causes du mouvement portant sur les salaires figure l'endettement des mineurs. Saliem Fakir, maître de conférences à l'université de Stellenbosch, souligne que les villes de la ceinture de platine, la zone où l'on extrait ce métal, sont devenues la « nouvelle frontière » de centaines de prêteurs d'argent, formels ou informels (7). Collecteurs de dettes et sociétés de recouvrement profitent des vides juridiques de la législation sur le crédit pour saisir parfois les salaires des mineurs endettés directement auprès de leur employeur. La longue grève sauvage – près d'un mois sans revenus – a forcé de nombreux ouvriers employés ou sous-traités par Lonmin à contracter de nouveaux emprunts pour rembourser leurs arriérés.

Selon l'essayiste T. O. Molefe, « *étant donné que les banques commerciales sont incapables d'octroyer des crédits aux pauvres sans les punir de vivre ainsi, c'est*

désormais au gouvernement de fonder une banque qui pourra enfin accorder des prêts à faible taux aux Sud-Africains les plus modestes (8) ». M. Somoku, l'ex-adjoint de M. Kirkinis, a encaissé durant ses dix ans chez ABIL plus de 3 millions d'euros en stock-options. L'ancien directeur, lui, considéré comme un banquier visionnaire parce qu'il osait prêter aux pauvres, s'est offert notamment une superbe propriété dans les environs du Cap. Elle est aujourd'hui à vendre. Mise à prix : 4 millions d'euros. Quant au pays, il vient de revoir ses prévisions de croissance à la baisse : 1,4 % pour 2014, contre les 2,7 % annoncés au début de l'année. Et si le miracle économique sud-africain, qui attire les migrants autant que les investisseurs, était en fait un miroir aux alouettes ?

ALAIN VICKY.

(6) Lire Greg Marinovich, « Une tuerie comme au temps de l'apartheid », *Le Monde diplomatique*, octobre 2012.

(7) Saliem Fakir, « From Marikana to the fall of African Bank: Unsecured loans and low wages create a hollow economy », The South African Civil Society Information Service (Sacsis), 20 août 2014, http://sacsis.org.za

(8) T. O. Molefe, « South Africa's subprime crisis », *op. cit.*



La charité

(Suite de la première page.)

Alors que la charité traditionnelle était locale et religieuse et se consacrait à des causes ponctuelles (soulager temporairement le malheur des pauvres, offrir des cours d’alphabétisation, etc.), ces fondations visent le « bien-être du genre humain » ou encore le « progrès de l’humanité ».

A l’époque, l’idée que l’argent privé puisse œuvrer au bien commun ne va pas de soi. Au sommet de l’Etat, le président républicain Theodore Roosevelt dénonce les « représentants de la richesse prédatrice » qui, « par le moyen de donations à des universités (...), influencent dans leur propre intérêt les dirigeants de certaines institutions éducatives » (2). Les travailleurs se méfient quant à eux de ces industriels

généreux et altruistes quand il s’agit d’art, de santé ou de science, mais avarés et brutaux dans leurs usines. Résumant avec ironie la position de son syndicat, le président de l’American Federation of Labor (AFL), Samuel Gompers, explique que « la seule chose que le monde accepterait avec joie de M. Rockefeller, c’est qu’il finance la création d’un centre de recherche et d’éducation qui aide les gens à ne pas devenir comme lui (3) ». Au début des années 1890, alors que les lock-out agressifs se multiplient dans les usines sidérurgiques de Pennsylvanie, de nombreux ouvriers refusent de fréquenter les établissements construits avec l’argent de Carnegie. Vingt des quarante-six villes de l’Etat sollicitées par l’industriel déclinent son offre de construction de bibliothèques (4).

Le poids de la religion

QUELLES municipalités songeraient aujourd’hui à refuser le cadeau d’un milliardaire ? Quand le fondateur de Facebook, M. Mark Zuckerberg, a fait un chèque de 100 millions de dollars aux écoles publiques de Newark, le maire de la ville a sauté sur l’occasion pour comblér, en partie, les coupes budgétaires opérées par le gouverneur républicain Chris Christie. Ainsi, la contraction des finances publiques a rendu la philanthropie en apparence indispensable (5), et les actes de générosité ne soulèvent plus de sarcasmes. Après l’engagement pris par M. Warren Buffett, M. Bill Gates et une quarantaine de milliardaires de donner au moins la moitié de leur fortune – en partie acquise grâce à des techniques d’optimisation permettant d’échapper à l’impôt et donc à la redistribution nationale –, le président Barack Obama ne s’est pas inquiété de l’influence de la « richesse prédatrice » : il a invité les deux initiateurs de la campagne « Promesse de don » à la Maison Blanche.

Fortement médiatisée, la munificence des riches et des entreprises ne constitue pourtant que la partie émergée de l’iceberg philanthropique. Il existe en effet aux

Etats-Unis une « philanthropie de masse », qui mobilise chaque année des dizaines de millions de citoyens de toutes conditions sociales. Le dimanche à l’église, lors des fêtes de l’école, dans les magasins ou les administrations, par téléphone ou en ligne, les Américains sont sollicités en permanence. En 2013, plus de neuf foyers sur dix ont sauté le pas ; ils ont fourni 72 % des 335 milliards de dollars donnés cette année-là (soit 2 % du produit intérieur brut), contre 15 % pour les fondations philanthropiques et 5 % pour les entreprises. Celles-ci peuvent d’ailleurs intégrer leurs dépenses charitables dans leurs frais de marketing, ce qui témoigne d’une vision extensive de l’objet des entreprises, mais aussi d’une conception limitée de l’abus de bien social.

Un tiers de l’argent récolté chaque année est versé à des paroisses et à des groupes religieux charitables. Le reste revient à des organismes communautaires de quartier, à de grandes associations nationales, mais aussi à des universités, des écoles, des hôpitaux, ou même des think tanks et des structures humanitaires (6). Parce qu’elles sont dénuées de but lucratif et qu’elles agissent dans des domaines tels que l’édu-

cation, l’aide sociale, la culture ou la santé, ces structures sont reconnues d’utilité publique. Relevant du « tiers secteur », elles bénéficient à ce titre du précieux label 501(c) qui permet d’obtenir des dons défis-calisés. En d’autres termes, de l’argent public déguisé en générosité...

L’enracinement de la culture du don aux Etats-Unis s’explique tout d’abord par le poids de la religion : plus de 80 % des habitants déclarent croire en Dieu et 40 % aller régulièrement à l’église. Comme d’autres croyances, le christianisme accorde à la charité une valeur centrale. Il enseigne l’entraide mutuelle et l’investissement de chacun dans sa « communauté » (7). Depuis le XIX^e siècle, la charité chrétienne s’accompagne d’une certaine méfiance envers l’Etat, perçu comme un concurrent dans l’aide aux pauvres. Aussi l’Evangile social, catholique et protestant, défend-il la primauté du local, de l’initiative privée et de la proximité, gage d’efficacité. Pilier du christianisme social, l’encyclique *Quadragesimo Anno* du pape Pie XI affirme ainsi : « De même qu’on ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s’acquitter de leur seule initiative et par leurs propres moyens, ainsi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d’une manière très dommageable l’ordre social, que de retirer aux groupements d’ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d’un rang plus élevé, les fonctions qu’ils sont en mesure de remplir eux-mêmes (8). »

Aux Etats-Unis, l’Etat n’est donc considéré ni comme l’unique dépositaire de l’intérêt général, ni comme le levier le plus efficace pour combattre les problèmes sociaux. Aux yeux des démocrates, l’Etat et les institutions caritatives se complètent de manière vertueuse. « Nous savons que les Eglises et les organismes de charité apportent un réel gain par rapport à un programme public isolé », expliquait par exemple M. Obama en août 2012, lors de la dernière convention de son parti. Côté républicain, pouvoirs publics et charité privée semblent en revanche aux antipodes. Fidèles à la

doxa néolibérale, les conservateurs voient l’Etat comme un monstre bureaucratique, inefficace, qui favorise l’assistanat et que tout oppose aux associations locales, proches des pauvres et donc capables de les responsabiliser. « Ce que nous faisons dans notre communauté, c’est prendre soin les uns des autres. C’est ce qui est si spécial, c’est ce que l’Etat ne peut pas remplacer », s’émerveillait le candidat républicain à la vice-présidence des Etats-Unis, M. Paul Ryan, en 2012. Elue sénatrice de l’Iowa le 4 novembre dernier, la nouvelle étoile montante du Parti républicain Joni Ernst considère quant à elle que « les Américains peuvent être autosuffisants. Ils n’ont pas besoin de dépendre de l’Etat pour obtenir tout ce dont ils ont besoin ou qu’ils désirent (9) ».

La géographie de la générosité américaine révèle l’imbrication entre religion, charité et néolibéralisme. Ainsi, les dix-sept Etats les plus généreux (proportionnellement) du pays (l’Utah, le Mississippi, l’Alabama, le Tennessee, la Géorgie, la Caroline du Sud...) sont aussi les plus religieux. Ils ont tous opté pour M. Willard (« Mitt ») Romney lors du dernier scrutin présidentiel. A l’inverse, les sept Etats figurant au bas du classement (Connecticut, Massachusetts, Rhode Island, New Jersey, Vermont, Maine, New Hampshire) ont plébiscité le candidat démocrate.

Le projet républicain de faire porter le poids de l’assistance sociale sur les communautés locales et l’initiative privée ne date pas d’hier. Dès mars 1929, dans son discours d’investiture, le président Herbert Hoover souligne « la capacité des Américains à coopérer entre eux pour le bien public ». Et il annonce « le développement systématique de la coopération entre l’Etat fédéral et la multitude d’agences, locales et nationales, publiques et privées, qui travaillent à améliorer la santé publique, les loisirs, l’éducation et le foyer » des Américains. La Grande Dépression, qui débute en octobre, lui donne l’occasion de mettre ce programme

Pluie de dons pour les universités d’élite

CONTRAIREMENT à l’image que ses promoteurs se plaisent à donner de lui, le secteur associatif n’est donc pas seulement le fruit de l’engagement spontané des citoyens. Il est également le produit d’une stratégie concertée des gouvernements successifs pour se désengager des services sociaux à moindres frais : en plus d’embaucher des salariés peu protégés, les structures communautaires et caritatives reposent sur des millions de bénévoles, dont le travail gratuit représente une économie annuelle de plusieurs dizaines de milliards de dollars (11). Aujourd’hui, l’Etat américain est d’ailleurs le premier client (sous la forme de contrats) et le premier mécène (sous la forme de subventions) du quasi million d’organismes sans but lucratif, religieux ou non, qui œuvrent dans le domaine social. Les dons privés ne représentent quant à eux que 10 à 15 % de leur budget. En partie pris en charge par la collectivité par le biais de déductions fiscales, ils occasionnaient pour le Trésor américain un manque à gagner de 53,7 milliards de dollars en 2011 (12).

Or la solidarité locale peut parfois avoir des effets pervers. Un exemple à Woodside, en Californie : entre 1998 et 2003, l’unique école élémentaire de cette bourgade cossee a reçu 10 millions de dollars de la part de parents, de voisins, d’anciens élèves, etc. Grâce à ces dons, les cinq cents enfants de l’établissement ont pu suivre des cours

à exécution. Face à l’augmentation du chômage, Hoover encourage la création de comités de citoyens et de commissions municipales destinés à récolter des dons. L’argent est ensuite redistribué à des organismes caritatifs, qui organisent des soupes populaires pour les chômeurs, distribuent du charbon, dispensent des soins médicaux. Toutefois, la seule générosité privée peine à absorber l’augmentation de la demande, d’autant que l’aggravation de la crise émousse la capacité de don des citoyens. Le projet de « *gouvernance à coût zéro (pour l’Etat)* », selon la formule de l’historien Olivier Zunz, est finalement abandonné en 1933 par Franklin Roosevelt au profit du New Deal.

Si, depuis Hoover, la plupart des présidents américains ont encouragé l’engagement volontaire des citoyens, le mouvement s’est accéléré ces trente dernières années, dans un contexte de désengagement de l’Etat. A partir de 1981, Ronald Reagan délègue, par le biais de contrats, de nombreux services sociaux à des organismes sans but lucratif, dont le nombre va augmenter de 40 % pendant sa présidence (10). Puis vient le tour de son vice-président M. George H. Bush qui, en 1988, lors de son discours d’investiture devant les délégués du Parti républicain, célèbre la société civile américaine et ses « mille points de lumière, ces organisations communautaires éparpillées comme des étoiles à travers la nation ». Une fois élu, il multiplie les contrats de sous-traitance avec des associations et encourage le bénévolat en remettant lui-même des prix « Points de lumière » à des citoyens méritants. Quant à MM. William Clinton et son successeur George W. Bush, l’un met sur pied une réforme de l’aide sociale destinée à ouvrir une « nouvelle ère de la collaboration avec la société civile » (selon son vice-président d’alors M. Albert Gore), l’autre ne cessera de se présenter en « conservateur charitable », incitant les Américains à donner à leur communauté.

de musique, d’art ou d’informatique. A quinze kilomètres de là, les écoles du district de Ravenswood n’ont, elles, rien récolté : avec leurs revenus quatre fois inférieurs à ceux des ménages de Woodside, les familles de Ravenswood ne peuvent pas offrir de cours de violon à leurs enfants... Le problème existe également dans l’enseignement supérieur, où, en 2013, 1 % des universités – les plus élitistes (Stanford, Harvard, Columbia, Yale, etc.) – ont capté 17 % des dons (13). Il affecte aussi le système d’entraide religieuse : les paroisses des quartiers riches disposent de fonds plus importants que leurs homologues des quartiers défavorisés, alors même qu’elles font face à des besoins moins importants (14). Les déductions

(2) Cité dans Olivier Zunz, *La Philanthropie en Amérique. Argent privé, affaires d’Etat*, Fayard, Paris, 2012.

(3) Cité dans Peter Dobkin Hall, *Inventing the Nonprofit Sector and Other Essays on Philanthropy, Voluntarism and Nonprofit Organizations*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1992.

(4) Paul Krause, *The Battle for Homestead, 1880-1892 : Politics, Culture and Steel*, University of Pittsburgh, 1992.

(5) Lire Frédéric Lordon, « Invasion de la charité privée », *Le Monde diplomatique*, avril 2006.

(6) « The annual report on philanthropy for the year 2013 », Giving USA, 2014.

(7) Aux Etats-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, le terme « communauté » (*community*) n’a pas la connotation ethnique ou religieuse qu’il revêt en France. Il désigne une entité à la fois sociale et spatiale définie autour de besoins et d’objectifs communs.

(8) Pie XI, *L’Encyclique Quadragesimo Anno sur la restauration de l’ordre social (15 mai 1931)*, SPES, Paris, 1936.

(9) Elias Isquith, « Iowa’s Tea Party disaster : Joni Ernst’s shocking ideas about the welfare state », 17 octobre 2014, www.salon.com

(10) « The nonprofit world : A statistical portrait », *Chronicle of Philanthropy*, Washington, DC, janvier 1990.

(11) Cf. « Volunteering in the United States 2013 », Bureau of Labor Statistics, 25 février 2014.

(12) Robert Reich, « What are foundations for? », *Boston Review*, 1^{er} mars 2013.

(13) « Colleges and universities raise \$33,80 billion in 2013 », Council for Aid to Education, New York, 12 février 2014.

(14) J. Clif Christopher, *Rich Church, Poor Church : Keys to Effective Financial Ministry*, Abingdon Press, Nashville, 2012.

Le groupe Le Monde lance, en partenariat avec National Geographic, le magazine Histoire & Civilisations

NOUVEAU

Une fois par mois, voyagez à travers le temps et imprégnez-vous des grandes civilisations qui sont à l'origine de notre monde.

Dans chaque numéro, vous retrouverez :

- les signatures d'historiens et d'un comité scientifique renommés
- six dossiers riches en infographie et en iconographie
- un regard sur toutes les civilisations qui ont marqué notre humanité.

UN MAGAZINE QUI ALLIE PLAISIR DE LA LECTURE, RICHESSE DE LA DOCUMENTATION ET RIGUEUR DE L'ANALYSE.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Commission paritaire des journaux et publications : n° 0514 I 86051 ISSN : 0026-9395 PRINTED IN FRANCE
<i>A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts : Paris : 0 805 050 147 Banlieue/province : 0 805 050 146.</i>

DANS LES PAYS OCCIDENTAUX

contre l'Etat

fiscales proposées par l'Etat alimentent ce système générateur d'inégalités.

Mais elles font également le bonheur des sociétés spécialisées dans la collecte de dons. Les grandes fondations font en effet appel à elles pour aiguïser la générosité des Américains. Ces entreprises, qui rémunèrent une armada de démarcheurs téléphoniques et de sollicitateurs en porte-à-porte, peuvent ainsi capter parfois une part considérable de l'argent recueilli. Entre 2007 et 2010, l'entreprise InfoCision, par exemple, a travaillé pour une trentaine d'organismes charitables, comme l'American Heart Association, l'American Diabetes Association ou l'American Cancer Society. Sur les 424,5 millions de dollars récoltés pendant cette période, 220,6 millions sont restés dans sa poche, soit 52 %. Les démarcheurs se gardent en général de révéler ce pourcentage aux gens qu'ils sollicitent. Ils affirment même, avec l'aval des organismes concernés et au risque d'enfreindre la loi, que 70 % des dons reviennent directement à la cause défendue (15).

Dans les associations de quartier, qui n'ont pas les moyens de sous-traiter la collecte de fonds à des sociétés spécialisées, ce sont les employés qui s'y attellent, y consacrant une part importante de leur temps de travail. Ils sollicitent les usagers, coordonnent des tombolas, des bingos ou des dîners caritatifs, organisent des ventes d'objets d'occasion dont les bénéfices reviennent à l'association, etc. A intervalles réguliers, certains se consacrent entièrement à remplir des dossiers de demandes de subventions ou à répondre à des appels d'offres.

Toujours prompts à pester contre la gabegie de l'Etat social, certains promoteurs de l'action charitable dénoncent les failles du secteur caritatif en reprenant les mêmes arguments (frais de structure excessifs, rendement insuffisant du personnel...). D'aucuns voudraient donc lui appliquer les méthodes de gestion qui ont fait le succès du secteur privé. L'homme d'affaires Charles Bronfman, qui préside la fondation du même nom, considère ainsi que « *pour avoir une influence durable et importante, la philanthropie doit être gérée comme une entreprise – avec discipline, stratégie, les yeux rivés sur les résultats* ». « *Les organisations caritatives qui reçoivent votre soutien vous sont comptables comme l'est le conseil d'administration d'une entreprise devant ses actionnaires* », explique-t-il aux lecteurs du *Wall Street Journal* (16). En somme,

tandis que les mécènes se transforment en actionnaires, les personnes aidées deviennent consommatrices de services.

Depuis quelques années, des cabinets de conseil spécialisés dans le secteur caritatif ont d'ailleurs fait leur apparition. Afin d'orienter le choix des donateurs, Bridgespan Group, Rockefeller Philanthropy Advisors, The Philanthropic Initiative, mais aussi Charity Navigator, GuideStar ou encore Jumo scrutent, notent, classent

les institutions charitables, de la plus grande à la plus petite, en fonction d'objectifs précis, transformant les bénévoles et travailleurs sociaux en fournisseurs de services.

Mais personne n'évalue les évaluateurs. Le secteur charitable représente une manne considérable, qui échappe au contrôle démocratique. Surnommé « *le commissaire scolaire non élu* » par l'ancienne ministre de l'éducation Diane Ravitch, M. Gates est à la tête de deux fondations (Bill & Melinda Gates Foundation et Bill & Melinda Gates Foundation Asset Trust), dont les avoirs combinés se chiffrent à plus de 65 milliards de dollars. Il peut librement choisir d'affecter ces fonds à des causes humanitaires, à son ancienne université,

aux associations de sa ville natale ou à la recherche médicale. Rien ne l'oblige à se soucier de l'intérêt général ou d'un quelconque impératif de redistribution. Si ces deux fondations formaient un Etat, celui-ci disposerait pourtant du soixante-dixième produit intérieur brut mondial, devant la Birmanie, l'Uruguay ou la Bulgarie. Et son président n'aurait été élu par personne.

BENOÎT BRÉVILLE.

(15) David Evans, « *Duping the donor* », *Bloomberg Markets*, New York, octobre 2012.

(16) « *Should philanthropies operate like businesses?* », *The Wall Street Journal*, New York, 28 novembre 2011.

Un secteur en croissance

– En 2013, il existait aux Etats-Unis 1 429 801 organismes sans but lucratif, dont 966 599 organisations caritatives, 96 584 fondations et 366 618 « autres » (chambres de commerce, ligues civiques, etc.).

– Le montant total des dons charitables s'élevait alors à 335,17 milliards de dollars (soit 268 milliards d'euros et 2 % du produit intérieur brut, PIB).

– 72 % de cette somme a été versée par des particuliers, 15 % par des fondations, 5 % par des entreprises privées, le reste correspondant à des legs.

– Près du tiers (31,5 %) de ces 335,17 milliards de dollars de dons américains ont été donnés à des organismes charitables religieux ou à des paroisses ; 16 % au secteur de l'éducation ; 12,5 % pour l'aide sociale (non religieuse) ; 10,5 % à des fondations redistribuant les fonds à de plus petites structures ; 9,5 % au secteur de la santé ; 5 % aux arts et à la culture ; 4,5 % pour des causes humanitaires ; 3 % pour des causes environnementales ; et 7,5 % pour des causes diverses.

– Plus du quart (26,5 %) des adultes américains, soit 64,5 millions de personnes, ont déclaré en 2012 avoir fait du bénévolat dans un organisme sans but lucratif, ce qui représentait 7,9 milliards d'heures de travail gratuit, pour un montant total évalué à 175 milliards de dollars.

– En France, l'ensemble des dons (entreprises et particuliers) atteignait 4 milliards d'euros (soit 0,2 % du PIB) en 2012 ; au Royaume-Uni, en 2011-2012, ils étaient de 9,3 milliards de livres sterling (soit 11,63 milliards d'euros et 0,7 % du PIB) ; au Canada en 2010 (dernières statistiques disponibles), ils s'élevaient à 10,6 milliards de dollars canadiens (soit 7,4 milliards de dollars et 0,5 % du PIB).

De Coluche à David Cameron

LA QUESTION des déficits publics, qui anime le débat occidental depuis les années 1980, a conduit les Etats à expérimenter des solutions pour alléger le « fardeau » de l'aide sociale sans dégâts catastrophiques sur les populations. Ainsi, comme les Etats-Unis, le Canada a fait le pari de la « société civile » et de l'entraide communautaire. Au début des années 1990, le déficit du pays avoisine les 6 % du produit intérieur brut (PIB), et sa dette atteint 90 % du PIB en incluant celles des provinces. Il n'en faut pas plus pour que les agences de notation lui retirent son triple A en 1992. Le Canada ne tarde pas à devenir, selon la formule généreuse du *Wall Street Journal*, un « *membre honoraire du tiers-monde* (1) ».

Sitôt installé en 1993, le gouvernement libéral de M. Jean Chrétien se lance dans une politique d'austérité drastique, qui aboutit à une diminution de 20 % du nombre de fonctionnaires et à d'importantes coupes dans les services sociaux. Fédéral, provincial, municipal : tous les paliers de gouvernement sont touchés. Un poste budgétaire continue néanmoins d'augmenter : le soutien aux organismes communautaires. Au Québec, le budget du programme géré par le ministère de la santé et des services sociaux double entre 1992 et 1996. Tandis que le nombre de fonctionnaires décroît, celui des bénévoles et des travailleurs communautaires – moins bien payés et moins protégés – s'élève de manière continue. La ministre québécoise de l'emploi, M^{me} Louise Harel, explique que, « *au Québec comme dans le reste du Canada et dans la majorité des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques* »,

les Etats doivent « *effectuer un virage dans la manière de dispenser les services et les allocations* ». Elle propose pour cela de donner « *à l'arrimage secteur communautaire/Etat toute son importance* » (2).

Cette idée a-t-elle inspiré le premier ministre britannique David Cameron quand il a lancé, en 2010, son programme de « grande société » (*Big Society*) ? Encensée par le magazine *Time* comme une « *formidable tentative de libérer l'esprit entrepreneurial* », la politique de Londres vise elle aussi à encourager le bénévolat et l'action du secteur communautaire. Un service civique national permet à des jeunes de 16-17 ans – moyennant 50 livres sterling (63 euros) – de participer pendant trois semaines aux activités d'une association de leur choix. Un « réseau de la grande société », largement financé avec les produits de la loterie nationale, doit permettre de « *générer, développer et mettre en avant de nouvelles idées afin d'aider les gens à se rassembler dans leurs quartiers pour faire le bien* » (3) ».

AU NOMBRE des fulgurances des conservateurs britanniques, on trouve par exemple un système de « points », distribués aux bénévoles et travailleurs communautaires les plus dévoués, en échange desquels ils peuvent obtenir des réductions dans les magasins ou les restaurants (4). Ou encore les Social Impact Bonds, dont l'illustration la plus emblématique se trouve à la prison de Peterborough : une quinzaine de « mécènes » ont consacré, via des organismes communautaires, 5 millions de livres à la réinsertion des anciens détenus de cet établissement pénitentiaire.

Si, en 2016, la réduction du taux de récurrence dépasse 7,5 %, l'Etat remboursera leur investissement, ainsi qu'un bonus, pour l'économie publique réalisée grâce à cette diminution (5).

EN FRANCE, l'idée de simultanément faire œuvre charitable et réaliser des profits a éveillé l'intérêt de l'Institut de l'entreprise. Ce think tank patronal aimerait importer le modèle de la *Big Society* dans l'Hexagone – car « *c'est dans les ressources de la société elle-même que se trouvent les remèdes à ses propres difficultés* ». Mais il y voit un obstacle majeur : « *Le poids symbolique de l'Etat et la faiblesse historique de la société civile dans la culture politique française* » (6). Pourtant, s'il est probable que la confiance dans l'Etat-providence y est plus tenace que dans les pays anglo-saxons, la France a elle aussi encouragé, depuis trente ans, le développement du secteur caritatif. Rebaptisée « exclusion », la pauvreté fait l'objet d'une prise en charge largement associative et bénévole, via de grosses structures, comme Emmaüs ou les Restos du cœur, ou de petits organismes locaux. De même, la politique de la ville repose en partie sur l'idée de faire peser le « problème des banlieues » sur les épaules des associations locales : c'est ce qu'on a longtemps appelé le « développement social des quartiers ». Les quartiers périphériques ont ainsi vu fleurir des milliers d'associations qui organisent des activités culturelles et sportives, des cours de soutien scolaire, de l'aide administrative pour les primo-arrivants, des services de garderie, etc. Et à bas coût, car le monde associatif se caractérise par des salaires modiques et des conditions de travail précaires (7).

Le secteur associatif français vit quasi exclusivement des subventions publiques, des revenus tirés des cotisations et de la vente de services. Bien qu'en augmentation rapide, la pratique du don y reste peu répandue : l'argent versé aux associations et aux fondations dépassait à peine 4 milliards d'euros en 2013, soit 0,2 % du produit intérieur brut (contre 2 % aux Etats-Unis). Depuis la loi de 2003 qui permet aux particuliers de déduire les deux tiers de leurs donations et aux entreprises d'en retrancher 60 %, l'environnement fiscal est pourtant devenu très favorable aux philanthropes. Mais les Français continuent de privilégier l'idée d'une redistribution sociale par l'Etat. Et les milliardaires préfèrent consacrer une partie de leur fortune à des fondations d'art contemporain.

B. B.

(1) « *Bankrupt Canada ?* », *The Wall Street Journal*, New York, 12 janvier 1995.

(2) Cité dans Marcel Sévigny, « *Le mouvement communautaire et la récupération étatique* », *Possibles*, Montréal, vol. 27, n° 3, été 2003.

(3) « *Smaller government : Bigger society ?* », session 2010-2012, www.publications.parliament.uk

(4) Rachel Williams, « *Council plans "big society" reward points* », *The Guardian*, Londres, 31 octobre 2010.

(5) Brinda Ganguly, « *The success of Peterborough Social Impact Bond* », 8 août 2014, www.rockefellerfoundation.org

(6) « *Royaume-Uni, l'autre modèle ? La Big Society de David Cameron et ses enseignements pour la France* », Institut de l'entreprise, 2014.

(7) Lire Fanny Darbus et Matthieu Hély, « *Justes causes et bas salaires* », *Le Monde diplomatique*, avril 2014.

Au Mexique, le

Trafic de drogue, assassinats, extorsion et, désormais, gestion portuaire... L'emprise des organisations criminelles sur l'Etat mexicain semble ne connaître aucune limite. Le massacre de quarante-trois étudiants au mois de septembre dernier a cristallisé la colère de la population. Rarement celle-ci était descendue aussi massivement dans la rue pour dénoncer l'alliance entre pouvoir politique et cartels.

PAR RAFAEL BARAJAS
ET PEDRO MIGUEL *

QUAND, dans un pays, un groupe de policiers arrête quarante-trois étudiants, les fait disparaître et les remet à un groupe criminel organisé lié à la drogue pour que ce dernier, en guise de « leçon », les assassine, un constat s'impose : l'Etat s'est mué en narco-Etat, un système où crime organisé et pouvoir politique sont désormais indissociables.

Quand ces mêmes forces de l'ordre mitraillent des étudiants, en tuent six et en blessent grièvement six autres ; quand elles s'emparent d'un de ces jeunes, lui arrachent la peau du visage, lui enlèvent les yeux et le laissent étendu dans la rue pour que ses camarades le voient, une autre évidence apparaît : ce narco-Etat pratique une forme de terrorisme.

Tout cela est arrivé dans le sud du Mexique, à Iguala, troisième ville de l'Etat du Guerrero. La police y a brutalement agressé un groupe d'étudiants de l'école normale rurale d'Ayotzinapa et, si l'on en croit les témoignages actuellement disponibles, elle les a conduits vers leur mort. Le maire d'Iguala, M. José

Luis Abarca, et son épouse, María de los Angeles (proches d'un cartel de la région), soupçonnés d'être les instigateurs de l'opération, ont été arrêtés mardi 4 novembre.

Les écoles normales rurales, fondées il y a huit décennies, ont pour objectif de diffuser un enseignement de qualité dans les campagnes tout en offrant à de jeunes instituteurs issus de la paysannerie la possibilité d'améliorer leurs conditions de vie. Ce double objectif, hérité de la révolution mexicaine (1910-1917), se heurte de plein fouet au modèle économique néolibéral mis en place dans le pays depuis les années 1980. Selon la logique qui le sous-tend, l'éducation publique freine le développement du marché de l'enseignement, cependant que les campagnes abritent d'intolérables relents du passé (communautés indigènes ou petits agriculteurs entravant l'expansion de l'agro-industrie d'exportation). Voilà pourquoi les écoles normales rurales qui survivent au Mexique, quinze en tout, sont en butte à une hostilité permanente, ce que l'on mesure à la fois aux coupes budgétaires qu'elles subissent et à la façon dont les présentent les médias et les dirigeants politiques : « *pépinières de*

guerrilleros », selon l'ancienne secrétaire générale du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), M^{me} Elba Esther Gordillo (1) ; refuges « *de bons à rien et de délinquants* », lors d'un débat sur la chaîne Televisa (1^{er} décembre 2012) ; et, ces derniers temps, « *repaires du crime organisé* » pour le journaliste Ricardo Alemán (*El Universal*, 7 octobre 2014).

Tout comme leurs camarades des autres écoles normales rurales, les étudiants d'Ayotzinapa luttent pour assurer la survie de leur institution. Ils complètent les maigres subsides de l'Etat – l'équivalent de 2,9 millions d'euros annuels pour couvrir les frais liés à la formation, l'hébergement et la couverture médicale d'un peu plus

de cinq cents étudiants, quarante formateurs et six employés de l'administration – au moyen de collectes de fonds. Le 26 septembre dernier, les étudiants d'Ayotzinapa s'étaient rendus à Iguala précisément pour réaliser l'une de ces collectes, quand ils ont été enlevés.

Ils auraient été attaqués avec la furie dont font preuve les cartels à l'égard de leurs ennemis. Un témoin oculaire – un policier – a révélé que, bien que blessés, les quarante-trois étudiants auraient effectué de longs trajets à pied pour, au bout du compte, être battus, humiliés, arrosés de diesel et brûlés vifs. Les corps se seraient consumés pendant quatorze heures, jusqu'à ce qu'il n'en

reste que des cendres, des petits bouts d'os et des dents.

Même si nous, Mexicains, sommes habitués aux informations-chocs (décapitations, exécutions collectives, tortures, etc.), l'indignation soulevée par cette histoire ne retombe pas. La certitude qu'elle révèle d'une forme de terrorisme émanant d'un pouvoir où se mêlent cartels et dirigeants politiques pose des questions angoissantes : quelle est l'étendue du narco-Etat au Mexique ? Quelle est la véritable ampleur de la répression politique qu'il met en œuvre ?

(1) *La Jornada*, Mexico, 6 août 2010.



RAYMON RUIZ SAMPAIO / UNFRANE / COSMOS

RAMON RUIZ SAMPAIO. – Traces d'une manifestation à Mexico réclamant la vérité sur les quarante-trois étudiants disparus, novembre 2014

Un grand port aux mains d'un cartel

PAR NOTRE ENVOYÉE
SPÉCIALE LADAN CHER *

BIENVENUE à Lázaro Cárdenas, un port sûr. » Impossible d'échapper aux panneaux placés aux portes de cette petite ville située dans le sud du Michoacán, un Etat de la côte ouest du Mexique. Mais le message formule moins une description qu'un espoir. Celui de voir la région affranchie de la menace qui la hante depuis des années : l'insécurité.

Entouré d'abondantes ressources en fer, le port ouvre aux marchandises locales diverses voies maritimes du Pacifique, notamment vers la Chine. La ville de Lázaro Cárdenas (du nom du président qui nationalisa le pétrole en 1938) dispose des plus importantes installations de la côte occidentale mexicaine, et divers projets d'expansion sont à l'étude. Depuis le début des années 2000, le port est tombé entre les mains des Chevaliers Templiers, un cartel qui sévit dans l'Etat du Michoacán. En novembre 2013, une opération conjointe de l'armée et de la police fédérale a tenté de les en chasser. Depuis, les autorités crient victoire ; les habitants de Lázaro Cárdenas se montrent plus prudents.

Le commerce de l'acier ne vient pas immédiatement à l'esprit lorsqu'on évoque les organisations criminelles. Pourtant, la « guerre contre la drogue » lancée par l'ancien président Felipe Calderón (2006-2012) (1) a contraint les cartels à diversifier leurs activités. Pendant des années, les Chevaliers Templiers avaient utilisé le port de Lázaro Cárdenas comme centre d'importation de produits chimiques chinois destinés à la production de méthamphétamine. La destruction d'une grande partie des laboratoires où ils fabriquaient la substance les a sensibilisés aux attraits du minerai de fer. Simple adaptation de leur *business model*, résume pour nous Carlos Torres, journaliste spécialiste de la criminalité : « *Les Chevaliers Templiers connaissaient bien cette région ainsi que les mécanismes d'approvisionnement en fer, dont le processus est dans l'ensemble similaire à ce qu'ils avaient mis en place pour les produits chimiques. Or, dans ce domaine-là, le cartel disposait d'années d'expérience.* »

La prise de contrôle du port n'a constitué que l'une des étapes de la stratégie des Chevaliers Templiers pour s'ancrer dans le secteur minier. Par un cocktail efficace d'intimidation, de diplomatie et de corruption, ils se sont ensuite assuré le soutien de fonctionnaires en mesure de couvrir chacune de leurs opérations, de l'extraction du minerai dans les montagnes entourant Lázaro Cárdenas jusqu'à son expédition par bateau, en passant par le transport entre les mines et l'embarcadère. Selon M. Salvador Jara Guerrero (Parti révolutionnaire institutionnel, PRI), le gouverneur actuel du Michoacán, près de la moitié des mines de cette région avaient basculé dans le giron des Chevaliers Templiers au moment de l'apogée de leur empire de l'acier, en 2013. Dans certains cas, les narco-trafiquants conduisaient eux-mêmes les opérations d'extraction. Au cours d'un entretien filmé avec la chaîne d'information britannique Channel 4, M. Servando Gómez Martínez, le dirigeant (désormais en fuite) du cartel, se vante d'avoir compté de nombreux clients chinois, qui revendaient le minerai mexicain dans leur pays (en s'octroyant au passage d'amples profits).

Non content de s'être emparé des mines et d'avoir mis en place des circuits de commercialisation réguliers, le cartel a infiltré tous les étages de l'appareil d'Etat local, de façon à obtenir les autorisations administratives nécessaires à son activité. Les tentacules de son réseau s'étendaient des douanes au bureau de l'ancien maire de Lázaro Cárdenas, M. Arquimides Oseguera, lequel a été arrêté pour son implication dans divers cas d'enlèvement et de chantage en avril dernier. « *Le système des pots-de-vin fonctionnait d'autant mieux que chacun comprenait les termes de la proposition : accepter l'argent et collaborer, ou mourir* », nous explique un fonctionnaire du port. La célèbre « *offre qu'on ne peut pas refuser* » du film *Le Parrain* (Francis Ford Coppola, 1972).

Les Chevaliers Templiers prospéraient sous les yeux des forces de l'ordre locales, qui ont vu leurs efforts pour contenir le problème se fracasser sur le granit de l'organisation du cartel : « *La police s'attaquait aux camions du cartel avec des armes à feu, mais cela ne résolvait pas le problème à sa source* », analyse Torres, suggérant que la multiplication des bains de sang n'entamait pas le pouvoir

des gangs, ni leur proximité avec le pouvoir politique. « *Même la police n'était pas fiable* », nous confie le gouverneur Jara Guerrero. Selon lui, la corruption au sommet avait rendu les autorités locales parfaitement impuissantes : « *Une opération militaire était la seule solution.* »

Elle est organisée le 4 novembre 2013. En l'espace de quelques jours, l'armée de terre, la marine et la police fédérale évincent l'ensemble des autorités portuaires et suspendent toutes les activités minières de la région. Depuis, le port se trouve sous contrôle militaire : « *Nous avons sécurisé un environnement dans lequel le commerce légal peut reprendre sans subir les menaces du crime organisé* », se félicite M. Jorge Luis Cruz Ballado, un ancien général à la tête des opérations. M. Silvestre Sandoval, qui travaille dans le port depuis une dizaine d'années, approuve : « *Désormais, les gens recommencent à sortir dans la rue, la nuit. Ils restent dans les bars jusque tard le soir.* »

De nombreux habitants estiment toutefois que le gouvernement exagère les progrès. Les Chevaliers Templiers n'auraient pas disparu, ils attendraient patiemment le départ de l'armée. M. Pedro Tapia tient un magasin de vélos depuis plus de cinquante ans. Selon lui, la nouvelle « sécurité » de la ville ne serait qu'illusoire : « *Malheureusement, les cartels ne disparaissent pas si facilement. Sécuriser le port ne suffit pas à éradiquer la corruption. Si le gouvernement n'investit pas également dans les programmes sociaux, alors le cartel va revenir dès que l'armée aura le dos tourné.* » Lutter contre l'insécurité physique impliquerait de se battre également contre l'insécurité sociale ? Le raisonnement ne semble pas avoir convaincu les autorités.

Pour les Chevaliers Templiers, s'intéresser aux mines s'est avéré une opération lucrative. Sous leur égide, les exportations vers la Chine ont explosé, passant d'un million et demi à quatre millions de tonnes entre 2012 et 2013 (un progrès ironiquement en phase avec la promesse du président Enrique Peña Nieto de réduire le déséquilibre de la balance commerciale entre les deux pays).

Faut-il pour autant saluer ce coup de pouce à la croissance ? Le cartel y serait tout à fait favorable. Leur chef Gómez, qui se présente comme un Robin des Bois, se vit davantage comme un bienfaiteur que comme un meurtrier. Celui qu'on surnomme

aussi « la Tuta » (« le Professeur ») parcourt les villages en serrant la main des citoyens et en distribuant de l'argent. Il apparaît dans plusieurs vidéos semblables à des spots de campagne politique, destinées à promouvoir l'action des Chevaliers Templiers. En août 2013, par exemple, il s'exprime dans un film de trente minutes tourné dans une forêt. Entouré d'hommes armés et encagoulés, l'homme plaide : « *Les Chevaliers Templiers sont un mal nécessaire. Certes, nous commettons des actes illicites, mais nous respectons les gens qui travaillent dur* [et nous sommes là pour] *veiller aux intérêts des habitants du Michoacán.* »

À TRAVERS son arrivée dans le secteur légal de l'exploitation minière, le cartel a souhaité renforcer son image de bon père de famille. N'était-il pas parvenu à faire décoller l'activité économique, là où le gouvernement mexicain avait échoué avec ses méthodes commerciales « traditionnelles » ? Dans son entretien avec la chaîne britannique Channel 42, M. Gómez mettait en avant sa flotte et son portefeuille de clients étrangers pour se présenter non pas comme un criminel, mais comme un homme d'affaires habile...

« *Ils ont gagné beaucoup d'argent et engendré une certaine forme de développement économique dans la région du Michoacán en créant des emplois dans le secteur minier* », concède Carlos Vilalta, criminologue au Centre de recherches et d'enseignement économiques (Centro de Investigación y Docencia Económicas). Avant de préciser : « *Mais, pour prospérer, les cartels doivent enfreindre des lois et corrompre les pouvoirs publics. A la longue, ce système s'avère autodestructeur. Le cartel est à la fois un prédateur et un parasite qui finit par saper l'Etat* ».

Un Etat désormais largement incapable de jouer son rôle dans la lutte contre les commerces illicites. D'autres se proposent de le remplacer. Dans sa vidéo d'août 2013, « la Tuta » justifie l'action de son cartel : « *Quelqu'un doit bien s'occuper de régler le commerce de la drogue.* »

(1) Lire Jean-François Boyer, « Mexico recule devant les cartels », *Le Monde diplomatique*, juillet 2012.

(2) Guillermo Galdos, « Knights Templar link to Mexico iron ore arrests », Channel 4, Londres, 7 mars 2014.

* Journaliste.



Au début du XX^e siècle, l'avenir paraît porteur de merveilles prométhéennes et de territoires nouveaux : premiers avions et premières projections cinématographiques, mais aussi découverte de l'inconscient par Sigmund Freud et de la relativité par Albert Einstein... Poètes et peintres entreprennent alors de se débarrasser des façons anciennes de raconter le monde, afin de libérer l'imaginaire.

PAR LAURENCE CAMPA *

APOLLINAIRE : à l'évocation de ce nom solaire s'anime un univers bouillonnant, cosmopolite, épris de vitesse et de nouveauté, où les machines ont un potentiel poétique et plastique. Un univers dont les inventions rayonnent dans l'Europe entière et honorent la modernité – fauvisme, cubisme, orphisme, abstraction –, où tournoient les futurs phares du XX^e siècle – Pablo Picasso, Georges Braque, Marc Chagall, Marcel Duchamp –, où foisonnent artistes et mécènes venus de tous horizons. En son cœur, le poète Guillaume Apollinaire, porte-voix visionnaire, sentinelle et colline, apatride aux origines obscures né Wilhelm de Kostrowitzky en 1880.

Comment ne pas rêver à ce Paris littéraire et artistique d'avant 1914, lumière du monde, orgueil de la nation ? Comment ne pas envier une existence placée sous le signe de la création, consacrée à l'union de la poésie et de la vie ? Dès sa jeunesse, Apollinaire est attiré par l'alliance de la lettre et du trait. A 15 ans, il écrit des vers, dessine, illustre son poème *Minuit*. En 1901-1902, lors de son séjour en Allemagne, il visite les musées et les expositions. A Cologne, il rêve devant *La Vierge à la fleur de haricot*, qui ressemble à sa bien-aimée, Annie Playden, future inspiratrice de *La Chanson du mal-aimé* (*Alcools*, 1913). A Dresde, il contemple la *Madone Sixtine*, de Raphaël, dont il se souviendra dans le conte *La Rose de Hildesheim* (*L'Hérésiarque et Cie*, 1910). A Berlin, il voit des œuvres de Lucas Cranach, de Hans Holbein mais aussi d'Alfred Sisley, Camille Pissaro, Auguste Rodin. La gigantomachie représentée sur la frise de l'autel de Zeus, au musée de Pergame à Berlin, lui donne l'occasion d'écrire son premier article de critique d'art, publié dans la prestigieuse *Revue blanche*, en mai 1902.

La vie du poète se confond avec la modernité

De retour à Paris, le jeune poète se lie avec le Norvégien Edvard Diriks, alors très apprécié en France et surnommé par la critique le « peintre du vent ». Il commence à fréquenter les ateliers et les galeries. Mais c'est en flânant sur les bords de la Seine, aux environs de Chatou, qu'en 1904 il fait la connaissance de deux amis peintres, encore inconnus, André Derain et Maurice de Vlaminck. Sur leurs toiles, des lignes intenses, des couleurs jamais vues : loin du réalisme et de l'impres-

sionnisme, ils prennent leurs leçons de synthèse chez Paul Cézanne, Vincent Van Gogh et Paul Gauguin. L'année suivante, au Salon d'automne, avec Henri Matisse et Charles Camoin, ils seront baptisés « fauves » par le critique d'art Louis Vauxcelles.

1905 est aussi l'année de la rencontre capitale avec Pablo Picasso, dans un bar du quartier Saint-Lazare. Au Bateau-Lavoir, dans l'atelier du peintre, le poète découvre des mendiants baignés de lumière bleue, des saltimbanques en maillot rose, au corps gracie, des bêtes hybrides, semblables aux demi-dieux d'Egypte. Emerveillé, il publie, dans la revue *La Plume*, un article lyrique pour célébrer l'« *énorme flamme* » de cette peinture divine. C'est le début d'une amitié sincère, parfois troublée de déceptions et de malentendus, riche d'échanges et d'inspiration réciproque, dont toiles, dessins, poèmes et prose portent témoignage : « *Ce fut dans la brusque lumière la création de deux êtres et leur mariage immédiat* », raconte Apollinaire dans son autobiographie légendaire, *Le Poète assassiné* (1916).

Dès lors, la vie du poète se confond avec le devenir de l'art moderne. Guidé par ses goûts et ses intuitions, il allie le travail et l'amitié dans le même élan créateur. 1907 est une année féconde. Il rencontre Henri Matisse, Georges Braque et Robert Delaunay. Avec Marie Laurencin, l'amour, passion fertile et jalouse, préside à l'union de la peinture et de la poésie. Le Douanier Rousseau le sent parfaitement quand, en 1908-1909, il immortalise le couple dans les deux versions du portrait intitulé *La Muse inspirant le poète*. Et sans doute le vieux « maître de Plaisance » n'aurait-il pas connu la gloire posthume si Apollinaire et ses amis – André Salmon, Max Jacob – ne l'avaient véritablement inventé, c'est-à-dire trouvé, fêté, exposé. Ils reconnaissent en lui un vrai peintre, au sens plein du mot, dont la manière très singulière les aide à se défaire des règles, des réflexes et des habitudes qui entravent le geste et le regard depuis des siècles.

Les arts africain et océanien ont les mêmes vertus libératrices. Crédités d'une valeur plastique, non plus seulement exotique ou ethnographique, ils initient aux pouvoirs de la déformation. Lorsqu'en 1907 il travaille aux futures *Demoiselles d'Avignon*, Picasso scrute intensément les masques et les fétiches pour en pénétrer les ressorts magiques et plastiques. Ce « primitivisme », Derain en cultive la fraîcheur et l'énergie dans les gravures sur bois dont il illustre le premier livre d'Apollinaire, *L'Enchanteur pourrissant* (1909). Cette prose poétique raconte comment Merlin, fils du Diable, fut enserré dans un tombeau par la Dame du lac mais se décomposa sans mourir, car son âme était immortelle : « *Les temps des enchanteurs reviendront* », annonce Merlin à la

EFFERVESCENCE ARTISTIQUE À L'AUBE

Guillaume Apollin



fée Morgane. Ne croirait-on pas ces temps revenus dès qu'on ouvre l'édition originale, « *pure merveille artistique* (1) » sur grand papier ? Toute une forêt profonde, matricielle et labyrinthique, pleine de créatures étonnantes, se met à bruir et à parler. La splendeur jaillit de l'ombre même.

Comme Derain, Raoul Dufy puise aux sources médiévales quand il grave sur bois les planches du *Bestiaire ou Cortège d'Orphée* (1911). Mais il renouvelle l'art des blasons et des enluminures grâce à l'imagerie populaire, aux livres d'enfants et aux arts décoratifs. Autoportrait prismatique aux tonalités douces-amères, le recueil d'Apollinaire est aussi un art poétique où le personnage d'Orphée annonce l'avènement de la poésie divine. Doué de pouvoirs magiques, Orphée charme les animaux sauvages, anime les pierres, invente toutes les sciences et tous les arts. A sa figure tutélaire se conjugue celle d'Hermès Trismégiste (le trois fois grand), philosophe, prêtre et roi, fondateur de l'alchimie, dont Apollinaire s'inspire pour définir la peinture : la ligne est la « *voix de la lumière... Et quand la lumière s'exprime pleinement tout se colore. La peinture est proprement un langage lumineux* (2) ».

Les beaux-arts sont morts, vivent les arts plastiques

Dans les ateliers de Montmartre et de Montparnasse, les artistes sont analogues à la divinité. Ils se livrent à des expériences qui changent le regard et bouleversent les rapports de l'art à la réalité. Vers 1910, en compagnie de Braque, Picasso fait des recherches de géométrisation, de rupture et de contraste, que Vauxcelles baptise bientôt « cubisme ». Cet art qui privilégie la conception au détriment de l'imitation de la nature et de la perception rétinienne s'impose dans sa radicale nouveauté. Apollinaire le proclame à sa manière dès 1911 : qu'on le veuille ou non, la création entre dans une époque nouvelle. En s'affranchissant de la perspective linéaire inventée au Quattrocento, les artistes sont à l'aube d'une véritable Renaissance. Désormais, l'œuvre est un univers avec ses lois propres. Les beaux-arts sont morts, vivent les arts plastiques.

Depuis 1910, Apollinaire tient la rubrique artistique du quotidien *L'Intransigeant*. Il anime également sa propre revue, *Les Soirées de Paris*, fondée en 1912, vecteur de la modernité, où sont reproduites des œuvres contemporaines – assemblages de Picasso, toiles de Francis Picabia, caricatures de Marius de Zayas, etc. C'est ainsi qu'en février 1914 le jeune André Breton, 18 ans à peine, découvre *Le Chevalier X*, de Derain, qui constitue un jalon essentiel de son initiation artistique. En 1913, l'année d'*Alcools*, recueil tiré à cinq cent soixante-sept exemplaires mais future pièce maîtresse de la poésie du XX^e siècle, Apollinaire publie

Méditations esthétiques, qui réunit plusieurs articles déjà parus. Malgré son sous-titre, *Les Peintres cubistes*, l'ouvrage se présente non comme une apologie du cubisme, mais comme une défense et illustration de la peinture nouvelle dans ce qu'elle a de vital et de prométhéen : « J'aime l'art d'aujourd'hui parce que j'aime avant tout la lumière, et tous les hommes aiment avant tout la lumière, ils ont inventé le feu (3). »

Cette lumière, Apollinaire la retrouve dans les toiles de Delaunay, surtout dans la série des *Fenêtres* (*Calligrammes*, 1918), spectacle étourdissant qui fait naître le poème du même nom, *Les Fenêtres*, comme un kaléidoscope de mots : « *Du rouge au vert tout le jaune se meurt.* » Il la trouve aussi dans la peinture de Matisse, semblable à une « *orange... fruit de lumière éclatante* », et dans celle de Picasso, qui fait penser à une « *perle* », car au fond de sa « *lumière intérieure* » gît un « *gouffre de mystérieuses ténèbres* » (4). Qui peut encore dire que le cubisme est une peinture triste ? Il suffit de regarder les couleurs fougueuses de Fernand Léger pour en concevoir de la joie. De se laisser séduire par la grâce serpentine de Laurencin, ce « *démon de l'arabesque* ». Qui ose encore crier à l'erreur collective ?

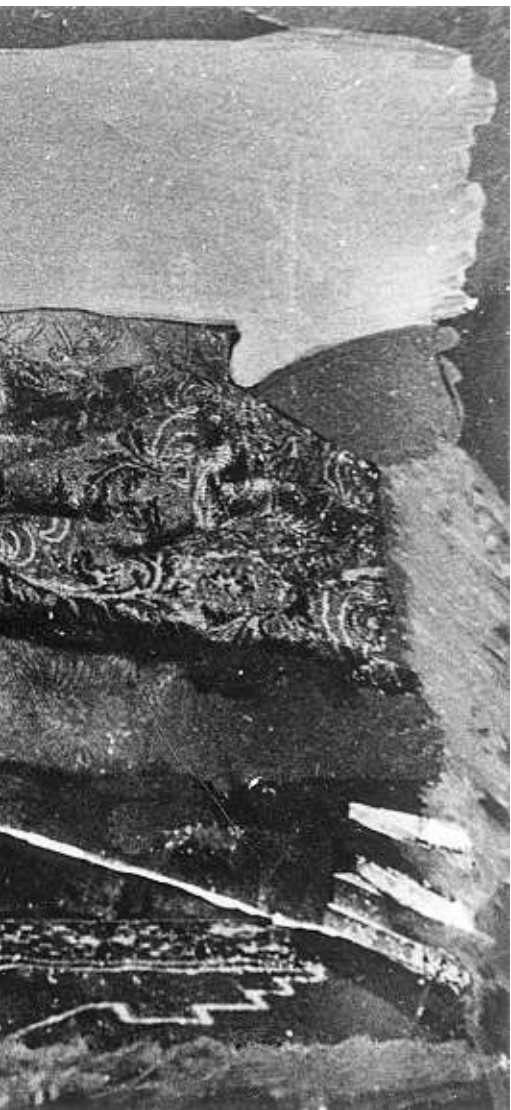
Apollinaire use de son influence pour défendre ses convictions. Très puissante, la presse écrite suit de près l'actualité artistique et offre une large audience aux critiques d'art. Alors que le cinéma balbutie, que la photographie est avant tout perçue comme un moyen commode de reproduction du réel, les arts occupent une place considérable dans la vie sociale et culturelle. Toute l'année se succèdent des manifestations de grande



* Professeure de littérature française du XX^e siècle (poésie) à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense, auteure de *Guillaume Apollinaire*, Gallimard, coll. « NRF Biographies », Paris, 2013.

E DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

aire et ses peintres



lanne, 1909

ampleur, qui attirent une foule nombreuse : les réalisations classiques et académiques s'exposent aux Salons de la Nationale et des artistes français, où l'on décerne des prix ; l'art moderne se montre à celui des Indépendants, fondé par Paul Signac sans jury ni récompense, et au Salon d'automne. L'amateur d'avant-garde, lui, se rend dans les galeries de la rive droite, achète à Daniel-Henry Kahnweiler, à Paul Guillaume.

Curieux, diligent, sagace, Apollinaire est partout. Tel Hermès, dieu des bornes et des carrefours, il indique les directions artistiques avec l'énergie d'un organe vital et l'efficacité d'un rouage ingénieux. Son regard s'aiguise. Parmi les milliers de toiles exposées, il sait reconnaître la véritable originalité, comme aux Indépendants de 1912, où il repère *La Lampe et les Deux Personnages*, du Russe Marc Chagall, encore méconnu. Cette année-là, il est l'un des tout premiers à écrire sur le jeune Duchamp, qui a retiré son *Nu descendant un escalier* de l'exposition de la Section d'or sous la pression des cubistes. Duchamp cherche et s'interroge : « *Peut-on faire des œuvres qui ne soient pas "d'art" ?* » Le beau ne l'intéresse pas ; mais le cinétisme d'une roue de bicyclette posée à l'envers sur un tabouret le requiert et l'absorbe. A l'ère des avions et des machines, l'art devient un acte et un geste. De son côté, Apollinaire compose des poèmes-conversations, où il renonce momentanément à l'admiration du lecteur. Surprenant, disharmonique, *Lundi rue Christine* est un poème sans... « poésie ». Apollinaire invente aussi ses premiers calligrammes. Sa nouvelle forme poétique fonctionne comme signe complet, visuel et auditif, dont la composition spatiale, dynamique et simultanée, exploite



Apollinaire et ses amis », 1909

l'expressivité de la typographie. Est-ce encore de la poésie ? s'interrogent les sceptiques devant ces « rébus ». La lecture et la compréhension sont mises au défi.

Toute audace a son prix. Ces œuvres cubistes, aujourd'hui familières, qu'on va voir en famille au musée le dimanche, ont dérouté les contemporains et attisé les polémiques les plus violentes. En octobre 1912, le député socialiste Marcel Sembat monte à la tribune de l'Assemblée pour contrer les tenants de l'art national, qui qualifient le cubisme d'« *ordure* », et pour défendre la « *liberté des essais en art* » au nom de leur « *retentissement ultérieur* ». Dans les milieux artistiques, la nouvelle tendance, minoritaire, suscite la méfiance. Au sein même des avant-gardes, les rivalités vont bon train, stimulent et embrasent les esprits. En mars 1914, blessé qu'Apollinaire le soupçonne d'influence futuriste, Delaunay lui envoie ses témoins sans hésiter. Le duel n'aura pas lieu mais les deux hommes ne se réconcilieront jamais.

« La vieillesse et la vieillesse sont aussi des armées ennemies »

Dans la mêlée, Apollinaire s'expose et prend des risques. Il ignore les protestations des lecteurs de *L'Intransigeant*, qui l'accusent de partialité. Mais en 1914, au moment de la rupture avec Delaunay, la direction du quotidien cède à la pression et donne congé à son critique pour avoir vanté les sculptures polychromes d'Alexander Archipenko, présentées aux Indépendants. Fort heureusement, Apollinaire retrouve une tribune à *Paris-Journal*, quelques semaines plus tard. Plein de bon sens, il sait que toute expérience comporte une marge d'erreur et de péril. Dans leur quête de nouveauté, peintres et poètes ont même le droit d'avoir mauvais goût. Voyez l'Italien Giorgio De Chirico, artiste « *inhabile et très doué* (5) », dont les paysages métaphysiques dispensent des « *sensations très aiguës et très modernes* (6) ». Sa toile *Canto d'amore* contient un gant en caoutchouc rose fort impressionnant, qui préfigure des œuvres « *émouvantes et effroyables* (7) ». Excentrique et pour le moins déroutant, le présage annonce la dislocation des frontières artistiques. Non seulement peinture, sculpture, poésie et musique vont se mêler dans un art universel, qu'illustrent déjà les « poèmes peints » de Picabia et les œuvres des « rayonnistes » russes Michel Larionov et Natalia Gontcharova, mais les hiérarchies vont s'effondrer, elles aussi. De même que le roman-feuilleton *Fantômas*, de Pierre Souvestre et Marcel Allain, sape le bon goût et la morale par son énergie subversive, de même l'art populaire, les inspirations disparates et les matériaux hétéroclites vivifient les arts plastiques. Le cirque, le music-hall, les marionnettes, les affiches malmènent le convenable comme le convenu. Désormais, les artistes peuvent peindre et sculpter avec n'importe quoi : du carton, de la ficelle, du tissu, des timbres-poste, du journal... Et le poète de prédire : échappant à l'immobilité monochrome, des statues sonores et chatoyantes vont bientôt prendre vie.

Or Apollinaire n'est pas un militant de l'avant-garde, de la table rase. Enclin à la concorde, jaloux de son indépendance, il résiste aux systèmes, aux mots d'ordre, et sait que rien ne peut germer du néant. Il quête la régénération perpétuelle : principe moteur de l'équilibre entre tradition et invention, la surprise est le « *grand ressort du nouveau* (8) ». S'il cède à la compulsion ambiante de donner des noms, il s'efforce de toujours trouver le mot juste et fédérateur : orphisme, surnaturalisme, surréalisme, son vocabulaire évolue au rythme des expériences plastiques et de ses propres recherches. Il déploie une pensée poétique, souple, évolutive, plus soucieuse de sensations et d'associations que de théorie. Insolite, volontiers pimentée d'opportunisme, de provocation, de mystification, cette pensée ondoiyante, sinon insaisissable, lui vaudra des reproches tenaces d'incompétence, d'éclectisme et d' inanité intellectuelle tout au long du siècle. Mais il aura eu de remarquables défenseurs... Picasso salue son sixième sens, Duchamp son indifférence au formalisme. Quant à André Breton, il le rappelle sans réserve : Apollinaire a fourni, pour comprendre la démarche des peintres, des « *instruments d'arpentage mental comme on n'en avait plus vu depuis Baudelaire* (9) ».

Magie de la parole poétique d'Apollinaire, magie des hélices tournoyantes de Delaunay... Le tableau paraît si merveilleux qu'il ferait presque oublier les antagonismes qui préludent à la Grande Guerre. Pôles d'influence stylistiques, Munich, Berlin, Moscou, Londres, Florence et Milan se mesurent les unes aux autres. Très attractive, Paris – et la France avec elle – prétend jouer le premier rôle sur la scène internationale. A l'exposition de l'Armory Show de New York, en 1913, la peinture parisienne, qu'unidit des artistes de toutes origines – au premier rang desquels l'Espagnol Picasso –, se nomme, tout uniment, « *peinture française* ». L'agressivité des avant-gardes se double d'après rivalités nationales. Lorsqu'il prépare la première exposition des futuristes italiens dans la capitale française en février 1912, le peintre Umberto Boccioni

S
A
LUT
M
O N
D E
DONT
JE SUIS
LA LAN
GUE É
LOQUEN
TE QUE SA
BOUCHE
O PARIS
TIRE ET TIRERA
TOU JOURS
AUX A L
LEM ANDS

Extrait du poème « 2^e Canonnier conducteur », 1918
(républié dans « Calligrammes.
Poèmes de la paix et de la guerre », Gallimard, 2014)

avertit Apollinaire : « *Nous travaillons avec acharnement pour nous préparer à notre exposition chez Bernheim, le champ de bataille où dans deux mois nous mettrons en batterie nos canons* (10). »

Quand vient l'hiver 1914, l'art s'installe dans la guerre, à l'instar de la nation. Les alliances esthétiques se recomposent en fonction des ententes militaires et politiques : en France, il n'est plus question d'évincer les Italiens mais de vaincre avec eux l'Allemagne. Blessé à la tête dans l'Aisne en 1916, fraîchement naturalisé, Apollinaire esquisse les sollicitations du mouvement Dada, dont la dimension contestataire et internationale lui paraît incompatible avec son statut d'engagé volontaire. Mais, dans le même temps, au nom des pouvoirs de l'art et des droits imprescriptibles de l'imagination, il condamne les Indépendants de New York qui ont refusé la *Fontaine*, de R. Mutt, autrement dit le ready-made urinoir de Duchamp. Un front artistique intérieur se dessine aussi. Aux ennemis de la peinture moderne, qui la taxent d'« *art boche* », et à Charles Maurras, qui ravale le calligramme au rang de « *truc* », Apollinaire rappelle qu'alliée à la discipline, l'audace, cette qualité française, ordonne le chaos et prépare l'avenir...

Persuadé que « *la routine, la vieillesse et la vieillesse sont aussi des armées ennemies* (11) », le poète allume des étoiles nouvelles dans les ténèbres du temps. Inlassable chercheur, il enrichit ses calligrammes de couleurs et de dessins, et publie son poème *L'Horloge de demain*, en pays neutre, à Barcelone, dans la revue de Picabia *391*. Car s'il soutient l'effort de guerre, il rêve d'une poésie qui transcende les races et les nations : « *Je voudrais qu'aimassent mes vers un boxeur nègre américain, une impératrice de Chine, un journaliste boche, un peintre espagnol, une jeune femme de bonne race française, une jeune paysanne italienne et un officier anglais des Indes* », écrit-il à sa marraine de guerre, du front de Champagne, en novembre 1915. Emporté prématurément par la grippe espagnole, le 9 novembre 1918, deux jours avant l'armistice, le poète ne verra pas son vœu se réaliser.

Endeuillés, ses jeunes admirateurs André Breton, Louis Aragon, Philippe Soupault, futurs surréalistes, s'efforcent alors de faire la part du feu : révoltés par la

LE MONDE *diplomatique* – DÉCEMBRE 2014

catastrophe de la guerre, ils rejettent le conformisme patriotique de leur aîné mais rendent un culte à sa poésie. « *La légende se créait autour de lui, nimbe doré qu'on voit aux Césars de Byzance* », écrit Aragon dans une singulière *Oraison funèbre* publiée par la revue *SIC* (janvier-février 1919) : « *D'elle seule je me souviendrai, soucieux biographe de l'unique beauté qu'il semait sous ses pas, pour que périsse à tout jamais ce cadavre d'homme privé, et que subsiste au creux du chêne l'enchanteur Apollinaire.* »

Cent ans après, Apollinaire et la genèse de l'art moderne continuent de nous charmer. Si la Belle Epoque fascine toujours, ce n'est pas seulement parce qu'elle précède les grandes catastrophes du siècle, lesquelles, avec leur cortège de destructions et de traumatismes, ont frappé l'art et le langage au coin du néant et du soupçon. C'est aussi parce que cet âge d'or raconte nos origines. Reconstitué après coup, dans les années 1950, au moment où les témoins de l'époque héroïque racontent leurs souvenirs, où les avant-gardes se bâtissent une histoire, il donne du sens à notre temps. De lui naît la trajectoire de l'art moderne, entre onirisme et formalisme ; à partir de lui s'éclairent les choix et les valeurs de la postérité – rupture, mouvement, liberté. La nostalgie crée des légendes qui décantent les querelles, purgent les passions, tissent l'étoffe de nos rêves. En déformant le réel, elles énoncent des vérités. Quand nous regardons en arrière, nous cherchons l'éternelle jeunesse d'un univers à jamais perdu, mais qui survit dans les mémoires, les imaginations et les œuvres.

Regarder le monde avec les yeux d'Apollinaire, c'est guetter « *les belles choses neuves* (12) » et accueillir leurs épiphanies. C'est chercher les merveilles. Non ces miracles bon marché pleins de niaiserie dont nous repaisent les productions médiatiques à grande échelle, mais les phénomènes mystérieux, tantôt féeriques, tantôt sinistres et toujours envoûtants, qui introduisent la surprise dans la vie ordinaire et l'aventure dans l'ordre du monde.

LAURENCE CAMPA.

- (1) Formule extraite du bulletin de souscription, écrit par Apollinaire lui-même.
- (2) Notes d'Apollinaire pour *Le Bestiaire ou Cortège d'Orphée*, Deplanche, Paris, 1911.
- (3) Conclusion du chapitre « Sur la peinture » de *Méditations esthétiques*, Figuière & Cie, Paris, 1913.
- (4) Apollinaire, préface au catalogue de l'exposition *Matisse-Picasso* à la galerie Paul Guillaume, 23 janvier - 15 février 1918.
- (5) Apollinaire, compte rendu du Salon d'automne, *L'Intransigeant*, Paris, 16 novembre 1913.
- (6) Apollinaire, compte rendu du Salon d'automne, *Les Soirées de Paris*, novembre-décembre 1915.
- (7) Apollinaire, « Le gant rose », *Paris-Journal*, 4 juillet 1914.
- (8) Apollinaire, conférence « L'esprit nouveau et les poètes », 26 novembre 1917.
- (9) André Breton, *Entretiens*, transcription d'entretiens radiophoniques avec André Parinaud, Gallimard, Paris, 1952.
- (10) Lettre d'Umberto Boccioni à Apollinaire, 1^{er} décembre 1911.
- (11) Apollinaire, « La guerre et nous autres », *Nord-Sud*, Paris, octobre 1917.
- (12) Apollinaire, *La Victoire* (*Calligrammes*, Mercure de France, Paris, 1918).



PHOTO : ALFREDO DAGLI ORTI © COLLECTION DAGLI ORTI

MARC CHAGALL. – « Hommage à Apollinaire », 1913-1914

Luttes d'influence dans



Perçu comme un enjeu stratégique majeur, le contrôle des anciennes républiques soviétiques d'Asie a entretenu la rivalité entre grandes puissances. Mais la percée américaine ne semble que passagère, tandis qu'il est encore trop tôt pour dire si l'expansion économique chinoise bousculera les intérêts russes. Le plus grand risque pour les cinq pays de la région, repliés sur eux-mêmes, serait de ne plus susciter d'intérêt.

LE GRAND JEU DES ALLIANCES

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
RÉGIS GENTÉ *

EN parcourant l'Asie centrale, des sommets du Pamir aux immenses steppes kazakhes, on peut ressentir les déformations tectoniques qui se produisent au cœur de l'Eurasie. En juin dernier, les avions gros-porteurs de l'US Air Force ont quitté la partie. Ils ont en tout cas disparu du tarmac de Manas, situé près de Bichkek, la capitale du Kirghizstan. Les Etats-Unis se retirent d'Afghanistan, partiellement du moins, et ferment leur seule base, chèrement acquise, dans une Asie centrale qui ne semble plus compter autant pour eux.

Sur la route menant au centre-ville de Bichkek, l'immense bazar de Dordoï constitue, depuis une vingtaine d'années, le marché de gros des produits chinois pour toute l'ex-URSS. Un rapide coup d'œil au milieu de l'empilement de conteneurs suffit pour constater que les échoppes sont bien moins nombreuses à présent. L'Union douanière, créée en 2010 à l'initiative du président russe Vladimir Poutine, que le Kirghizstan s'apprête à rejoindre, porte un rude coup aux marchandises fabriquées en Chine, soudain moins compétitives pour les Russes ou les Kazakhs qui s'approvisionnent à Dordoï.

Mais les voisins venus de l'empire du Milieu demeurent présents, à en juger par le nombre de boutiques et restaurants chinois qui fleurissent dans Bichkek. La radio du taxi rappelle, à l'heure du flash d'information, que Pékin entamera en 2016 la construction d'un gazoduc kirghiz. Ce tronçon complètera le réseau mis en place au Turkménistan pour exploiter ses fabuleux gisements, qui fournissent déjà 51 % des importations chinoises de gaz naturel (voir la carte).

Une nouvelle ère s'ouvre pour l'Asie centrale et sa soixantaine de millions d'âmes, qui fut le théâtre d'un « Grand Jeu » opposant les empires russe et britannique au XIX^e siècle, puis d'un « nouveau Grand Jeu » lorsque les Etats-Unis se manifestèrent après l'indépendance, en 1991, des cinq anciennes républiques soviétiques (Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Kazakhstan et Turkménistan). Elle pourrait s'avérer incertaine et dangereuse : « Moins à cause de la frontière afghane, les talibans ayant peut-être d'autres choses à faire que de conquérir l'Asie centrale, que de l'instabilité propre à la région, avec les difficiles successions qui s'annoncent dans

ces régimes dictatoriaux et autoritaires, nous explique Alexander Cooley, spécialiste de l'Asie centrale au Barnard College de l'université Columbia (New York). Les grandes puissances risquent de ne plus être en position d'y assumer des responsabilités en matière de sécurité. » De fait, plusieurs échauffourées ont opposé des gardes-frontières tadjiks et kirghizes. Des prétextes minimes, tel le détournement d'un cours d'eau pour l'irrigation, peuvent donner lieu à des affrontements meurtriers en raison de l'absence de démarcation de la frontière entre les deux pays et d'une concentration de problèmes sécuritaires dans la vallée de Ferghana. Partie la plus fertile de l'Asie centrale, celle-ci concentre plus d'un cinquième de la population de toute la région. Le légendaire fleuve Syr-Daria qui l'irrigue traverse quatre pays, séparés par des frontières extrêmement complexes qui étaient naguère de simples délimitations administratives entre républiques d'un seul Etat, l'URSS.

Washington regarde désormais plus à l'est

Le « nouveau Grand Jeu » a évolué au gré des face-à-face entre grandes puissances. Après 2001 et l'intervention occidentale en Afghanistan, Washington tenta de jouer un rôle en Asie centrale. Les Etats-Unis disposaient au départ du consentement de M. Poutine, le premier chef d'Etat à offrir ses condoléances au peuple américain et à M. George W. Bush le 11 septembre 2001. La relation s'est progressivement gâtée, surtout après 2003 et l'invasion américaine en Irak, puis avec le retour d'une Russie déterminée à préserver une sphère d'influence dans son « étranger proche » (1). « Moscou, à tort ou à raison, a pensé que les Américains voulaient profiter de leur présence en Afghanistan pour devenir un véritable acteur en Asie centrale », constate Cooley. Ce qui n'est pas avéré, le désir américain de s'installer au cœur de l'Eurasie ayant lui-même fluctué avec le temps.

Après l'arrivée des premiers avions américains sur la base aérienne de Manas en 2001, Washington avait su s'adapter au contexte local en confiant les très juteux contrats d'approvisionnement en

kérosène aux fils des présidents kirghizes successifs, MM. Askar Akaïev (1991-2005) et Kourmanbek Bakiev (2005-2010), jusqu'à leur renversement (2). Mais, à partir de 2010, Moscou a accentué la pression sur Bichkek pour qu'il renvoie les Américains, obtenant d'abord que la base devienne un simple centre logistique, au bail reconductible d'année en année.

La Maison Blanche a reculé à contrecœur. Mais, dans le contexte du redémarrage (*reset*) des relations avec Moscou mis en place après son élection, le président Barack Obama s'est refusé à engager un bras de fer. Et, la décision de quitter l'Afghanistan prise, Washington semble déjà regarder ailleurs... vers l'extrémité orientale de l'Eurasie et la côte Pacifique, où se concentrent ses intérêts stratégiques et commerciaux. Il faut voir dans ce rééquilibrage américain une forme de continuité dans le changement (3) : la persistance à vouloir jouer un rôle-clé sur le continent eurasién, mais désormais plus à l'est.

La nouvelle politique des Etats-Unis en Asie centrale repose en grande partie sur leur vision d'une « nouvelle route de la soie », une initiative qui vise, dès 1999, « à créer une région économiquement vivante et interconnectée à travers l'Afghanistan et les pays de l'Asie centrale et du Sud (4) », afin d'en assurer la stabilité. L'idée est d'encourager les échanges commerciaux en aidant notamment à la construction d'infrastructures. Mais le projet manque autant de cohérence que de réalisme. Ainsi, la ligne électrique Casa-1000, qui relie le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Afghanistan et le Pakistan, pâtit de l'état du réseau chez les deux premiers et de l'absence de « stratégie pour sécuriser l'infrastructure (5) ». Entre les cinq anciennes républiques soviétiques, les relations politiques demeurent difficiles depuis leur indépendance, et les échanges économiques sont encore très limités. Plus au sud, le Pakistan s'éloigne des Etats-Unis, lesquels n'entretiennent pas de relations économiques avec l'Iran. Or ces deux pays sont indispensables pour créer un véritable partenariat régional.

Bien que Kaboul et Washington aient signé en septembre, après une longue période d'incertitude, un accord sur le maintien de troupes américaines, l'avenir de l'Afghanistan reste des plus indécis (*lire page 19*). Et d'autres facteurs sont encore à prendre en compte pour évaluer l'implication future des Etats-Unis : la relance de la « guerre contre le terrorisme », la situation au Pakistan ou l'évolution de la relation avec Moscou, considérablement affectée par la crise ukrainienne.

Trois mois avant la cérémonie de départ des troupes américaines du Kirghizstan, le 9 juin 2014, le géant pétrolier russe Rosneft a signé avec Bichkek un protocole d'accord pour l'acquisition de 51 % des parts de l'aéroport international de Manas. Quel symbole ! Pourquoi une entreprise pétrolière prendrait-elle le contrôle de l'aéroport d'un pays qui ne dispose d'aucun gisement d'hydrocarbures ? Rosneft, dirigé par M. Igor Setchine, un des plus proches collaborateurs de M. Poutine, a promis 1 milliard de dollars d'investissements afin de faire du Kirghizstan une plate-forme logistique...

Le protocole d'accord vient s'ajouter à des contrats signés par d'autres mastodontes publics russes, comme Gazprom, Inter RAO ou RusHydro, dans les domaines de la distribution de gaz et de l'hydroélectricité. Les motivations sont plus géopolitiques que commerciales : « Qui pouvait avoir envie de racheter Kyrgyzgaz, même pour 1 dollar symbolique, comme l'a fait Gazprom, quand on sait combien l'entreprise est un puits sans fond, nos compatriotes ne payant pas leur facture de gaz ? », se demande un haut fonctionnaire kirghiz, qui requiert l'anonymat.

L'histoire récente du Kirghizstan a appris aux dirigeants qu'il vaut mieux ne pas s'opposer à ce que Moscou considère comme ses intérêts fondamentaux. La chute du président Bakiev en avril 2010 tient largement au fait qu'il a ignoré ce principe. L'imprudent chef de l'Etat a payé au prix fort la proposition faite aux Américains d'ouvrir un centre d'entraînement militaire à Batken, dans le Sud, tandis qu'il restait sourd aux demandes du Kremlin concernant l'octroi d'une seconde base russe.

La crise ukrainienne a également changé la donne en Asie centrale (6). « Les pouvoirs de la région se sont rappelés combien Moscou pouvait les menacer. Par ailleurs, le Kremlin a changé son fusil d'épaule et a soudain exigé, plus ou moins officiellement, que le Kirghizstan et le Tadjikistan rejoignent son Union économique eurasiatique (7), histoire de ne pas être ridiculisé totalement après avoir perdu l'Ukraine », nous explique le politologue Parviz Mullojdjanov, à Douchanbé. Ce projet d'intégration,

économique et éventuellement politique, se réalise sans enthousiasme. « Nous ne sommes pas contre l'idée d'intégration, au contraire. Mais celle-ci se fait selon les seuls diktats des Russes », déplore le conseiller d'un haut responsable politique du Kazakhstan. Après la défection de l'Ukraine et la crainte qu'a inspirée en Asie centrale la réaction de Moscou, l'avenir de l'Union économique eurasiatique paraît des plus vagues.

Le Kazakhstan se montrait pourtant le plus enthousiaste à l'idée d'une intégration régionale, sous la houlette de son autoritaire président Noursoultan Nazarbaïev. Ce grand promoteur de l'idée eurasiatique depuis 1994 doit aussi tenir compte de l'importance de la minorité russe ou russophone dans son pays (environ un quart de la population aujourd'hui). Mais, quatre ans après la création de l'Union douanière, les Kazakhs se plaignent de divers obstacles les empêchant d'entrer sur le marché russe, pourtant censé ne faire qu'un avec le leur. « C'est aussi que les économies sont de tailles très différentes : le Kazakhstan pèse dix fois moins que la Russie, et ses entreprises ne sont pas assez compétitives, car elles prospèrent depuis près de vingt ans comme des oligopoles », explique l'expert financier Jean-Christophe Lermusiaux, qui a longtemps travaillé dans l'immense république centre-asiatique.

Chaque année, Moscou perd du terrain

La Russie privilégie souvent le bâton à la carotte et parvient mal à cacher son mépris à l'égard de ses voisins. Fin août, M. Poutine a fâché son principal allié en estimant que son président avait « créé un Etat sur un territoire qui n'a jamais eu d'Etat ». M. Nazarbaïev n'a guère apprécié, voyant dans ce bon mot une menace voilée et rétorquant que son pays ne prendrait pas part à « des organisations qui constituent une menace pour [son] indépendance ». Le Kazakhstan s'est d'ailleurs abstenu lors du vote de l'Assemblée générale des Nations unies sur la validité du référendum organisé en Crimée.

Moscou réussit encore moins à garder dans sa sphère d'influence l'Ouzbékistan et le Turkménistan, qui n'ont pas de frontières communes avec la Russie et dont les richesses, en hydrocarbures notamment, les autorisent à se laisser courtiser par d'autres. Même l'expérience et la connaissance du terrain ne permettent pas à la Russie d'apporter les garanties sécuritaires dont les régimes de la région ont tant besoin. Lors des violences entre Ouzbeks et Kirghizes de juin 2010 à Och, dans le sud du Kirghizstan, qui ont fait près de cinq cents morts en trois jours, ni la Russie ni l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) (8), qu'elle contrôle largement, ne sont intervenues pour calmer la fièvre meurtrière. Pourtant, c'est toute la sécurité de la turbulente vallée de Ferghana qui était en jeu (9).

La Russie a beau disposer de moyens et de relais dans la région, d'un certain capital politique et de confiance auprès des populations et des cercles dirigeants, d'une proximité culturelle par le partage de la langue, elle perd du terrain d'année en année. D'autant que les cinq pays d'Asie centrale sont habiles à contrebalancer sa puissance par celle des Etats-Unis, de l'Europe, de la Corée du Sud, du Japon... et surtout de la Chine.

Cette dernière n'est apparue que tardivement sur les radars centre-asiatiques. « Au début des années 1990, on pensait que l'Iran ou la Turquie deviendraient de nouveaux grands acteurs dans la région. Tous deux ont échoué, et c'est la Chine, totalement absente jusque dans les années 1980,

(1) Lire « Russie, le retour », *Manière de voir*, n° 138, décembre 2014 - janvier 2015, actuellement en kiosques.

(2) Cf. « Mystery at Manas », rapport du sous-comité pour la sécurité nationale et les affaires étrangères du Congrès américain, Washington, DC, décembre 2010.

(3) Cf. Yves Boyer, « La stratégie de rééquilibrage des Etats-Unis vers l'Asie-Pacifique et la Chine », note 13/13, juin 2013, Fondation pour la recherche stratégique, Paris.

(4) Stephen Kaufman, « "New silk road" vision offers Afghanistan a brighter future », IIP Digital, ministère des affaires étrangères américain, 28 octobre 2013, <http://iipdigital.usembassy.gov>

(5) Eugene Imas, « The new silk road to nowhere », The Diplomat, 18 décembre 2013, <http://thediplomat.com>

(6) Cf. « Russia-Ukraine crisis alarms Central Asian strongmen », Eurasianet, 4 mars 2014, www.eurasianet.org

(7) Créée en 2010 entre la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie, l'Union douanière s'est transformée en Espace économique commun en 2012. Elle se dissoudra au 1^{er} janvier 2015 dans l'Union économique eurasiatique, dont le traité fondateur a été signé à Astana le 29 mai 2014.

(8) Regroupant la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan.

(9) Cf. Alexei Malashenko, « Russia and the crisis in Osh », Carnegie Moscow Center, 15 juin 2010.

Non au recyclage des idées. Oui au recyclage du papier.

La force de tous les papiers, c'est de pouvoir être recyclés au moins cinq fois en papier. Cela dépend de chacun de nous.
www.recyclons-les-papiers.fr

Tous les papiers ont droit à plusieurs vies.
Trions mieux, pour recycler plus !



La presse écrite s'engage pour le recyclage des papiers avec Ecofolio.



LES ETATS-UNIS, LA RUSSIE ET LA CHINE

une Asie centrale désunie



Une histoire commune, des chemins divergents

Les cinq pays d'Asie centrale connaissent des évolutions économiques et politiques fort divergentes depuis leur indépendance en 1991. Ces peuples parlant des langues turques (à l'exception des Tadjiks iranophones) ont pourtant un long passé commun, en particulier depuis leur intégration progressive à l'Empire russe, au XIX^e siècle. Pays le plus peuplé avec 30 millions

d'habitants (sur un total de 66 millions), l'Ouzbékistan est resté agricole, tandis qu'une importante rente gazière et pétrolière profite au Turkménistan et au Kazakhstan, lequel réalise les deux tiers du produit intérieur brut de la région. Les transferts d'argent envoyés par les expatriés constituent la part essentielle des revenus au Kirghizstan (environ 35 %) et au Tadjikistan (environ

50 %). Héritiers de frontières complexes tracées arbitrairement en 1936 par l'URSS, ces pays entretiennent des litiges territoriaux et commercent peu entre eux. Les rivalités entre dirigeants politiques accentuent la désunion entre un Turkménistan neutre depuis 1995, un Ouzbékistan très indépendant et les trois autres pays, qui se sont rapprochés de Moscou.

qui en ce début de XXI^e siècle est en passe de devenir la grande puissance la plus importante en Asie centrale», remarque Thierry Kellner, auteur d'une thèse sur la Chine et l'Asie centrale (10). Pour trois des cinq pays de la zone, elle est devenue le premier partenaire commercial, devant la Russie, tandis qu'elle arrive en deuxième position en Ouzbékistan et au Kazakhstan.

Un oléoduc kirghiz et tadjik voulu par Pékin

L'engagement de la deuxième puissance économique du monde est impressionnant. En septembre 2013, le président Xi Jinping a fait une tournée de dix jours dans la région, signant au passage la bagatelle d'une cinquantaine de milliards de dollars de contrats et de prêts. Il a porté à soixante-cinq milliards de mètres cubes par an le montant de ses futurs approvisionnements en gaz du Turkménistan, qui détiendrait les quatrième réserves gazières de la planète. Lors du même voyage, il s'est emparé de 8,33 % des parts du gisement pétrolier géant de Kashagan, dans la partie kazakhe de la mer Caspienne. Il a aussi annoncé la construction d'une raffinerie ou de nouvelles branches de l'oléoduc passant sur les territoires du Kirghizstan et du Tadjikistan, leur offrant l'occasion de moins dépendre d'un gaz ouzbek dont Tachkent les prive régulièrement. M. Xi a testé à l'occasion de ce voyage l'idée d'une «ceinture économique de la route de la soie», concept encore à définir mais disposant potentiellement d'un grand avenir.

Dans ce cadre, Pékin investit aussi dans les infrastructures, notamment celles de transport. Sa stratégie vise à s'aménager une «arrière-cour pacifique, condition nécessaire à la poursuite de la modernisation de la Chine et à sa montée en puissance. Dès le départ, la sécurité a donc été placée au cœur de sa politique en Asie centrale. D'autant que Pékin craint le séparatisme ouïgour, dans sa province turcophone musulmane du Xinjiang, qui jouxte la zone. Ensuite est venu s'ajouter le souci de sécurité énergétique», explique Kellner.

Se tenant à l'écart des questions de politique intérieure, soucieuse de ne montrer aucune velléité colonisatrice et forte de capacités financières considérables, la Chine est devenue incontournable. «La Russie n'est déjà plus en position de lui dire "non" dans la région», observe Konstantin Siroïejkine, de l'Institut pour les études stratégiques du Kazakhstan. «Pourtant, les sujets de dissension en Asie centrale se font de plus en plus nombreux, ajoute ce spécialiste de la Chine. Ses achats de gaz centre-asiatique ont donné par exemple à Pékin les moyens de négocier ses contrats avec Moscou en position de force, et d'en faire baisser d'autant le montant.»

Pour l'heure, le Kremlin a trop besoin de la Chine, dans son bras de fer géopolitique avec l'Occident, pour la rudoyer en Asie centrale. La signature, le 21 mai 2014, d'un gigantesque contrat de 400 milliards de dollars pour la livraison à la Chine, pendant trente ans, de trente-huit milliards de mètres cubes de gaz par an revêt une importance capitale pour Moscou. Il s'agit de montrer à l'Occident que la Russie pourrait se passer de lui, en écoulant sa production vers la Chine et de façon générale en Asie.

Depuis 2013, le président chinois fait la promotion de sa propre «nouvelle route de la soie». Une liaison ferrée régulière relie déjà en vingt-deux jours Chongqing à Duisbourg en Allemagne, via le Kazakhstan et la Russie (11). Bien que le volume transporté soit encore insignifiant en regard du fret maritime, cette voie continentale est déjà empruntée par de grandes sociétés occidentales comme Hewlett-Packard ou Bayerische Motoren Werke (BMW).

Personne ne se fait d'illusions à Moscou sur l'avenir d'une alliance sino-russe. La Russie ne représente plus que 3,5 % de la production mondiale de richesse et se doit de faire équipe autant que possible avec Pékin pour poursuivre ses ambitions stratégiques. D'où ses concessions et sa bonne volonté affichée en Asie centrale vis-à-vis des intérêts chinois. Moscou accorde aussi beaucoup d'importance à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) (12), laquelle se présente comme une enceinte potentiellement puissante, aux airs de

club antioccidental. Regroupant certains des plus grands producteurs d'énergie du monde, elle recouvre la zone la plus peuplée de la planète.

Une Amérique qui se désintéresse de la région, une Russie n'ayant pas les moyens de ses ambitions, une Chine qui semble triompher mais rechigne à s'investir au-delà du domaine économique : l'environnement géopolitique de l'Asie centrale n'est guère propice à stabiliser des Etats où l'on ne rencontre que des régimes autoritaires, voire dictatoriaux, et fondés sur de fragiles équilibres claniques. Plusieurs conflits sont latents, et les prochaines successions s'annoncent difficiles, notamment en Ouzbékistan. La corruption et la pauvreté qui perdurent créent un terreau de plus en plus fertile pour le développement de l'islamisme radical.

« Chacun doit rester souple au sujet de ses partenariats »

Aucune grande puissance ne semble disposer de l'autorité suffisante, ou de la volonté de l'exercer, pour être écoutée en cas de crise sécuritaire grave. Comment trouver un consensus en cas de crise majeure déclenchée par de nouveaux affrontements ethniques ou par une succession présidentielle houleuse ? « Chacun doit rester souple au sujet de ses partenariats régionaux » et éviter de s'enfermer dans des principes excluant de collaborer avec telle ou telle grande puissance influente dans la région, estime Cooley (13). Evidemment, la dégradation des relations russo-américaines n'incite guère à l'optimisme. Quant à l'entente Pékin-Moscou, il n'est pas certain qu'elle demeure éternellement au beau fixe.

Pour de nombreux spécialistes, le glissement géopolitique en cours s'explique par les affrontements entre grandes puissances. « Le jeu entre Washington et Moscou, dont on observe un des avatars aujourd'hui en Ukraine, fait que la Russie est refoulée vers les profondeurs de l'Eurasie. Déjà, au XIX^e siècle, la défaite de Crimée avait amené la Russie à conquérir l'Asie centrale. Aujourd'hui qu'elle

semble perdre l'Ukraine, la Russie pourrait à nouveau vouloir consolider ses positions au plus profond du continent eurasiatique, en Asie centrale. Je n'exclus pas que, au fond, Washington soit en faveur de cela », estime par exemple Chokan Laumulin, expert kazakh du Cambridge Central Asia Forum, à Londres.

Dans ce contexte, le rôle des républiques d'Asie centrale pourrait se révéler décisif pour la stabilité régionale. Plus que jamais, les décideurs politiques et leurs conseillers cherchent à contrebalancer les ambitions d'une grande puissance par celles d'une autre. A Douchanbé, Sayfullo Safarov, du Centre de recherche stratégique, expliquait cet été, alors que le Tadjikistan se préparait sans enthousiasme à entrer prochainement dans l'Union économique eurasiatique voulue par Moscou, que le pays, quoi qu'il arrive, « ne doit pas abandonner sa politique d'équilibre dans le jeu des grandes puissances autour de lui. Etudier ce que signifie pour nous l'intégration à l'Union économique eurasiatique revient à envisager la façon dont cette intégration est compatible avec nos intérêts stratégiques fondamentaux ». Depuis leur indépendance, ces pays ont appris à gérer ce jeu d'équilibre.

RÉGIS GENTÉ.

(10) Thierry Kellner, *L'Occident de la Chine. Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001)*, Presses universitaires de France, Paris, 2008.

(11) Cf. Shawn Donnan, « Geopolitics cast shadow over new silk road », *Financial Times*, Londres, 17 octobre 2014.

(12) L'OCS regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. L'Afghanistan, l'Inde, l'Iran, la Mongolie et le Pakistan ont le statut d'observateurs. La Biélorussie, la Turquie et le Sri Lanka sont des partenaires de dialogue.

(13) Cf. Alexander Cooley, *Great Games, Local Rules : The New Great Power Contest in Central Asia*, Oxford University Press, 2012.

Déjà parus dans cette série :
Russie-Israël (septembre), Inde-Afghanistan (octobre) et Kurdistan (novembre).
A paraître le mois prochain :
l'Australie, puissance asiatique.

Le commerce à l’assaut du droit social

Ne plus avoir besoin de « motif valable » pour licencier, c’est le rêve de M. Pierre Gattaz, président du Mouvement des entreprises de France (Medef). Pour assouvir cette demande, la France devrait dénoncer la convention n° 158 de l’Organisation internationale du travail, qu’elle a ratifiée en 1989. Lutter contre de tels reculs s’avère de plus en plus délicat pour l’agence des Nations unies.

PAR CHLOÉ MAUREL *

TOUTES les quinze secondes, un travailleur meurt d’un accident ou d’une maladie liés à son travail (1). L’effondrement (plus de mille cent morts) de l’atelier textile du Rana Plaza à Dacca (Bangladesh), le 24 avril 2013, symbolise les conditions d’emploi proches de l’esclavage de nombreux ouvriers dans le monde. Mais on peut également citer, dans les pays du Nord, les suicides à répétition de salariés de groupes privatisés broyés par une politique managériale musclée (Orange, Renault, La Poste...).

C’est précisément pour lutter contre de telles situations que l’Organisation internationale du travail (OIT) cherche à gagner en influence. Première agence de l’Organisation des Nations unies (ONU), créée en 1919, elle repose sur une base tripartite, rassemblant sur un pied d’égalité les représentants de ses

* Chercheuse associée à l’Institut d’histoire moderne et contemporaine (IHMC) de Paris, auteure de *Manuel d’histoire globale*, Armand Colin, « coll. U Histoire », Paris, 2014.

cent quatre-vingt-cinq Etats membres, ceux des employeurs et ceux des travailleurs qui y vivent. Son activité, principalement normative, consiste à adopter des conventions (obligatoires pour les Etats qui les ratifient) et des recomman-

dations ou déclarations sur les droits des travailleurs (sans valeur contraignante).

Cependant, avec l’essor de la mondialisation économique, l’OIT s’est vue marginalisée par l’influence croissante des institutions financières internationales (IFI) – la Banque mondiale et le Fonds monétaire international – et par la création de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995. En outre, la diminution du taux de syndicalisation tant dans les pays développés, où s’est généralisée la précarité de l’emploi, que dans les pays en développement, où prolifère l’économie informelle, fragilise l’OIT et son tripartisme fondateur. C’est pourquoi, à partir des années 1990, l’organisation s’est engagée dans une stratégie de réaffirmation internationale. En 1994, elle obtient ainsi le statut d’observateur auprès des deux IFI dans le but d’y promouvoir l’intérêt pour les questions sociales (2).

Peu de pouvoir contraignant

MAIS c’est surtout l’adoption, en 1999, du concept de « travail décent » qui marque sa volonté de peser dans le débat mondial (3). En 2005, l’OIT lance ainsi les programmes par pays pour la promotion du travail décent (PPTD). Adoptés par plusieurs dizaines d’Etats, ils sont élaborés en accord avec les partenaires sociaux. La même année, l’organisation obtient que le travail décent figure enfin dans les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). La Conférence internationale du travail (assemblée décisionnelle de

l’OIT) adopte à l’unanimité en juin 2009 un pacte mondial pour l’emploi, sans valeur contraignante.

Pour l’OIT, le travail rémunéré constitue le principal moyen de sortir de la pauvreté. Le choix du terme « travail », plutôt que celui d’« emploi », permet de prendre en compte le secteur informel. Quant à l’adjectif « décent », il relèverait plutôt du christianisme social, qui a inspiré certains fondateurs de l’organisation (4). L’agence insiste sur la protection sociale et met en place des équipes

d’appui technique pour conseiller les gouvernements, notamment en Afrique.

Durant des années, le débat sur l’insertion d’une « clause sociale » dans les traités commerciaux avait agité l’organisation. Pour les partisans de cette innovation, il s’agissait de créer un lien entre l’OIT et l’OMC, cette dernière pouvant user de sa capacité de sanction vis-à-vis des Etats, capacité dont l’OIT est dépourvue. Mais les pays en développement y ont vu une manœuvre protectionniste déguisée de la part des pays développés. La déclaration de Singapour de 1996, adoptée par l’OMC, a clos ce débat en affirmant la stricte séparation des questions de commerce et de travail.

En conséquence, l’OIT a recentré son action sur la promotion de huit conventions jugées « fondamentales » : sur le travail forcé (convention adoptée en 1930), la liberté syndicale (1948), la négociation collective (1949), l’égalité de rémunération (1951), l’abolition du travail forcé (1957), la discrimination en matière d’emploi et de profession (1958), l’âge minimum d’admission à l’emploi (1973), les « pires formes de travail des enfants » (1999).

Observatrice au G20 en 2009, l’OIT paraît sortir de sa marginalisation. Mais son rapprochement des institutions financières et de l’OMC s’effectue-t-il au bénéfice des idées progressistes qu’elle porte ou des idées néolibérales promues par les IFI ? Pour le sociologue altermondialiste Thierry Brugvin, l’OIT braderait, au nom de l’efficacité, le droit international du travail en revoyant ses ambitions à la baisse (5). Pour d’autres,

sa stratégie d’influence porterait ses fruits : les objectifs de travail décent et de lutte contre la pauvreté ont été inclus dans les documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) des IFI qui ont succédé aux plans d’ajustement structurel en 1999. Ainsi, en 2009, la Banque mondiale a modifié son indicateur sur l’emploi des travailleurs, qui attribuait de bonnes notes aux pays déréglant leur marché du travail ; elle prend en compte la mise en place d’une protection des travailleurs conforme aux conventions de l’OIT. Elle développe par ailleurs un nouvel indicateur, sur la protection des travailleurs. Ce qui ne l’empêche pas de prôner la lutte contre les « rigidités » du travail...

Quelle que soit l’évolution de l’OIT, la clé de son efficacité serait que toutes ses normes soient dotées d’une force contraignante lui permettant de sanctionner, comme l’OMC, les Etats et les entreprises contrevenants.

(1) Sur le site www.ilo.org, rubrique « Safety and health at work ».

(2) Cf. Steve Hughes et Nigel Haworth, « Decent work and poverty reduction strategies », *Relations industrielles / Industrial Relations*, université Laval (Québec), vol. 66, n° 1, hiver 2011.

(3) Cf. Marieke Louis, « Les organisations internationales et la régulation sociale de la mondialisation : le cas de l’agenda de l’OIT pour le travail décent », dans Chloé Maurel (sous la dir. de), *Essais d’histoire globale*, L’Harmattan, Paris, 2013.

(4) Cf. Dominique Peccoud (sous la dir. de), *Philosophical and Spiritual Perspectives on Decent Work*, OIT, Genève, 2004.

(5) Cf. Thierry Brugvin, « “Bonne gouvernance” : l’institutionnalisation mondiale de la précarité au travail », *Interrogations, revue pluridisciplinaire de sciences humaines et sociales*, n° 4, université de Franche-Comté, Besançon, juin 2007.

UNE SÉRIE À LA GLOIRE DU PASSÉ... ET DU PRÉSENT

Deng Xiaoping, vedette cathodique

Pour la plupart des Chinois, Deng Xiaoping reste le responsable communiste qui a ouvert le pays, l’orientant vers la prospérité et le capitalisme. Une figure que l’équipe au pouvoir entend valoriser. Ne lésinant pas à la dépense, elle a imaginé un feuilleton-fleuve salué par un certain succès populaire. Les téléspectateurs ont découvert un homme dans les divers aspects de la vie, loin de l’image habituelle du dirigeant-qui-sait-tout.

PAR JORDAN POUILLE *

AU fond d’une maisonnette, un père frictionne le dos de son enfant paralégique. Tendresse des regards, pudeur des silences : le (prochain) dirigeant chinois Deng Xiaoping veille au confort de son fils Pufang, défencéstré, depuis le troisième étage de son université, par des gardes rouges lors de la Révolution culturelle huit ans plus tôt. Ainsi s’ouvre le feuilleton.

Du 8 août au 8 septembre derniers, du lundi au vendredi, deux épisodes quotidiens de quarante-cinq minutes ont été proposés aux téléspectateurs de CCTV-1, la première chaîne de la télévision d’Etat. Cette série déroule la vie et l’œuvre du Petit Timonier, comme on l’appelle, entre 1976 et 1984 (donc avant la répression du mouvement étudiant place Tiananmen, en 1989). L’événement télévisuel coïncide avec les célébrations du 110^e anniversaire de la naissance de Deng Xiaoping, qui a impulsé l’ouverture chinoise à partir de 1979.

Le premier épisode décrit le quotidien routinier de Deng, entouré de sa famille et toujours assigné à domicile, à la mort de Mao Zedong, le 9 septembre 1976. La Révolution culturelle n’est pas officiellement terminée : quelques hommes à lunettes – des intellectuels persécutés –

nettoient encore les latrines publiques de son *hutong* pékinois. Des messages révolutionnaires tapissent toujours le mur de la Liberté, dans le quartier de Xidan, à l’ouest de la Cité interdite. Mais l’armée procède à l’arrestation de la « bande des quatre », « pour éviter que la Chine ne sombre dans le chaos », dit un officier. Apprenant la nouvelle, l’épouse de Deng pleure à chaudes larmes, tandis que son mari s’allume une énième cigarette puis enlace ses enfants. Leur captivité s’achève. Deng ne sera plus persécuté et peut rêver d’un nouveau destin.

La pratique, critère de la vérité

LA série a été gravée sur dix mille DVD, distribués tous azimuts aux édiles du PCC, « pour solliciter leur avis » selon *Le Quotidien du peuple* (1). Une avant-première a été organisée dans le Grand Hall du peuple, et des séances programmées dans les écoles du Sichuan, d’où le héros est originaire. La proximité – tel semble être le maître mot des réalisateurs. Deng était fils de paysans, le comédien l’incarnant adopte un fort accent sichuanais. Lorsque, dès 1977, le PCC lui confie à nouveau des responsabilités, dans la science et l’éducation d’abord, l’homme invite des laborantins dans le meilleur hôtel de la capitale. Il leur caresse les mains, leur parle douce-

Cinq années de préparation, cent douze jours de tournage, sept mois de montage et 120 millions de yuans (15 millions d’euros) : *Deng Xiaoping au carrefour de l’histoire* – c’est le titre – rivalise de moyens avec des séries plus frivoles comme *La Légende de Zhen Huan* ou *Le Fabuleux Détective Di Renjie*. Deux officiels prestigieux figurent sur le générique, en qualité de consultants : MM. Leng Rong, chef du département central du travail et de l’organisation du Parti communiste chinois (PCC), et Wang Dongming, chef du parti dans la ville natale de Deng.

ment. Deng revêt très vite l’habit d’un réformateur au cœur tendre.

Le feuilleton donne aussi à voir un dirigeant pragmatique, obsédé par la remise en route d’un pays mis à genoux par des décennies de violence révolutionnaire. Sa fameuse maxime – « *La pratique est le seul critère de la vérité* » – semble être appliquée à la lettre par le réalisateur lui-même : quand un épisode se concentre sur les choix du pouvoir, le suivant aborde leur mise en application, sur le terrain. Ainsi, après l’annonce de la réouverture des universités et de l’organisation d’examens d’entrée pour tous, en 1978, la série s’offre une longue

plongée dans ces fermes où une génération entière de jeunes urbains fut déportée jusqu’à la fin des années 1970.

Les chiffres d’audience restent un mystère, mais la série paraît avoir trouvé son public. « *En Chine, la politique est une chose que les gens n’observent que de l’extérieur. Ici, le téléspectateur est convié à des tas de réunions à huis clos ! On nous montre que le mécanisme du pouvoir est complexe, que les décisions ne sont pas prises par un seul homme, comme on nous l’a fait croire naïvement pendant si longtemps* », raconte Mme Ding Ding, 34 ans, employée pékinoise et fidèle de la série, qu’elle regarde à sa convenance en la téléchargeant sur Internet. Comme beaucoup de Chinois.

Faisant le deuil de son passé révolutionnaire, la Chine entame un virage capitaliste à l’arrivée de Deng. La série le montre missionnant trois mille officiels pour visiter des usines, des mines, des ports, des universités et des instituts de recherche à l’étranger.

Lors d’un voyage officiel au Japon, à un journaliste nippon intrépide, Deng exprime sa position sur la souveraineté disputée des îles Diaoyu/Senkaku. « *Il est bon de mettre ce sujet de côté pendant au moins dix ans. Les générations suivantes pourront gérer et trouver une solution.* » Un coup d’épaule télévisuel à l’actuel président Xi Jinping, alors que cette question occupe le cœur de

sa politique étrangère et alimente la propagande intérieure.

Le feuilleton fonctionne ainsi comme une cérémonie de passage de témoin, une transmission de flambeau cathodique entre le visionnaire de l’époque et le dirigeant d’aujourd’hui. « *Les téléspectateurs pourront voir que Xi Jinping a le même sens du devoir que Deng Xiaoping* », s’enflamme le 13 août *Le Quotidien du peuple* pour promouvoir la série télévisée (2). Une semaine plus tard, dans le palais de l’Assemblée du peuple, M. Xi prononce un discours dithyrambique à l’égard de Deng – le terme « grandeur » est utilisé vingt-trois fois – avant de clamer : « *Nous poursuivrons sur la voie de la réforme et de l’ouverture sans hésitation* (3). »

Mais, s’il y a un ingrédient de la série sur lequel ni les comédiens ni les officiels du Parti communiste chinois n’ont pu intervenir, c’est la couleur grise du ciel pékinois. Ce « smog » des années 2010, fruit d’un développement à marche forcée, s’est invité presque à chaque épisode.

(1) « Une série sur Deng Xiaoping lève le voile sur des années clés », *Le Quotidien du peuple*, 13 août 2014, <http://french.peopledaily.com.cn>

(2) *Ibid.*

(3) « Xi Jinping perpétue l’héritage de Deng Xiaoping en maintenant la voie unique de la Chine », *Xinhua*, 20 août 2014, : <http://french.xinhuanet.com>



BERNARD RANCILLAC. – « La Malle de Chine », 1992

RETRAIT DES TROUPES AMÉRICAINES, DIVISIONS INTERNES

L'Afghanistan ne croit pas à la paix

Le départ de la quasi-totalité des troupes américaines et de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) d'ici au 31 décembre 2014 marque la fin d'une intervention commencée il y a treize ans, au lendemain du 11-Septembre. Aucun des objectifs proclamés par Washington n'a été atteint : ni la démocratie ni la stabilité. Et les talibans menacent le fragile pouvoir installé à Kaboul.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
CAMELIA ENTEKHABIFARD *

« **L**A paix est notre ambition nationale. Si faire la paix en Afghanistan était une tâche facile, elle aurait été accomplie depuis longtemps. » Ainsi s'exprimait le nouveau président afghan Ashraf Ghani au cours d'une conférence de presse tenue à Kaboul le 1^{er} novembre 2014, à son retour d'un voyage en Chine. Cet objectif semble, en effet, plus éloigné que jamais.

Son prédécesseur, M. Hamid Karzaï, s'était détourné de ses principaux soutiens et alliés occidentaux quand ceux-ci, et notamment Washington, ne l'avaient que mollement soutenu face aux accusations de fraude à grande échelle ayant entaché le scrutin présidentiel de 2009. Il ne s'était jamais réconcilié avec le président Barack Obama et ne faisait plus confiance aux Etats-Unis pour mener à bien les pourparlers de paix avec les talibans. Il avait donc décidé de négocier directement avec ces derniers, sans associer Washington. M. Karzaï était persuadé qu'il n'y avait qu'un moyen de résoudre le problème du

terrorisme et des activités insurrectionnelles : débarrasser le pays des troupes étrangères et s'entendre avec les talibans sans intermédiaires. Ses efforts en vue d'un accord de paix avec ses « *chers frères* », comme il appelait les talibans, se sont poursuivis jusqu'au dernier jour de sa mandature, le 29 septembre 2014, mais sans résultat significatif.

Le président Ghani ne semble pas non plus vouloir des Etats-Unis pour relancer les pourparlers avec les talibans. Si, dans sa recherche de médiateurs, M. Karzaï avait joué la carte du Qatar, son successeur préfère faire appel à l'Arabie saoudite et à la Chine. A la suite de son voyage à Pékin, il a affirmé que les dirigeants chinois, forts de leurs relations avec le Pakistan, pouvaient servir d'intermédiaires avec ce pays qui sert de base arrière aux talibans (1) et faciliter les négociations avec l'organisation du mollah Omar, à l'heure où les troupes étrangères se retirent.

Signe des temps, les riches s'enfuient

DANS la province de Helmand, où les combats ont été particulièrement rudes ces dernières années, le *God Save the Queen* a retenti, le 26 octobre, pour marquer la remise aux Afghans du camp Bastion. Les couleurs du Royaume-Uni ont été amenées et pliées pour la dernière fois, symbolisant la fin de la présence britannique. Ce ne sont pas seulement les troupes britanniques qui auront quitté le pays avant la fin de l'année, mais toutes les forces occidentales, à l'exception d'un contingent américain.

C'est précisément ce moment qu'attendent les talibans. Ils comptent profiter du retrait et de la faiblesse des forces locales pour lancer une nouvelle et puissante offensive contre le gouvernement central, alors que la qualité des troupes afghanes est sérieusement mise en doute. Au cours des treize dernières années, de nombreux cadres militaires parmi les plus qualifiés et les plus influents ont été assassinés. Les talibans ont consciencieusement éliminé les moudjahidins les plus agueris, notamment ceux provenant de l'Alliance du Nord. De son vrai nom Front national islamique et uni pour le salut de l'Afghanistan, celle-ci a combattu le régime des talibans de la prise de Kaboul en 1996 jusqu'à sa chute en septembre-octobre 2001. Influente dans plusieurs minorités, notamment tadjikes, elle a joué un rôle important au début de la transition, avant d'être marginalisée par M. Karzaï au profit des Pachtounes (2). Parmi les survivants de l'organisation, beaucoup se consacrent désormais à leurs ambitions personnelles ou s'apprentent à prendre leur retraite. En conséquence, il ne reste plus assez d'hommes d'expérience pour unifier les forces armées.

A Kaboul, la plupart des Afghans ordinaires rencontrés ne croient pas que les militaires puissent assurer leur protection. Haydar, âgé de 37 ans, est employé de bureau et gagne environ 160 euros par mois pour nourrir sa femme et ses trois enfants. « *Les riches peuvent partir, se plaint-il, mais nous, nous n'avons nulle part où aller. Nous n'avons pas d'armes et nous ne pourrions pas nous battre si les talibans reviennent.* » Il a combattu naguère contre eux dans le Nord. « *Les choses ont beaucoup évolué au cours des treize dernières années et nous ne voulons pas reprendre la lutte.*

Je suis marié, j'ai fondé une famille et je veux la paix. Mais après ces élections truquées et le départ des troupes étrangères, l'idée de paix paraît irréaliste.

Si, pour les Occidentaux, la guerre est terminée, il n'en est rien pour les Afghans. Les mois de septembre et d'octobre ont été très meurtriers, et l'on s'attend à ce que la liste des victimes s'allonge. Dès la fin de l'année, les troupes afghanes ne seront plus appuyées par celles de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), ni au sol ni dans les airs. Les Afghans devront se défendre seuls. Sans armement lourd et sans capacité aérienne, il est douteux qu'ils soient à même de prendre en charge la sécurité de leur pays.

Car, malgré des milliards de dollars dépensés et la mort de deux mille trois cent quarante-neuf de leurs soldats, les Etats-Unis ont échoué à établir la paix et la démocratie. Le bilan des Afghans tués est lourd, même s'il est très difficile d'obtenir des chiffres précis : sans doute des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de réfugiés. Le commandement américain a estimé qu'entre sept mille et neuf mille soldats ou policiers ont été tués ou blessés en 2014. Et, d'après le décompte de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan, mille cinq cent soixante-quatre civils ont trouvé la mort au cours du premier semestre 2014.

Depuis le début de la « guerre contre le terrorisme », en 2001, la mission américaine poursuivait deux objectifs. D'une part, combattre Al-Qaïda, les talibans et les rebelles tout en aidant à la reconstruction du pays. D'autre part, suivre de près la situation politique en ramenant à la raison les « seigneurs de guerre » dissidents et autres dirigeants influents, afin de stabiliser la situation interne.

L'élection présidentielle à deux tours (5 avril et 14 juin 2014) a été, une nouvelle fois, caractérisée par des fraudes massives, dénoncées par tous les observateurs internationaux. Une paralysie politique de trois mois s'est ensuivie, qui a mené le pays au bord de la guerre civile. Contre toute attente, M. Ghani était annoncé vainqueur, ce que contestait son adversaire, M. Abdullah Abdullah. A ce moment si critique, le président Obama n'a trouvé qu'un pis-aller : cette démocratie fêlée, sur le point de tomber en



WWW.RIVERBOOM.COM/INSTITUTE

COLLECTIF RIVERBOOM. – « Bang », Afghanistan, 2009

mille morceaux, a été rafistolée par des médiateurs américains pour permettre le retrait des troupes à la fin de l'année.

La solution a été d'obtenir une forme de partage du pouvoir. Après deux visites du secrétaire d'Etat John Kerry, quelques appels téléphoniques du président Obama et les efforts intensifs de l'ambassadeur américain à Kaboul, un accord a été entériné par les candidats rivaux : M. Ghani a été proclamé président tandis que M. Abdullah était nommé « chef de l'exécutif » au sein du nouveau gouvernement, une fonction qui n'existe pas dans la Constitution et dont les attributions sont floues. Cet accord est très fragile. A la veille même des cérémonies d'investiture, une querelle a éclaté entre les deux hommes sur la répartition des bureaux, et M. Abdullah a menacé de ne pas y prendre part. Il sera dur de maintenir l'entente pendant cinq longues années.

M. Abdullah est connu dans tout le pays pour avoir combattu les talibans aux côtés d'Achmed Chah Massoud, commandant de l'Alliance du Nord jusqu'à son assassinat le 9 septembre 2001 par Al-Qaïda. Homme politique d'envergure nationale, il fut ministre des affaires étrangères pendant la présidence Karzaï. Il entretient de bonnes relations avec la majorité des tribus et des groupes ethniques, qui le soutiennent et lui font confiance. La famille de son père est pachtoune (de la ville de

Kandahar), sa mère, tadjike. Il a toujours vécu en Afghanistan.

M. Ghani appartient à la principale ethnie du pays, les Pachtounes, mais il a surtout vécu en Occident. Bien qu'il ait été ministre des finances de M. Karzaï, il est demeuré inconnu de la plupart des Afghans jusqu'au second tour de l'élection. En revanche, il jouit d'une certaine notoriété à l'étranger en tant qu'ancien collaborateur de la Banque mondiale et candidat malheureux au poste de secrétaire général des Nations unies pour succéder à M. Kofi Annan.

Ces deux anciens rivaux sont donc censés travailler ensemble, alors que l'Afghanistan connaît ses heures les plus difficiles depuis le renversement des talibans en 2001. Situation à laquelle le pays doit faire face avec seulement trois cent vingt-cinq mille militaires et policiers, eux-mêmes peu convaincus de leur efficacité. Les Etats-Unis et l'OTAN ont conduit une évaluation des capacités des forces de sécurité afghanes, dont les résultats ont été classés secrets en juillet dernier. Mais peu d'observateurs doutent de ses conclusions. Alors que, depuis 2001, les contribuables américains ont dépensé plus de 50 milliards de dollars pour former et équiper les forces de sécurité afghanes, leur résilience, leurs compétences et leur empressement à prendre réellement en charge la sécurité de la nation sont sujettes à caution. Les talibans ont d'ailleurs gagné du terrain dans

le Sud, et notamment dans la province de Helmand depuis l'évacuation des troupes britanniques.

Pourtant, les Etats-Unis sont décidés à se retirer à tout prix, quel que soit le sort réservé aux Afghans. En mai 2014, le président Obama avait déclaré que leur mission de combat serait achevée avant la fin de l'année, et qu'à partir du 1^{er} janvier 2015 ils se contenteraient de « *former les forces afghanes et de soutenir les opérations menées contre ce qui reste d'Al-Qaïda* ». Toutefois, face à la gravité de la situation, le président a autorisé leur participation directe aux combats jusqu'en 2016, selon le *New York Times* (21 novembre). Les neuf mille huit cents soldats affectés à ces missions seront tous partis avant la fin de cette même année.

Ne pouvant donc plus compter sur les puissances occidentales, occupées par le combat contre l'Organisation de l'Etat islamique, le pouvoir afghan se sent abandonné. C'est pourquoi il se tourne vers des puissances asiatiques, principalement la Chine, afin de ne pas connaître le même sort que l'Irak. De nombreux Afghans craignent pour leur avenir. Ils ne croient guère à la réussite de la coalition gouvernementale conduite par MM. Ghani et Abdullah. Signe des temps, ceux qui ont fait fortune pendant ces treize années de présence militaire internationale s'emprescent d'expédier leurs avoirs et leurs affaires hors du pays. L'un d'eux, qui tient à garder l'anonymat, a maintenant transféré son entreprise de sécurité à Dubaï pour monter des projets avec des partenaires étrangers en Irak et dans les pays du Golfe. Il n'est pas le seul. Ces riches entrepreneurs ont tiré la leçon de ce qui s'est passé en Irak et placent leurs avoirs aux Emirats arabes unis. Paradis fiscal pour un argent facilement gagné, les Emirats offrent un environnement sûr pour les familles exilées. Des responsables d'agences immobilières à Dubaï confirment que, depuis l'élection présidentielle, les clients originaires d'Afghanistan sont plus nombreux.

Pour le président Obama, la guerre sera bientôt finie. Il pourra se féliciter d'avoir tenu la promesse faite devant son peuple de retirer les *boys* d'Afghanistan. Quant à la plupart des habitants de Kaboul et des autres grandes villes afghanes, ils redoutent cette période de transition, alors que le nouveau gouvernement n'a pas trouvé ses marques.

(1) Lire Georges Lefeuvre, « La frontière afghano-pakistanaise, source de guerre, clef de la paix », *Le Monde diplomatique*, octobre 2010.

(2) Les Pachtounes forment environ 40 % de la population, les Tadjiks de 25 à 30 %, les Hazaras (chiites) de 9 à 19 % et les Ouzbeks de 6 à 9 %, en fonction des estimations.

Vous aussi, soutenez « Le Monde diplomatique »

**DEPUIS L'ANNÉE DERNIÈRE,
NOUS AVONS REÇU 3 045 DONS DÉFISCALISÉS ***

Je fais un don de €

au profit exclusif de **MONDE diplomatique**

Et je libelle mon chèque à l'ordre de :
Presse et pluralisme / Opération *Le Monde diplomatique*

Je précise mes coordonnées

(afin que Presse et pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction d'impôt sur le revenu 2014, acquitté en 2015)

Les informations recueillies sont indispensables au traitement de votre don. Elles sont enregistrées dans le respect de la loi informatique et libertés. Vous bénéficiez, sur simple justification de votre identité, d'un droit d'accès et de rectification sur toutes ces informations.

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Courriel

Téléphone

Coupon à compléter et à retourner, accompagné de votre chèque, exclusivement à : Presse et pluralisme, TSA 32649, 91764 Palaiseau Cedex

* Les dons aux journaux ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 66 % du montant versé, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi, lorsque vous versez 100 euros au « Diplo », vous déduisez 66 euros de votre impôt ; il ne vous en coûte donc que 34 euros.

Plus rapide, par Internet : www.monde-diplomatique.fr/dons

Projet pour

Alors que la presse française titube, l'exigence s'affirme d'un modèle radicalement différent. Quel serait son cahier des charges ? Produire une information de qualité soustraite à la loi du marché comme aux pressions du pouvoir, loger numérique et papier à la même enseigne, inventer un mode de financement solide et juste. Surprise, les outils nécessaires à la mise en place d'un tel système sont sous nos yeux.

PAR PIERRE RIMBERT

NAGUÈRE, les nouveaux riches soucieux de parfaire leur intégration à la bonne société s'offraient un haras, une voiture ancienne ou une villa à Cabourg. Désormais, pour asseoir leur statut, ils s'achètent un journal. MM. Bernard Arnault et François Pinault, deuxième et troisième fortunes françaises, ont depuis longtemps chacun le leur, respectivement *Les Echos* et *Le Point*. Les voici rejoints par de nouveaux venus, MM. Xavier Niel et Patrick Drahi, industriels des télécommunications, renfloeurs respectifs du *Monde* (2010) et de *Libération* (2014). Financiers autant que philanthropes, ils ont inauguré leur magistère par une réduction drastique des dépenses. Paradoxe : les moyens techniques et intellectuels nécessaires pour produire et diffuser une information de qualité abondent ; mais, à de rares exceptions près, la presse imprimée et numérique chancelle, incapable de juguler la dégradation de ses contenus et de stabiliser son assise économique.

A s'en tenir aux trois dernières décennies, on repère une séquence presque toujours identique. Un journal, ou un groupe de presse, frappé par la baisse des ventes ou l'amenuisement de ses ressources publicitaires cherche des capitaux ; l'arrivée

d'un investisseur s'accompagne d'un plan social et de la réduction des moyens rédactionnels ; le titre redémarre avec une dépendance accrue vis-à-vis du pôle économique. « Nous connaissons assez le capitalisme pour savoir qu'il n'y a pas de séparation entre le contrôle et la propriété », expliquaient les rédacteurs du *Wall Street Journal* (1^{er} août 2007) après la reprise du quotidien d'affaires par le magnat de la presse Rupert Murdoch. Et la routine reprend, jusqu'à la prochaine crise.

Libération a été racheté successivement par M. Jérôme Seydoux en 1995, par M. Edouard de Rothschild en 2005, puis par MM. Bruno Ledoux et Drahi en 2013-2014, comme on se repasse une patate chaude – encore que ses colonnes évoquent plutôt une purée tiède. Au *Monde*, les restructurations du capital s'enchaînent à un rythme quasi quinquennal : 1985, 1991, 1995, 1998, 2004, 2010. En l'espace d'une décennie, *Les Echos*, *Le Figaro*, *L'Express*, *Marianne*, *Le Nouvel Observateur* ainsi qu'une ribambelle de quotidiens régionaux et d'hebdomadaires locaux ont eux aussi tendu les bras vers le même horizon, la même illusion : s'acheter un surcroît de survie au prix d'un nouveau propriétaire. Pour *La Tribune* et *France-Soir*, le rideau final est tombé.

Le modèle mixte expire

AN croire les analystes dominants de la presse, deux facteurs favorisent les sinistres à répétition. Le premier tiendrait au poids écrasant du Syndicat du livre, qui pousserait l'inconvenance jusqu'à payer les ouvriers d'impression et de distribution presque aussi bien que des cadres. Le second remonterait à l'immédiat après-guerre et aux fameuses ordonnances de 1944 : le propriétaire d'un quotidien d'information générale et politique ne peut posséder un autre titre de cette catégorie. Dit autrement, l'Etat proscrit alors la concentration de la presse la plus sensible sur le plan idéologique et politique. Cette disposition, conforme aux préconisations du Conseil national de la Résistance, fut transgressée par des personnages comme Robert Hersant, qui bâtit un empire en rachetant des quotidiens régionaux à coups de millions gagnés dans la presse magazine, non concernée par les ordonnances. Entre autres effets pervers, expliquent les adversaires de la réglementation, ces dispositions auraient engendré une sous-capitalisation structurelle de la presse française. Ainsi les journaux pâtiraient-ils de l'absence de groupes médiatiques capables, à l'instar de Springer et de Bertelsmann en Allemagne, de Pearson au Royaume-Uni ou de News Corporation de M. Murdoch, d'absorber les chocs de la conjoncture. Pareille défaillance aurait ouvert la voie aux amateurs de danseuses qui s'offrent un journal non point comme un actif mais comme un levier d'influence (1).

Ni les dérives de la presse contrôlée par M. Murdoch ni les restructurations du capitalisme médiatique outre-Rhin n'ont entamé la certitude des dirigeants de la presse française : chacune de leurs difficultés, pensent-ils, appelle une solution financière au coup par coup. Et qu'importe le sort du concurrent si l'on parvient à restaurer pour un temps ses fonds propres. Avec la montée en puissance du numérique et l'évaporation des ressources publicitaires, il devient difficile d'échapper à l'évidence : le véritable problème se pose non pas à l'échelle d'un titre en particulier mais à l'ensemble de la

production d'information ; il ne provient pas d'une sous-capitalisation mais, précisément, des contraintes exercées par la capitalisation elle-même.

Pareille cécité tient à une ambivalence vieille de deux siècles : l'information est pensée comme un bien public, mais produite comme une marchandise. Substrat indispensable à la formation des jugements politiques, elle concourt à forger des esprits libres, des imaginaires collectifs, des groupes mobilisés. C'est l'arme à mettre entre toutes les mains. Et parce qu'aucune société émancipée ne saurait s'en priver, l'Assemblée constituante de 1789 proclame que « la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme » et que « tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement » (2). Hélas, le législateur, toujours plus à l'aise dans la poésie des idées que dans la prose du quotidien, n'a pas sanctuarisé les moyens de son ambition. Enquêteur, corriger, mettre en pages, stocker, illustrer, maquetter, administrer et, en ce qui concerne la presse imprimée, fabriquer et distribuer, tout cela coûte cher. Et bientôt le droit « universel » de « répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit » (3) se mue en un privilège – celui d'une poignée d'industriels suffisamment fortunés pour s'offrir les grands moyens d'information.

Au fil du temps, le double caractère idéalement collectif et concrètement marchand de l'information s'est sédimenté sous la forme d'une tension entre le marché et l'Etat. Le premier produit et diffuse ; mais sa logique de course à l'audience par le racolage tire la qualité vers le bas. Le second régule, avec un zèle mollissant, et subventionne, mais sans discernement : 1,6 milliard d'euros accordé chaque année à l'ensemble du secteur. Pour les périodiques d'information politique et générale, les subsides représentent plus de 19 % du chiffre d'affaires. La persistance de ces aides publiques massives mais passives exprime la reconnaissance implicite d'une situation dérogatoire au droit commun des affaires : pas plus que l'éducation ou la



CHARLES GIULIOLI. – « Un chemin possible », 2014

santé, l'information de qualité ne saurait s'épanouir sous la férule de l'offre et de la demande. Détourné de l'intérêt général vers les conglomerats commerciaux, le modèle mixte expire (4).

Sur quelles bases économiques construire un nouveau système respectueux du cahier des charges minimal qu'imposent les leçons de l'histoire, une information conçue comme bien public échappant simultanément aux contraintes économiques et aux pressions politiques de l'Etat ?

La question fouette les imaginations depuis des lustres : nationalisation des infrastructures proposée par Léon Blum en 1928 (*lire l'encadré ci-dessous*), création de sociétés de presse à but non lucratif réclamée par les sociétés de rédacteurs dans les années 1970 (5), mise en place d'une fondation nationale. A rebours des rêveurs, et alors que la poussée numérique porte le système au bord de l'éclatement, les gouvernements successifs limitent leur audace à la pose de rustines.

Paradoxalement, imaginer une refondation pérenne des médias écrits d'intérêt général ne requiert pas un effort d'imagination surhumain. Trois éléments permettent de charpenter un cadre. Le premier consiste à distinguer radicalement la presse d'information ayant vocation à alimenter le débat public de la presse récréative. Si les deux genres peuvent se prévaloir d'une égale dignité, seul le premier joue un rôle-clé dans l'exercice par tous de la chose publique, ce qui fonde sa légitimité à percevoir des financements de la collectivité. Sur les 4 726 publications recensées en France par la direction générale des médias et des industries culturelles en 2012, à peine plus de 500 répondaient à la qualification de presse nationale ou locale d'information politique et générale, dont 75 quotidiens et près de 300 hebdomadaires. Le reste mêle publications spécialisées grand public ou techniques, un océan de

papier où 838 trimestriels de loisirs et 181 mensuels consacrés aux services marchands voisinent avec une poignée de périodiques ayant sans doute vocation à migrer dans la première catégorie.

L'administration fiscale reconnaît d'ailleurs implicitement la distinction dans l'article 39 bis A du code des impôts, puisque celui-ci circonscrit l'exonération sur les bénéfices aux sociétés « exploitant soit un journal quotidien, soit une publication de périodicité au maximum mensuelle consacrée pour une large part à l'information politique et générale, soit un service de presse en ligne (...) consacré pour une large part à l'information politique et générale ». Allons un peu plus loin : les titres consacrés au divertissement assumeront leur statut de marchandise, ceux dévolus à l'information revendiqueront celui de bien collectif, avec ses servitudes et son... Service commun.

Car le deuxième principe du modèle proposé repose sur la création d'un service mutualisé d'infrastructures de production

Partager les infrastructures

EN matière d'impression, d'administration et de logistique, la mutualisation engendrerait d'importantes économies d'échelle. Du reste, son principe ne représente pas une percée conceptuelle inédite : de nombreux services et industries de réseau (télécoms, transports, énergie) mutualisent des infrastructures coûteuses à construire et à entretenir. Si la concurrence règne en aval parmi les acteurs, tous empruntent le même réseau, qui forme ce que les économistes appellent un « monopole naturel » – chaque compagnie aérienne ne construit pas son aéroport. Côté numérique, le Service s'accorde harmonieusement avec le style de travail collaboratif des développeurs de logiciels libres habitués à partager leurs trouvailles ; sa centralisation et ses moyens lui font remplir l'obligation de

et de distribution de l'information. Du journaliste au kiosquier ou à la page Web, la presse forme une chaîne humaine et technique. Situés au centre du processus, les travailleurs intellectuels négligent volontiers les autres maillons. D'autant que la division technique et sociale du travail mise en place après la seconde guerre mondiale a peu à peu entériné la séparation des activités d'impression, de diffusion, de gestion des abonnements (généralement externalisées), de développement informatique, enfin de production du journal proprement dit. Cette dispersion conduit à une impasse.

Le Service commun procurerait aux journaux – imprimés ou en ligne – non seulement les imprimeries, le papier, les messageries qui acheminent les liasses, une partie des kiosques, mais également des locaux, des serveurs, des outils de stockage et de diffusion, des moyens de recherche et de développement. Il fournirait à toutes les entreprises de presse d'intérêt général les services administratifs, comptables, juridiques, commerciaux, et opérerait une plate-forme commune d'abonnement, de paiement et de gestion de bases de données. Il rémunérerait des techniciens, des développeurs et des « bidouilleurs » informatiques qui, tout en restant intégrés au sein des équipes de chaque titre, collaboreraient pour améliorer les applications, accroître la qualité et la puissance du kiosque en ligne, s'assurer de la sécurité des données personnelles, améliorer la lisibilité des sites et inventer de nouvelles conceptions graphiques. Le Service intégrerait l'ensemble de la filière. De haut en bas, il engloberait les infrastructures de l'Agence France-Presse et prendrait en charge le salaire, enfin porté à un niveau décent, des kiosquiers. Au centre, il financerait celui des correcteurs, secrétaires de rédaction, maquettistes, photograpeurs, graphistes... dont les postes se trouvent actuellement menacés d'éradication par la course à l'automatisation, mais sans lesquels un texte prend des allures de fleuve gris.

Dans ces conditions, la masse salariale des entreprises de presse se réduirait aux seuls journalistes – encore que cette exception, qui vise essentiellement à tuer dans l'œuf le soupçon de sovietisme qu'une telle organisation collective ne manquera pas d'éveiller chez les défenseurs de l'irréductible individualité des rédacteurs, ait vocation à se résorber. En attendant, la différence d'employeur n'affecterait pas les collectifs de travail : les équipes ne seraient pas séparées en fonction de leur mode de rémunération et continueraient à travailler sous le même toit.

sécurité et de confidentialité des données personnelles plus facilement que dans la configuration actuelle, où s'empilent des dizaines de prestataires privés. Au moment où les géants du Web transforment ces informations en marchandise, cette qualité ne relève pas de l'anecdote.

A qui profiterait la mutualisation et à quelles conditions ? A toute la presse d'information d'intérêt général, sans distinction d'opinion, de prestige ou de taille, pourvu que ses éditeurs adoptent le statut d'entreprise à but non lucratif (le bénéfice n'est pas distribué aux actionnaires), ne possèdent pas plus d'un titre dans chaque type de périodicité (quotidien, hebdomadaire, etc.) et proscrivent toute publicité de leurs colonnes ainsi que de leurs écrans. C'est-à-dire non seulement la réclame classique, sous forme d'inserts, de bannières ou de vidéos surgissantes, mais également les diverses formes d'écriture publiédactionnelle que les services marketing promeuvent au sein des rédactions. L'intention ici n'est pas de réduire l'information à un noyau sec dépourvu de pulpe, d'imprévu et de fantaisie, mais plutôt de s'assurer qu'elle

(1) Cette thèse convenue est défendue notamment par l'historien Patrick Eveno. Cf. *Histoire du journal Le Monde. 1944-2004*, Albin Michel, Paris, 2004.

(2) Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, article 11.

(3) Déclaration universelle des droits de l'homme, article 19.

(4) Lire Sébastien Fontenelle, « Aides à la presse, un scandale qui dure », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.

(5) Lire « Sociétés de rédacteurs, un rêve de journaliste », *Le Monde diplomatique*, mai 2007.

ET DE L'ÉTAT EN CRÉANT UN SERVICE MUTUALISÉ

une presse libre

réponde au désir des rédacteurs et à l'intérêt des lecteurs plutôt qu'aux exigences des annonceurs.

La mise en place de ce modèle provoquerait à coup sûr un grand courant d'air frais : créer ou reprendre un journal ou un site d'information serait d'autant plus facile que les dépenses se limiteraient aux salaires des seuls journalistes, le reste étant fourni par le Service. Enfin pourvue de moyens, la presse « alternative » pourrait sortir des marges.

Comment financer le Service ? C'est le troisième et dernier pilier du système, le point où s'apprécie la crédibilité de l'ensemble. Dans notre schéma, les recettes des ventes couvrent les salaires des journalistes ainsi qu'une partie des dépenses mutualisées (environ la moitié, lire l'encadré ci-dessous). Reste à trouver une source pérenne qui remplace à la fois les aides publiques, supprimées, et la publicité, abolie. Il faut écarter d'emblée deux solutions souvent avancées en pareilles circonstances : d'une part, l'impôt, qui présente le risque de soumettre l'information à une tutelle trop directement politique ; d'autre part, la philanthropie – dont dépendent par exemple la plate-forme d'enquête ProPublica et l'orga-

nisation First Look Media –, qui subordonne le sort de l'information à la générosité de quelques milliardaires.

Le mode de financement qui ne doit rien au marché ni à l'État existe déjà : la cotisation sociale. Sa puissance a fondé le succès de la Sécurité sociale et assuré le versement depuis des décennies des pensions de retraite. Le sociologue Bernard Friot (6) y voit à la fois le produit des luttes sociales passées et l'embryon d'une société enfin soustraite aux forces du marché. Les gouvernants s'acharnent sur cette preuve en actes que le tous-pour-chacun fonctionne au moins aussi bien que le chacun-pour-soi. Contrairement à l'impôt, la cotisation socialise une partie de la richesse produite par le travail avant que les salaires ne soient payés et le capital rémunéré. Versée aux caisses (santé, retraite, famille), elle n'entre pas plus dans les budgets de l'État qu'elle ne sert de support spéculatif. Pourquoi, plaide Friot, ne pas étendre ce schéma à l'ensemble de l'économie ? En attendant que le rapport de forces politique permette l'accomplissement d'un tel projet, une application sectorielle s'envisage aisément : la création d'une cotisation information financera le Service. Au fond, quoi de plus logique que cette conquête sociale prenne en charge un bien collectif ?

Ni impôt ni publicité

D'AUTANT que l'effort n'en serait pas un. Nos calculs (lire l'encadré ci-contre) montrent que les besoins annuels de financement s'élèvent à 1,9 milliard d'euros, un chiffre à comparer au 1,6 milliard d'aides à la presse, lesquelles seront supprimées. Ce montant correspond à un taux de cotisation information de 0,1 % assis sur la valeur ajoutée et acquitté par toutes les entreprises et administrations. Pour la collectivité, la différence avec le modèle en vigueur représente donc un surcoût de 300 millions d'euros. C'est le prix d'une information libre : moins d'un tiers de la rallonge budgétaire de 1 milliard d'euros accordée par le gouvernement à Dassault en janvier dernier pour moderniser le chasseur-bombardier Rafale...

Dès lors, les sociétés de presse d'intérêt général n'auraient plus pour seule dépense que les salaires des journalistes, que financerait la vente des journaux en ligne ou imprimés – l'excédent étant reversé au Service. Quant aux formidables économies d'échelle engendrées par la mutualisation, elles se traduiraient par une baisse significative du prix des journaux en ligne et imprimés.

Aux sceptiques qui jugeraient irréaliste l'idée d'un financement par une nouvelle cotisation, il n'est sans doute pas inutile de rappeler que, au-delà du système paritaire hérité de l'après-guerre, elle fut discrètement mise en œuvre en 2010 par... M. Nicolas Sarkozy pour remplacer la défunte taxe professionnelle. Ce prélèvement, baptisé cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), s'applique actuellement aux sociétés à un taux variant entre 0,5 % et 1,5 % en fonction du chiffre d'affaires. Son produit, alloué au financement des investissements locaux (routes, ponts), a dépassé les 15 milliards d'euros en 2013, mais il ne fait pas l'objet d'une gestion paritaire et fonctionne comme un impôt.

Différenciation radicale entre presse d'intérêt général et presse de divertissement, création au bénéfice de la première d'un service mutualisé d'infrastructures, financement par une cotisation information : ces piliers reposent sur des principes juridiques et des outils fiscaux qui existent. Ils esquissent un système capable de conjuguer qualité et pérennité, adapté aussi bien à l'imprimé qu'au numérique, potentiellement extensible à l'audiovisuel ainsi qu'aux plates-formes de diffusion vidéo numérique. Ils limitent l'appropriation privée des moyens écrits d'information d'intérêt général sans pour autant en transférer le contrôle à l'État : les entreprises de presse demeurent dans leur diversité mais avec un statut non lucratif, un périmètre salarial restreint aux journalistes, une interdiction de la concentration. L'appropriation privée des médias écrits telle qu'elle se pratique en France depuis des décennies relève d'ailleurs plus de la prestidigitation que du capitalisme d'investisseurs, puisque, tous comptes faits, les sommes versées par les industriels pour acheter la presse s'avèrent bien maigres

comparées aux prodigalités publiques. MM. Bergé, Niel et Pigasse ont acheté *Le Monde* en 2010 pour 60 millions d'euros ; entre 2009 et 2013, l'État a versé 90 millions d'euros à ce groupe (sans compter les aides indirectes). Cette année, M. Drahî a déboursé 14 millions d'euros pour acquérir une moitié du capital de *Libération* ; mais, rien qu'entre 2012 et 2013, la puissance publique a gratifié ce quotidien souffreteux de 20 millions d'euros. Si la règle du « qui finance contrôle » s'appliquait, l'État serait propriétaire d'un très vaste groupe de presse... Notre modèle remet l'économie à l'endroit : la collectivité (par la cotisation) et les usagers (par l'achat) financent les infrastructures communes et jouissent de la concurrence des idées.

La mise en œuvre concrète de l'édifice soulève à l'évidence quantité d'objections. Comment, par exemple, distinguer sans ambiguïté les publications vouées à l'information des titres récréatifs ? Si le renoncement obligatoire à toute forme de publicité opère un tri, des zones floues persistent. En outre, les modalités de séparation s'avèrent délicates : nombre de groupes produisent à la fois une presse informative et une presse récréative, les deux disposant de services communs. La création du Service, l'abolition des aides publiques, la non-lucrativité et la déconcentration inciteraient probablement les industriels à se séparer de l'information pour se recentrer sur le secteur récréatif et spécialisé, lequel bénéficierait du transfert de la publicité bannie des titres d'intérêt général (plus de 1,4 milliard d'euros en 2013 pour la seule catégorie presse d'information politique et générale, une somme largement suffisante pour compenser la suppression des aides d'État).

Qui dirigerait le Service, cet organisme mutualiste comptant à la fois plusieurs milliers de salariés et une grande variété de métiers ? Un mode de gestion paritaire, tel qu'il fut expérimenté au sein des caisses de Sécurité sociale entre 1945 et 1960, découle assez logiquement du mode de financement par la cotisation. Des représentants élus des diverses branches du Service, mais aussi

des éditeurs, des journalistes, des lecteurs définiraient ensemble les besoins à satisfaire, les orientations à prendre, les investissements à réaliser. Mais comment éviter la bureaucratisation, comment engendrer une dynamique commune à des métiers héritiers de traditions fortes mais éclatées ? Arbitrer les conflits et réguler l'allocation des moyens du Service aux publications

requiert des instances reconnues par tous comme légitimes.

Le modèle proposé ici laisse plus de trois points en suspension... Nul ne peut prétendre isoler hermétiquement un secteur des pesanteurs du régime économique et des pouvoirs publics, comme l'éprouvent quotidiennement les personnels d'enseignement, de santé ou de recherche. Il serait toutefois naïf d'attendre qu'un bouleversement social propage ses ondes de choc jusqu'aux industries de la communication pour bâtir un modèle d'information rationnel et désirable. D'autant que, par leur fonctionnement actuel, les médias font obstacle au changement. Notre esquisse lève cet obstacle et propose une application sectorielle, en attendant mieux, d'une économie mutualisée. Avec l'espoir de démentir enfin l'écrivain autrichien Robert Musil, qui déplorait il y a déjà près d'un siècle : « *Les journaux ne sont pas ce qu'ils pourraient être à la satisfaction générale, les laboratoires et les stations d'essai de l'esprit, mais, le plus souvent, des bourses et des magasins* (7). »

PIERRE RIMBERT.

(6) Lire « La cotisation, levier d'émancipation », *Le Monde diplomatique*, février 2012. Cf. aussi *Puissances du salariat*, nouvelle édition augmentée, La Dispute, Paris, 2012, et *Emanciper le travail. Entretiens avec Patrick Zech*, La Dispute, 2014.

(7) Robert Musil, *L'Homme sans qualités*, tome 1, Points, Paris, 2011 (1^{re} éd. : 1930).



CHARLES GIULIOLI. – « Tout bien considéré », 2013

Vers la cotisation information

LA direction générale des médias et des industries culturelles recensait, en 2012, 112 titres nationaux d'information générale et politique et 398 journaux locaux de la même catégorie, sur un total de 4 726 publications éditées en France (1). Par commodité, on suppose le périmètre du Service commun (lire l'article ci-contre) limité à ces 510 titres.

En 2013, le chiffre d'affaires du secteur d'intérêt général s'élève à près de 4 milliards d'euros, soit 1,22 milliard pour la presse nationale et 2,72 milliards pour la presse locale (2). Pour éviter de reconstituer la structure des coûts à partir de chiffres et de données très hétérogènes, on admet que les résultats de cet ensemble sont à l'équilibre (ils sont, en réalité, légèrement bénéficiaires) et donc que le montant total des recettes égale celui des dépenses, soit 4 milliards d'euros.

Pour les entreprises de presse, les diverses exonérations et aides d'État prennent la forme comptable de moindres dépenses (tarif postal sacrifié, TVA à taux super-réduit). Puisque notre modèle abolit ces subsides, il convient d'ajouter au total des dépenses le montant des aides qui profitent spécifiquement au secteur d'intérêt général, soit 791 millions d'euros, arrondis à 800 millions (3).

La somme nécessaire au fonctionnement d'une presse d'intérêt général s'élève ainsi à 4,8 milliards d'euros. Elle se décompose en 800 millions de masse salariale journalistique (4), pris en charge

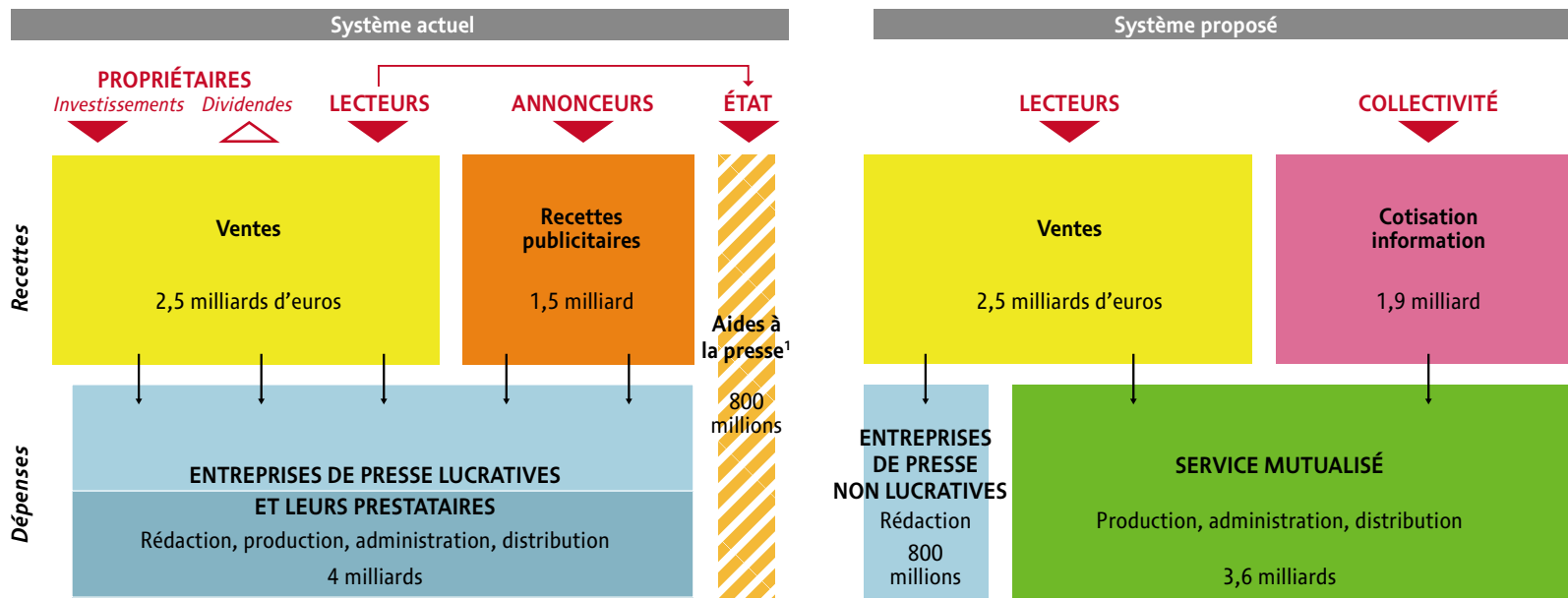
par les entreprises de presse grâce au produit des ventes, et 4 milliards d'euros de besoins de financement du Service.

Trois sources alimentent ce budget de 4 milliards d'euros : la fraction du montant total des ventes (actuellement 2,53 milliards d'euros [5]) qui ne sert pas à financer les journalistes, soit 1,73 milliard d'euros (2,53 – 0,8) ; les économies réalisées par l'extinction d'activités commerciales devenues sans objet – régie publicitaire, acheminement postal des pages de publicité, frais de marketing, etc. –, qu'on peut évaluer à 10 % du chiffre d'affaires, soit 400 millions d'euros ; et, enfin, la cotisation information. Celle-ci doit donc collecter 1,87 milliard d'euros, arrondis à 1,9 milliard, un chiffre à comparer avec le produit de la contribution à l'audiovisuel public : 3,5 milliards d'euros.

Comme pour les autres cotisations, le fondement en valeur de la cotisation information est « la valeur ajoutée par le travail de l'année telle qu'elle est mesurée dans le PIB, somme des valeurs ajoutées des entreprises et des administrations (6) ». L'économie française ayant par exemple généré 1 900 milliards d'euros de valeur ajoutée en 2013, le taux global s'élève à 0,1 %. Son prélèvement dans les entreprises et les administrations est effectué par les Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales (Urssaf), qui la reversent à la Caisse d'information.

P. R., AVEC SÉBASTIEN ROLLAND, JOURNALISTE.

Financement de la presse d'intérêt général



1. Le montant des aides à la presse, sous forme de moindres dépenses ou d'aides directes, s'élève à 1,6 milliard d'euros au total, dont la moitié va à la presse d'intérêt général. Cette catégorie regroupe les 510 titres nationaux et locaux d'information politique et générale.

Source : tableaux statistiques de la presse, chiffres définitifs 2012, direction générale des médias et des affaires culturelles, ministère de la culture et de la communication.

L'art de la chute

A SES yeux, ce qu'il se passe dans le monde est quelque chose d'à la fois impitoyable et inexplicable. Et, pour lui, cela va de soi. Son énergie se concentre sur l'im-médiat, sur comment s'en sortir et trouver une issue vers quelque chose d'un peu meilleur. Il a observé que beaucoup de circonstances et de situations dans la vie se reproduisent, devenant ainsi familières malgré leur étrangeté. Depuis sa petite enfance, il s'est familiarisé avec les dictons, les blagues, les astuces, les ficelles du métier et les combines ayant trait à ces énigmes quotidiennes récurrentes. Alors, il leur fait face avec une proverbiale connaissance prémonitoire de ce à quoi il se heurte. Il est rarement perplexe.

Voici quelques-uns des axiomes de cette connaissance prémonitoire proverbiale qu'il a acquise :

Le cul est le centre du corps masculin ; c'est là que l'on donne un coup de pied en premier à son adversaire, et c'est sur cette partie du corps que l'on tombe le plus souvent quand on vous renverse.

Les femmes forment une autre armée. Regardez surtout leurs yeux.

Les puissants sont toujours brutaux et nerveux.

Les prêcheurs n'aiment que leur propre voix.

Il y a tellement de handicapés dans les parages qu'il faudrait peut-être un agent pour régler la circulation des fauteuils roulants.

Les mots manquent pour désigner ou expliquer le cours quotidien des ennuis, des besoins non satisfaits et du désir frustré.

La plupart des gens n'ont pas de temps pour eux, mais ils ne le réalisent pas. Poursuivis, ils poursuivent leur vie.

Comme eux, vous ne comptez pour rien, jusqu'au moment où vous vous écarterez du chemin et prenez des risques, et qu'alors vos compagnons s'arrêtent net, le regard émerveillé. Et le silence de cet émerveillement contient tous les mots imaginables de toutes les langues maternelles. Vous avez créé un hiatus de reconnaissance.

Les rangs des hommes et des femmes qui ne pos-sèdent rien ou presque rien peuvent offrir un trou de rechange exactement à la bonne taille pour qu'un petit bonhomme s'y cache.

Le système digestif échappe souvent à notre contrôle.

Un chapeau ne protège pas du temps, c'est la marque d'un rang.

Quand le pantalon d'un homme tombe sur ses chevilles, c'est une humiliation ; quand la jupe d'une femme se soulève, c'est une illumination.

Dans un monde sans merci, une canne peut servir de compagnon.

D'autres axiomes s'appliquent au lieu et au cadre :

Pour entrer dans la majorité des bâtiments, il faut de l'argent ou la preuve qu'on en a.

Les escaliers sont des toboggans.

Les fenêtres servent à jeter des choses ou à être escaladées.

Les balcons sont des postes d'où descendre précipitamment ou d'où faire tomber des choses.

La nature sauvage est un endroit où se cacher.

Toutes les courses-poursuites sont circulaires.

Le moindre pas a toutes les chances d'être une erreur, alors faites-le avec style pour détourner l'attention quand tout part en vrille.



JOHN BERGER. – « Hannah », 2014

Cela donne une idée de la connaissance prémonitoire d'un gamin, d'environ 10 ans – la première fois que ton âge affiche deux chiffres –, qui traîne dans le sud de Londres, à Lambeth, au tout début du XX^e siècle.

Une grande partie de cette enfance se déroula dans des établissements publics : une maison de correction d'abord, puis une école pour les enfants indigents. Hannah, sa mère, à laquelle il

Peu de films tournés au début du siècle passé peuvent apparaître aujourd'hui comme « un commentaire intime sur le XXI^e siècle ». Il y faut tout le talent, toute la vitalité et toutes les pitreries d'un clown hors normes...

PAR JOHN BERGER *

était profondément attaché, était incapable de s'occuper de lui. Elle passa une grande partie de sa vie enfermée dans un hôpital psychiatrique. Elle venait d'un milieu d'artistes du music-hall du sud de Londres.

Les institutions publiques pour les indigents comme les maisons de correction et les écoles pour les enfants pauvres ressemblaient, et ressemblent toujours, à des prisons dans la façon dont elles étaient organisées et agencées. Pénitenciers pour Perdants. Quand je pense à ce gamin de 10 ans et à ce qu'il a vécu, je pense aujourd'hui aux tableaux d'un de mes amis.

Jusqu'à la quarantaine, Michael Quanne a passé plus de la moitié de sa vie en prison, condamné pour une série de vols mineurs. Durant ses incarcérations, il s'est mis à peindre.

Ses peintures ont pour thème l'histoire d'événements s'étant produits à l'extérieur dans le monde libre, vus et imaginés par un prisonnier. Une de leurs caractéristiques frappantes est l'anonymat des endroits, des lieux qui y figurent. Les personnages imaginés, les protagonistes sont saisissants, expressifs et énergiques, mais les coins de rue, les bâtiments imposants, les sorties et les entrées, les lignes de toit et les passages parmi lesquels se trouvent les personnages sont désolés, anonymes, sans vie, indifférents. Nulle part on ne voit la moindre évocation ou trace de la caresse d'une mère.



MICHAEL QUANNE. – « Escaping Boy » (Garçon qui s'évade), 2009

Nous voyons des lieux du monde extérieur à travers le verre transparent mais im-pénétrable et sans pitié de la fenêtre d'une cellule.

Le gamin de 10 ans devient un adolescent, puis un jeune homme. Petit, filiforme, aux yeux bleus perçants. Il danse et chante. Il fait aussi du mime. Il mime en inventant des dialogues élaborés entre les traits de son visage, les gestes de ses mains méticuleuses et l'air qui l'entoure, l'air libre qui n'appartient à aucun lieu. En tant qu'artiste, il devient un maître pickpocket, faisant jaillir le rire en inspectant poche après poche avec confusion et désespoir. Il réalise des films, dans lesquels il joue. Leurs décors sont désolés, anonymes et sans mère.

Cher lecteur, vous avez deviné de qui je parle, n'est-ce pas ? De Charlie Chaplin, le Petit Bonhomme, le Vagabond.

Pendant que son équipe tournait *La Ruée vers l'or* en 1923, une discussion animée se déroulait dans le studio à propos du scénario. Et une mouche n'arrêtait pas de distraire l'attention des participants, si bien que Chaplin, furieux, demanda une tapette et essaya de la tuer. En vain. Au bout d'un moment, la mouche atterrit sur la table à côté de lui, à sa portée. Il prit la tapette pour l'écraser, puis s'arrêta brusquement et la reposa. Lorsque les autres lui demandèrent pourquoi, il les regarda et répondit : « *Ce n'est pas la même mouche.* »

Une décennie auparavant, Roscoe Arbuckle, l'un des collaborateurs « costauds » favoris de Chaplin, avait déclaré que son copain Charlie était un « *génie comique complet, sans aucun doute le seul de notre temps dont on parlera dans un siècle.* »

Le siècle a passé et les propos de « Fatty » Arbuckle se sont révélés vrais. Durant ce siècle, le monde se transforma profondément – aux plans économique, politique et social. Avec l'invention des *talkies* [« films parlants »] et l'édification de Hollywood, le cinéma changea également. Pourtant, les premiers films de Chaplin n'ont rien perdu de leur effet de surprise, de leur humour, de leur mordant ou de leur illumination. Mais, avant tout, leur pertinence paraît plus proche, plus urgente que jamais : ils sont un commentaire intime sur le XXI^e siècle dans lequel nous vivons.

Comment est-ce possible ? J'aimerais proposer deux raisons. La première concerne la vision du monde proverbiale de Chaplin décrite plus haut, et la seconde, son génie en tant que clown, qui, de manière paradoxale, devait tellement aux tribulations de sa jeunesse.

Aujourd'hui, la tyrannie économique mondiale du capitalisme financier spéculatif, qui fait des gouvernements nationaux (et de leurs politiciens) ses esclavagistes et du monde médiatique son pourvoyeur de drogue, cette tyrannie, dont le seul but est le profit et l'accumulation permanente, nous impose une vision et un schéma de vie chaotiques, précaires, sans pitié et inexplicables. Et cette vision de la vie est encore plus proche de la vision du monde légendaire de notre gamin de 10 ans que la vie à l'époque où les premiers films de Chaplin ont été tournés.

Les journaux de ce matin [de juillet 2014] rapportent qu'Evo Morales, le président de la Bolivie, un homme relativement sincère et dénué de cynisme, a proposé une mesure légalisant le travail des enfants à partir de 10 ans. Près d'un million d'enfants boliviens concernés travaillent déjà afin d'aider leurs familles à manger. Cette loi leur garantira une légère protection juridique.

Il y a six mois, au large de l'île italienne de Lampedusa, quatre cents immigrés venant d'Afrique et du Proche-Orient à bord d'un bateau impropre à la navigation ont trouvé la mort par noyade alors qu'ils tentaient de gagner l'Europe clandestinement dans l'espoir d'y trouver du travail. Sur la planète, trois cents millions d'hommes, de femmes et d'enfants cherchent du travail pour avoir les moyens minimaux de survivre. Le Vagabond ne se singularise plus.

L'étendue de ce qui apparaît comme inexplicable augmente de jour en jour. Le suffrage universel a perdu tout sens, car le discours des politiciens nationaux n'a plus aucun rapport avec ce qu'ils font ou peuvent faire. Toutes les décisions fondamentales qui affectent le monde d'aujourd'hui sont prises par des spéculateurs financiers et leurs agences, anonymes et sans voix. Comme le présumait le gamin de 10 ans, « *les mots manquent pour désigner ou expliquer le cours quotidien des ennuis, des besoins non satisfaits et du désir frustré.* »

Le clown sait que la vie est cruelle. Le costume hétéro-clite et haut en couleur du bouffon d'antan était déjà une plaisanterie sur son expression habituelle de mélancolie. Le clown est habitué à la perte. La perte est son prologue.

L'énergie des pitreries de Chaplin se répète et augmente à chaque fois. A chaque fois qu'il tombe, c'est un homme nouveau qui retombe sur ses pieds. Un homme nouveau qui est à la fois le même homme et un homme différent. Le secret de sa vitalité après chaque chute tient à sa multiplicité.

Cette même multiplicité lui permet de s'accrocher à son prochain espoir, bien qu'il ait l'habitude de toujours voir ses espoirs voler en éclats. Il subit humiliation après humiliation avec sérénité. Même quand il contre-attaque, il le fait avec une pointe de regret et avec sérénité. Cette sérénité le rend invulnérable – invulnérable au point de sembler immortel. Et nous, en sentant cette immortalité dans notre cirque d'événements sans espoir, nous la reconnaissons par notre rire.



Photographie de Chaplin âgé de 85 ans



REMBRANDT. – « Autoportrait en Zeuxippe riant », vers 1663

WALLRAFF-RICHARTZ MUSEUM, COLOGNE

Dans le monde de Chaplin, le Rire est le surnom de l'immortalité.

Il existe des photos de Chaplin quand il avait dans les 85 ans. En les regardant un jour, j'ai trouvé que l'expression de son visage m'était familière. Mais je ne savais pas pourquoi. Plus tard j'ai trouvé. J'ai vérifié. Cette expression ressemble à celle de Rembrandt dans son dernier autoportrait : *Autoportrait en Zeuxippe riant*.

« *Je ne suis qu'un petit comédien de quatre sous, dit-il, tout ce que je demande, c'est de faire rire les gens.* »

(Traduit de l'anglais par Claude Albert.)

* Romancier, poète, peintre et critique d'art anglais. Derniers livres parus en France : *Le Carnet de Bento*, Editions de l'Olivier, Paris, 2012 ; *Cataracte* (avec des dessins de Selçuk Demirel), Le Temps des cerises, Montrouil, 2013.

UN QUOTIDIEN SINGULIER DANS LA VIE INTELLECTUELLE ITALIENNE

« Il Manifesto », le prix de l'engagement

Revue puis quotidien-phare de la gauche italienne, « Il Manifesto » a traversé de nombreuses crises au cours de ses quarante-cinq années d'existence, mais n'a jamais perdu son indépendance à l'égard des partis politiques et des puissances d'argent. Le journal traverse une nouvelle période de turbulences : menacé par des liquidateurs judiciaires, il doit trouver 1 million d'euros s'il ne veut pas disparaître.

PAR DOMINIQUE VIDAL *

45 ANS, *Il Manifesto* n'oublie pas ses origines : Mai 68 et l'invasion de la Tchécoslovaquie. Il naît, sous la forme d'une revue, le 23 juin 1969, avec pour première manchette « Prague est seule ». Ses créateurs – Rossana Rossanda, Lucio Magri, Luigi Pintor et Aldo Natoli – passent pour « ingrats » en raison de leur proximité avec M. Pietro Ingrao, une des figures les plus influentes de la gauche communiste. Tous quatre ruent alors dans les branards du Parti communiste italien (PCI), à la direction duquel ils appartenaient.

Le passé s'impose, car ils viennent d'être radiés lors du XXII^e congrès, à Bologne : Enrico Berlinguer, qui n'est pas encore « eurocommuniste » (même si son parti a condamné l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie), les juge trop proches de la contestation étudiante, et surtout trop critiques à l'égard de l'Union soviétique et du

« socialisme réel ». Les exclus aggravent leur cas en transformant la revue en quotidien, qui s'affiche « communiste » et dont le premier numéro sort le 28 avril 1971.

La déclaration fondatrice affirme : « C'est parce que le moment est venu d'une initiative générale et unificatrice capable de relancer le travail de promotion d'un mouvement politique, capable de redonner une unité et une continuité d'orientation aux cadres et aux militants déjà engagés avec nous et capable surtout d'établir un contact avec cet éventail désarticulé de forces sociales qui refusent l'ordre actuel, que nous avons besoin d'un quotidien. Cette pratique efficace, ce souffle politique, seul un quotidien est capable de l'avoir. » L'ultra-gauche – de Potere operaio (Pouvoir ouvrier), l'organisation de Toni Negri, à Lotta continua (Lutte continue) – répond par une fin de non-recevoir.

pour un Parti communiste en pleine recherche d'identité. Au point de s'y perdre... Au lendemain de la chute du mur de Berlin, des mois durant, les militants communistes s'interrogent sur la nature du nouveau parti que le secrétaire général Achille Occhetto les incite à créer et que, provisoirement, ils nomment « la cosa » (la chose). Un film du même nom du cinéaste Nanni Moretti raconte avec beaucoup d'humour cette aventure, vue d'en bas – « une leçon de journalisme », commentera Rossanda...

Il n'y a pas loin du Capitole à la roche Tarpéienne, dit un proverbe latin : sur le premier, les généraux vainqueurs paraissent ; de la seconde, on précipitait les condamnés à mort dans le vide. Après avoir réussi à rassembler plus du tiers de l'électorat, le PCI descend une pente au terme de laquelle il s'efface en janvier 1991. Si son principal héritier, le Parti démocrate (PD), occupe une place majeure au centre de l'échiquier politique, l'autre branche, le Parti de la refondation communiste (PRC), a disparu en 2008 de l'Assemblée qu'elle présidait en la personne de Fausto Bertinotti.

Sur fond d'hégémonie idéologique néolibérale, cette double évolution se tra-

duit par deux disparitions : celle, logique, de *Liberazione*, le quotidien du PRC, dont même le site a clos ses portes en 2014 ; et celle, plus paradoxale, du quotidien du PCI, *L'Unità*, dont le dernier avatar a également dit adieu à ses lecteurs la même année. Dans ce contexte, *Il Manifesto* apparaîtrait comme un miracle... s'il ne se trouvait, lui aussi, sur la corde raide.

Ce n'est certes pas la première fois que le quotidien en appelle à la générosité de ses amis pour traverser une mauvaise passe. En 1997, *Il Manifesto* avait même publié un numéro vendu 50 000 lire (26 euros) ! A la fin des années 2000, tous les clignotants sont encore au rouge : les ventes reculent ; les aides à la presse diminuent ; la publicité se fait rare ; et les cent vingt salariés coûtent cher, malgré leurs salaires spartiates. D'où l'accumulation de déficits, interdits pour les coopératives. Résultat : en février 2012, le journal est déclaré en liquidation judiciaire et, trois mois plus tard, les commissaires liquidateurs annoncent par texto à la rédaction la cessation de toutes les activités.

La justice n'a heureusement pas mis cette menace à exécution. Et *Il Manifesto*

a pu commencer à remonter la pente : malgré la réduction drastique du nombre de journalistes, les abonnements et les ventes en kiosques s'accroissent. Demeure une épée de Damoclès : d'ici à Noël, les liquidateurs vont mettre aux enchères le titre, qu'ils possèdent, avec le risque que celui-ci tombe dans de mauvaises mains. L'équipe se mobilise pour le racheter sans attendre.

« *Il Manifesto est d'abord à toi. Reprends-le* » : tel est le thème de la campagne de souscription lancée en novembre (1). L'objectif : récolter 1 million d'euros afin que la coopérative puisse, avec le rachat de la marque, garantir l'indépendance de son journal. Pour y contribuer, le 13 novembre, un numéro à 20 euros a été mis en vente. Comme l'écrit Norma Rangeri, codirectrice du quotidien avec Tommaso Di Francesco, « la physionomie de notre titre, son caractère d'éditeur pur, sans patron, notre coopérative de journalistes et d'ouvriers ont toujours constitué une anomalie heureuse, une hérésie, le témoignage en chair et en os que le marché n'est pas le monarque absolu et que ses lois ne sont pas les nôtres ».

(1) Pour souscrire : <http://miriprendoilmanifesto.it>



GALLERIA CONTINUA, SAN GIMIGNANO/BEIJING/LES MOULINS



© COURTESY CITTA DELL'ARTE-FONDAZIONE PISTOLETTO, BELLA

MICHELANGELO PISTOLETTO. – En haut, « Bandiera rossa » (Drapeau rouge), 1962-1966 ; en bas, « Comizio » (Réunion), 1965

Ouverture sur les mouvements sociaux

TROIS ans plus part, le groupe *Il Manifesto* fusionne avec le Parti d'unité prolétarienne pour former le Parti d'unité prolétarienne pour le communisme (PdUP). Mais l'expérience déçoit ses promoteurs : la coalition formée par la jeune formation avec une myriade de groupes d'extrême gauche n'obtient que 1,5 % des voix aux élections législatives de 1976, puis 1,4 % en 1979. Le PdUP finira par rejoindre le PCI en 1984, avec armes... et banderoles – une première dans le mouvement communiste !

* Historien et journaliste, dirige avec Bertrand Badie la publication annuelle *L'Etat du monde*, La Découverte, Paris.



Les Amis du
MONDE diplomatique

Concours étudiants 2015

La quatrième édition du concours étudiants « Écrivez dans *Le Monde diplomatique* » est lancée. Plutôt qu'un essai philosophique, chaque candidat est invité à rédiger une enquête ou un reportage de douze mille signes sur une question sociale, économique, politique ou géopolitique en privilégiant une approche internationale. La date limite de remise des textes est le 28 février 2015. Modalités et renseignements sur www.amis.monde-diplomatique.fr/concours

RÉGIONS

ALÈS. Le 1^{er} décembre, à 20 heures, salle du Capitole : « La financiarisation de la nature », avec Jean-Marie Harribey. En partenariat avec Attac. Le 11 décembre, à 9h30 sur Radio Grille ouverte (88.2), présentation du *Monde diplomatique* du mois. (Bernard Souyris : amd30@orange.fr et 04-66-88-35-41.)

ANGOULÈME. Le 5 décembre, à 20 heures, au lycée agricole de l'Oisellerie à La Couronne, table ronde « Le droit à l'eau, ailleurs et ici », avec Bernard Drobenko, du Centre de recherches interdisciplinaires en droit de l'environnement, de l'aménagement et de l'urbanisme (Crideau). En partenariat avec les Petits Débrouillards, la Semea (service public de l'eau) et la mairie de La Couronne. (patrickbouthinon@orange.fr et 05-45-67-20-21.)

CARCASSONNE. Le 11 décembre, à 20h45, au théâtre Na Loba à Pen-nautier, projection d'*Amen ton pèze*, d'Alessandro di Giuseppe, suivie d'un débat avec le réalisateur et Yan-

nis Youlountas. En partenariat avec les Amis du Cinoch'. (Bernard Dau-phiné : amd11@free.fr)

CLERMONT-FERRAND. Le 6 décembre, à 17 heures, au café-lecture Les Augustes, 5, rue Sous-les-Augustins : « Théâtre et service public », avec Bruno Boussagnol. (Carola Kaufmann : xaphi@orange.fr)

GRENOBLE. Le 16 décembre, à 20 h 15, à la Maison des associations, 6, rue Berthe-de-Boissieux : « Vers la souveraineté alimentaire ? » Programme complet des rencontres sur le site de l'association. (jacques.toledano@wanadoo.fr)

GUADELOUPE. Le 12 décembre, à 19h30, en plein air, quartier Paul-Mado à Port-Louis : projection du documentaire d'Isabelle Ducret et Mauro Losae *Contre Nestlé jusqu'à la mort*, suivie d'un débat avec des syndicalistes (Daniel Matias : danimaginaire@yahoo.fr)

LA ROCHE-SUR-YON. Le 6 décembre, à 10h15, au Grand Café, 4, rue Georges-Clemenceau, « café Diplo » autour de l'article de Paul

Dirx « Etats en miettes dans l'Europe des régions », paru dans *Le Monde diplomatique* de novembre 2014. (michelmerel54@laposte.net)

LILLE. Le 10 décembre, à 20 h 30, à la MRES, 23, rue Gosselet : « Retour de Bolivie au cœur de l'élection présidentielle ». (Philippe Cécille : amdndord@yahoo.fr)

MARSEILLE. Le 4 décembre, à 19 heures, à la Maison de la région, 61, la Canebière : rencontre avec Hélène Richard, coordonnatrice du *Manière de voir* n° 138, « Russie, le retour ». Avec La Marseillaise. Réservations : lamarpromotion@lamarseillaise.fr (gollivier1@free.fr)

METZ. Le 11 décembre, à 18h30, petite salle des Coquelicots, « café Diplo » : « Doit-on reconnaître un droit à l'enfant pour chacun ? ». (Christopher Pollmann : pollmann@univ-metz.fr)

MONTPELLIER. Le 12 décembre, à 20 heures, salon du Belvédère : « La

reproduction artificielle de l'humain. » Avec Alexis Escudero. Rencontre précédée d'un spectacle humoristique, *Label Graine que voilà*, avec Anne-Lise Legrand. (janinerobert@wanadoo.fr)

PAU. Le 13 décembre, à 15h30, dans le cadre du salon Asphodèle, au parc des expositions, salle Navarre, projection-débat : « Le grand marché transatlantique, l'environnement et l'agriculture paysanne ». En partenariat avec le collectif Stop Tafta Béarn et la Confédération paysanne. (Pierre Arrabie-Aubiès : p.arrabieaubies@no-log.org)

PERPIGNAN. Le 3 décembre, à 19 heures, au cinéma Castillet, projection de *Ne pas s'avouer vaincu* en présence d'un réalisateur, Henri Belin ou Susana Arbizu. Les AMD se réunissent tous les troisièmes jeudis du mois à 19 heures, à la résidence Habitat jeunes Roger-Sidou, 5, place Alain-Gerbault. (André Bordas : 06-13-24-16-57 et am.bordas@laposte.net),

« Manière de voir » dans les cinémas Utopia

Dans le cadre d'un partenariat avec les cinémas Utopia, des soirées avec projection de film et débat sont organisées à chaque nouvelle parution de *Manière de voir*, en présence du responsable ou d'un auteur du numéro.

Le 12 décembre, à 20 heures, au cinéma Utopia de Tournefeuille (Haute-Garonne), projection-débat avec Hélène Richard autour du film *Elena*, d'Andreï Zviaguintsev, et du *Manière de voir* n° 138, « Russie, le retour ». (Jean-Pierre Crémoux : 05-34-52-24-02 et amdoul@gmail.com)

POLIGNY. Le 4 décembre, à 20 heures, au Ciné Comté, 19, rue du Général-de-Gaulle, projection du film *Résistance naturelle*, de Jonathan Nossiter, suivie d'un débat avec Stefano Bellotti. (Valentin Morel : valentinpoligny@hotmail.fr)

RENNES. Le 18 décembre, à 19 heures, au Knock, 48, rue de Saint-Brieuc, « café Diplo » autour de l'article de Sanou Mbaye « L'Afrique francophone piégée par sa monnaie unique », paru dans *Le Monde diplomatique* de novembre. (yves.paris-tad@wanadoo.fr et 06-22-56-16-98.)

TOULOUSE. Le 18 décembre, à 20 h 30, salle Osète, 6, rue du Lieutenant-Colonel-Pélissier : « Dans quel contexte historique s'inscrit le grand marché transatlantique ? ». Avec Annie Lacroix-Riz. (Jean-Pierre Crémoux : 05-34-52-24-02 et amdoul@gmail.com)

TOURS. Le 12 décembre, à 20 heures, salle de la Médaille à Saint-Pierre-des-Corps : projection du film de Pierre Carles *Opération Correa*, suivie d'un débat avec Guillaume Beaulande. Le 19 décembre, à 20 h 30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : « La politique extérieure de la France ». Le 17 décembre à 13 heures, le 18 décembre à 20 heures et le 22 décembre à 11 heures sur Radio Béton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. (Philippe Arnaud : 02-47-27-67-25 et pjc.arnaud@orange.fr)

VALENCE. Le 11 décembre, à 20 heures, auditorium de la Maison de l'étudiant Drôme-Ardèche, 9, place Latour-Maubourg : « L'acquisition de la nationalité à travers le monde ». Avec Benoît Bréville. (suzanne.dejours@orange.fr)

PARIS ET BANLIEUE

PARIS. Le 17 décembre, à 19 heures, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, « café Diplo » : « L'information comme bien commun, un projet pour une presse libre ». Avec Pierre Rimbart. (amis.diplo.75@gmail.com)

ESSONNE. Le 8 décembre, à 20 h 30, Maison du monde, 509, patio des Terrasses à Evry, réunion mensuelle des Amis autour d'un article du journal. (Jacques Simon : 06-84-11-63-02 et amd91.evry@gmail.com)

HORS DE FRANCE

BOBO DIOULASSO. Le 20 décembre, à 8h30, à la Bourse du travail : « Les accords de partenariat économique : le baiser de la mort de l'Europe à l'Afrique ». (christian.darceaux@laposte.net)

GENÈVE. Le 9 décembre, à 18 h 30, au café Jules-Verne, 20, rue Jean-Violette, « café Diplo » autour de l'article de Paul Dirx « Etats en miettes dans l'Europe des régions », paru dans *Le Monde diplomatique* de novembre. (amidiplo-suisse@hotmail.com)

LUXEMBOURG. Le 11 décembre à 18h30, au Citim, 55, avenue de la Liberté : débat autour de l'article de Dan Schiller « Géopolitique de l'espionnage », paru dans *Le Monde diplomatique* de novembre. (decktr@pt.lu)

MILAN. Le 10 décembre, de 9h30 à 13h30, à l'université de Milan-Bicocca : colloque sur l'autogestion des entreprises avec le professeur Luigi Ferrari, Benoît Bréville et Giancarlo Rossi. (gianca.rossi@alice.it)



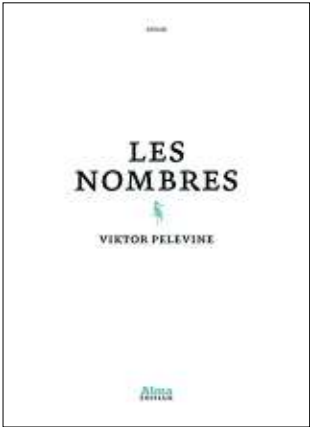
EUROPE		AMÉRIQUES	ASIE
TRANSNISTRIE. Un pays qui n'existe pas. – Nicolas Righetti <i>Favre, Lausanne, 2014, 128 pages, 27 euros.</i> L'histoire de l'est de la Moldavie éclaire celle qui s'écrit dans l'est de l'Ukraine. Depuis la guerre et la sécession de 1990, la rive orientale du Dniestr ressemble davantage à une relique de l'Union soviétique qu'à un allié solide de la nouvelle Russie conquérante. Cet ouvrage bâti sur un solide travail photographique donne vie à ce «conflit gelé». Confetti stratégique, cette entité politique parfaitement kitsch n'est reconnue par aucun pays. Pourtant elle fonctionne, commerce et s'enthousiasme pour son équipe de football, financée par un groupe omniprésent dans la distribution et les stations d'essence. La fierté d'avoir résisté au mirage européen se mêle dans les esprits avec des envies de fuir. Comment exister dans une communauté militarisée de cinq cent mille âmes, repliée sur elle-même, en panne de projet, si ce n'est celui d'un rattachement au grand frère que Moscou se garde bien d'entériner? Seul espoir depuis le renversement du satrape Igor Smirnov fin 2011 : des femmes parviennent à tous les échelons du pouvoir – les hommes sont partis travailler en Russie. PHILIPPE DESCAMPS LA FRONTIÈRE ÉPAISSE. Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940). – Sabine Dullin <i>Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 2014, 360 pages, 24 euros.</i> L'ouvrage de Sabine Dullin arrive à point nommé. L'historienne décrit la formation d'une «<i>frontière épaisse</i>» en Union soviétique entre 1920 et 1940. Les bolcheviks ont d'abord conçu la frontière non pas selon la définition classique, mais comme le front pionnier d'une révolution à propager. Mais, dès 1925, ils cherchent à protéger la révolution derrière une zone démilitarisée, sous haute surveillance policière. A partir de 1934, l'URSS se ferme complètement. La zone frontière devient alors un no man's land hermétique aux «<i>bacilles du capitalisme et de l'agressivité de ses représentants</i>». Sur cette bande qui s'épaissit, on expérimente la déportation des minorités nationales suspectées d'intelligence avec l'ennemi pour ne conserver que les éléments jugés fiables. Ici s'invente ce que Winston Churchill baptisera le «rideau de fer», après son extension aux démocraties populaires. Marquée par un renouveau du sentiment de vulnérabilité territoriale, avec l'entrée d'anciennes républiques soviétiques dans l'Alliance atlantique, la Russie serait-elle en passe de «<i>créer [une] frontière épaisse de la Transnistrie à la Biélorussie en passant par le Donbass</i>»? HÉLÈNE RICHARD		LA NUIT DE TLATELOLCO. Histoires orales d'un massacre d'Etat. – Elena Poniatowska <i>Collectif des métiers de l'édition (CMDE), Toulouse, 2014, 328 pages, 25 euros.</i> Au Mexique, en 1968, à la fin d'un été de mobilisations, étudiants, professeurs, employés et ouvriers manifestent pacifiquement par centaines de milliers contre la répression, pour la libération des prisonniers politiques et la démocratie syndicale. Juste au moment où les Jeux olympiques doivent se dérouler à Mexico... Le 2 octobre, cinq mille soldats et policiers prennent en tenaille la place où se trouvent dix mille étudiants. Ces derniers, jusque-là, se plaignaient surtout des «<i>lais interminables</i>», lors des réunions. Mais là... «<i>On avait prévu les beignes, les arrestations massives, on s'était préparés à la prison, enfin, plus ou moins, mais on n'avait pas prévu la mort.</i>» Trente minutes plus tard, il y a, selon les sources, entre deux cents et plus de trois cents victimes. Compilation de témoignages aux sensibilités diverses publiée au Mexique en 1971, ce livre de référence se lit comme un roman effrayant. «<i>Certaines nuits, quand je m'endors, raconte un survivant, je sens comme un mur de baïonnettes se resserrant autour de mon lit.</i>» MAURICE LEMOINE UNE RENAISSANCE AMÉRICAINE. Entre-tiens avec trente cinéastes. – Michel Ciment <i>Nouveau Monde, Paris, 2014, 512 pages, 25 euros.</i> Dans ce livre d'entretiens, Michel Ciment, universitaire et pilier de la revue <i>Positif</i>, retrace le parcours de trente cinéastes américains. De Woody Allen à David Lynch en passant par Francis Ford Coppola, Robert Zemeckis ou Steven Soderbergh, ils participeraient d'une «<i>renaissance américaine</i>» qui, depuis quarante ans, tend à délaisser Hollywood pour New York (comme lieu de tournage, vivier d'acteurs, etc.). Entre discussions érudites sur une scène, histoires personnelles et analyse des filiations artistiques, ces entretiens – dont le classement, par ordre alphabétique plutôt que chronologique ou thématique, laisse songeur – questionnent les choix esthétiques et les relations avec les acteurs. Ils abordent également les contraintes croissantes imposées par les producteurs depuis les succès de George Lucas et Steven Spielberg, à la fin des années 1970, auprès du public adolescent. Plusieurs réalisateurs insistent néanmoins sur le rôle paradoxal que prennent alors les festivals (en particulier Sundance et Cannes), qui, tout en provoquant une marchandisation de la culture, peuvent assurer une assise financière à des films audacieux. CONSTANTIN BRISSAUD SCOTTSBORO ALABAMA. De l'esclavage à la révolution. – Lin Shi Khan et Tony Perez <i>L'Echappée, Paris, 2014, 191 pages, 20 euros.</i> Le 25 mars 1931, neuf Noirs de 13 à 19 ans sont arrêtés dans un train en Alabama: deux vagabondes blanches les accusent de viol. Malgré l'absence de preuves, huit des prévenus sont condamnés à la pendaison. Cette histoire, pas vraiment extraordinaire dans un pays où plus de cinq mille Noirs furent lynchés entre 1882 et 1946, est devenue l'un des épisodes emblématiques de la lutte pour les droits civiques et l'égalité raciale aux Etats-Unis, grâce à l'intervention d'une organisation communiste, l'International Labor Defence (ILD). L'ILD parvint à faire suspendre l'exécution, puis obtint la tenue d'un procès en appel. La bataille juridique et politique dura quinze ans: le dernier accusé fut libéré en 1946. Deux artistes immigrés, Lin Shi Khan et Tony Perez, vont, dans le sillage de cette affaire, apporter, en cent dix-huit linogravures dessinées à Seattle en 1935, un magnifique témoignage sur la condition des Noirs, de l'esclavage à l'entre-deux-guerres. Tombées dans l'oubli puis exhumées par un éditeur américain en 2002, ces gravures sont enfin publiées en France, dans une édition soignée, avec de multiples compléments. BENOÎT BRÉVILLE	CEUX DU NORD. 140 photos inédites des photoreporters du Nord-Vietnam entre 1966 et 1975. – Patrick Chauvel <i>Les Arènes - Fondation Patrick Chauvel, Paris, 2014, 160 pages, 29,90 euros.</i> «<i>On développait nos films par les nuits sans nuages, dans des trous, sur la piste Ho Chi Minh. Un trou pour le révélateur, un autre pour le fixateur, et la pluie pour le rinçage.</i>» Ces «<i>citoyens-photographes-combattants</i>» qui ont immortalisé la guerre du Vietnam entre 1955 et 1975 – Chu Chi Thanh, Doan Cong Tinh, Mai Nam, etc. – sont moins connus que leurs homologues occidentaux. Pourtant, présentées par Patrick Chauvel après plusieurs décennies d'oubli, ces photographies prises «<i>du côté vietnamien</i>» constituent à la fois des archives remarquables et des œuvres d'une qualité visuelle indéniable. Les cadrages frontaux ou en légère contre-plongée mettent en valeur les acteurs eux-mêmes (le rôle des femmes, l'entraînement des combattants, l'inquiétude sous les tirs de l'ennemi, etc.) et proposent une autre perception du conflit. L'appareil éditorial, qui n'offre aucune mise en perspective historique et s'appuie sur une organisation discutable (par photographes, plutôt que par thèmes ou par dates), n'est pas à la hauteur des images... LAETITIA GUILLEMIN INDIANITÉ ET CRÉOLITÉ À L'ÎLE MAURICE. – Sous la direction de Catherine Servan-Schreiber <i>Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales - Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (EHESS-CEIAS), Paris, 2014, 328 pages, 29 euros.</i> Quelles dynamiques animent indianité et créolité? Cet ouvrage collectif présente une thématique au-delà du territoire physique du sous-continent indien, dans le prolongement de travaux entrepris par le Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS) sur la diaspora. En situant le terrain à Maurice, «<i>laboratoire de la diversité</i>» selon le titre d'un supplément du <i>Monde diplomatique</i> (septembre 2014), l'étude dirigée par Catherine Servan-Schreiber propose une lecture pluridisciplinaire originale d'une société cosmopolite où l'hindouisme s'est épanoui. Elle offre un regard neuf sur l'indianité, notamment dans ses rapports à autrui, mais aussi, par un jeu de miroirs, sur l'Inde. L'indianité s'est adaptée au-delà des frontières du pays et de la question religieuse. Elle se mêle à la créolité dans les domaines politique, économique, culturel et identitaire. Les approches historiques et anthropologiques révèlent la force de la littérature mauricienne et son impact sur les problématiques abordées. CLEA CHAKRAVERTY CHINA'S FOREIGN POLICY. – Stuart Harris <i>Polity Press, Cambridge, 2014, 240 pages, 55 livres.</i> Comment la Chine voit-elle le monde et quel rôle s'y attribue-t-elle? Stuart Harris, spécialiste des relations internationales, fin connaisseur de l'empire du Milieu, répond à ces questions en examinant les ressorts internes et externes de sa diplomatie. Il les compare aux ambitions américaines, elles aussi fort fluctuantes dans le temps: «<i>La différence entre les réactions traditionnelles américaines et chinoises face à un problème est la même qu'entre un scalpel et une aiguille – le scalpel reflète l'inclination américaine à résoudre une difficulté, souvent en éliminant militairement sa cause; l'aiguille reflète la tradition médicale chinoise de prévention grâce à l'acupuncture.</i>» Après avoir rappelé les racines historiques de la politique étrangère chinoise, Harris souligne trois des caractéristiques de ses choix actuels: la détermination à défendre les intérêts nationaux sans visée expansionniste; la peur de voir son territoire et ses approvisionnements menacés; la volonté de s'insérer dans le système international sans pour autant accepter les critères occidentaux, qu'elle juge à géométrie variable. MARTINE BULARD
PROCHE - ORIENT		AFRIQUE	
BREAD, FREEDOM, SOCIAL JUSTICE. Workers and the Egyptian Revolution. – Anne Alexander et Mostafa Bassiouny <i>Zed Books, Londres, 2014, 387 pages, 16,99 livres.</i> Souvent présenté comme l'œuvre de jeunes des couches moyennes, le «printemps égyptien», qui fit tomber le président Hosni Moubarak en janvier-février 2011, fut préparé par de grandes luttes ouvrières. Le déclenchement d'une grève générale a également été un facteur décisif. Les deux auteurs explorent cette place du mouvement ouvrier, de l'action des comités de grève et de l'auto-organisation dans les usines. Ils montrent les faiblesses des syndicats – y compris des indépendants, créés dans les années 2000 –, qui n'ont échappé ni à la bureaucratisation ni aux divisions de la gauche. Le rapport entre démocratisation du pays et revendications sociales est aussi abordé, tandis qu'est souligné le rôle négatif de l'idéologie nassérienne, paravent de la toute-puissance de l'Etat (et de l'armée). Si l'ouvrage tente certains parallèles avec la situation en Russie en 1905 et 1917, il reconnaît l'absence de parti politique porteur des aspirations du prolétariat, dont on voit mal comment, compte tenu des conditions locales et internationales, il pourrait surgir. ALAIN GRESH		On les appelait les tirailleurs sénégalais	
MAGHREB			
818 JOURS. – François Salvaing <i>Editions du Sirocco, Casablanca, 2014, 212 pages, 19,50 euros.</i> C'est un morceau d'histoire méconnu de la colonisation au Maroc que révèle le romancier François Salvaing à travers les <i>818 Jours</i> qui bouleversèrent la vie du sultan Mohammed Youssef. Les ennuis du jeune souverain, choisi par les autorités françaises après la mort de son père Moulay Youssef en 1927, commencent quand il affirme son soutien à la lutte pour l'indépendance de son pays. Dès lors, la rupture devient inévitable, jusqu'à son enlèvement et son assignation à résidence en Corse, puis à Madagascar – de 1953 à fin novembre 1955, date de son retour triomphal au Maroc, où il devient le roi Mohammed V. S'appuyant avec rigueur sur les archives, ainsi que sur les lettres et les Mémoires du Dr Dubois-Roquebert, médecin et confident du futur monarque, l'auteur retrace avec minutie les pressions françaises et les réactions de Mohammed et de ses fils au cours de cet exil forcé. Utilisant les armes du roman, il transforme le combat en une épopée singulière et dessine le portrait d'une époque, celle de la IV^e République coloniale. MAUD PASCAL			

LITTÉRATURES

L'oligarque superstitieux

Les Nombres de Viktor Pelevine

Traduit du russe par Galia Ackerman et Pierre Lorrain, Alma, Paris, 2014, 388 pages, 19 euros.



«**E**TRE un peu voleur, un peu juriste et un peu mondain» : c'est la définition de l'homme d'affaires dans la Russie d'aujourd'hui, selon Viktor Pelevine et son héros Stioipa. Ce banquier à succès s'avère par ailleurs tout dévoué à une croyance peu rationnelle : il soumet sa vie au culte d'un nombre, le 34, qu'il tient pour sacré depuis l'enfance. Chacun de ses faits et gestes – l'heure du réveil, les mastICATIONS à chaque bouchée, le nom de sa banque – est déterminé par ce fameux 34. Stioipa est un personnage loufoque, mais la scène sur laquelle il se démène l'est tout autant. Défilent en vrac des mafieux islamistes tchétchènes, une prophétesse bulgare, un agent des renseignements généraux qui se prend pour un Jedi, un gourou amateur de porno bouddhiste, un autre banquier, dévot quant à lui du seul 43 et qui aime se faire sodomiser déguisé en âne, accoudé à une photo de Vladimir Poutine en kimono...

L'œuvre de Pelevine est quelque peu héritière du *sots art*, sorte de pop art soviétique apparu au début des années 1970 et dont la caractéristique principale était le détournement des procédés discursifs de la propagande du régime, à travers la mystification, la bouffonnerie, la caricature et le travestissement, afin de mettre à nu les failles d'un dispositif idéologique désuet. Il en a gardé une préférence pour des personnages qui s'apparentent à des stéréotypes – en particulier celui des «nouveaux Russes», ces nouveaux... riches qui ont amassé leur fortune sur les ruines de l'Union soviétique (thème qu'il a déjà décliné dans ses précédents ouvrages *La Mitrailleuse d'argile* et *Homo sapiens*). Son propos est moins d'ausculter leur intériorité que de déceler les dynamiques sociales qui les configurent. D'où une écriture burlesque, foldingue, qui fait de Pelevine l'un des auteurs les plus controversés et lus de la Russie postsoviétique.

Pourtant, *Les Nombres* peine à gagner le lecteur. Trop d'humour de caserne, le rythme perd de sa verve, la machine comique tourne parfois à vide. Le roman n'en demeure pas moins exemplaire du regard désabusé que certains auteurs russes d'aujourd'hui (Vladimir Sorokine, Zakhar Prilepine) portent sur leur pays – une Russie condamnée par une sorte de fatalité à osciller entre le chaos et le despotisme.

Cette oscillation scande l'ascension de Stioipa : socialisme de marché noir pendant la perestroïka, surenchère mafieuse sous Boris Eltsine, capitalisme autoritaire de M. Poutine. On retrouve aujourd'hui ces ingrédients : anomie de fin de règne, violence effrénée, poids de l'ordre. L'éthique se réduit à la survie... Rien de surprenant donc si Stioipa, après avoir assisté à la liquidation de ses protecteurs tchétchènes sans avoir récolté une seule égratignure, se sent revenir «*à la surface de ces sanglants fonts baptismaux remplis de force et d'optimisme*». Réalisme? Cynisme? Non, capacité d'adaptation. La marque de fabrique de l'oligarque, point de condensation des rapports tendus entre l'Etat et la société russes. D'un côté, un sentiment de liberté absolue, d'impunité même, dans les actes quotidiens ; de l'autre, la peur diffuse, confinant à la paranoïa, de voir soudain le monde s'effondrer à la suite d'un mot déplacé sur le pouvoir. Car l'engrenage de la domination totalitaire a la vie dure : surveillance, chantage, élimination. L'autocensure s'érige en norme, l'idiotie devient une échappatoire. Cet abêtissement conduit à la réduction de la religion à la superstition, de l'art au spectacle. Avec l'argent comme valeur suprême, la nouvelle classe de nantis devient schizophrène, voltige de l'euphorie à l'étouffement. A l'image du pays depuis la fin du communisme, dont on ne sait s'il est en liberté conditionnelle ou s'il purge une peine en sursis. Une farce sinistre.

JOSÉ ANTONIO GARCIA SIMON.

l'autorité internationale de Paris, qui put siéger à la table des vainqueurs en dépit de la débâcle de 1940 et de la «collaboration sincère» instaurée par le régime de Vichy.

Déjà auteur de *L'Afrique dans l'engrenage de la Grande Guerre (1914-1918)* (Karthala, 2014), l'historien français Marc Michel revient sur les multiples rôles des Africains dans la guerre de 1914-1918 (2). Il s'attache à montrer et décrypter ce qu'a impliqué de recourir à eux : modification des regards réciproques entre Africains et Français et émergence d'une «nouvelle» Afrique où s'enracinent les germes des contestations futures de la colonisation. Il revient par ailleurs sur le ténébreux épisode de la «honte noire» : entre février 1919 et avril 1920, les autorités allemandes lancèrent une campagne raciste pour dénigrer l'armée française en jetant l'opprobre sur les soldats du continent noir, dans le cadre de leur entreprise de dénonciation de l'occupation de la Rhénanie.

Par ailleurs, on ne peut que saluer la réédition du récit autobiographique de Hélène de Gobineau, *Noblesse d'Afrique* (3). L'auteure se situe aux antipodes de l'*Essai sur l'inégalité des races humaines*, d'Arthur de Gobineau, dont elle épousa le petit-fils. Ayant côtoyé les soldats

africains durant la seconde guerre mondiale, elle a tenu à saluer leur force de caractère et leur humanité. A ces laissés-pour-compte évincés de l'histoire, Hélène de Gobineau rend leur noblesse, et témoigne ainsi de la sienne par une vision généreuse de l'humain libérée des préjugés dominants. Ce récit permet également de souligner des faits peu connus : le sort réservé aux militaires africains par les nazis, aussi bien en Afrique qu'en Europe, et les contradictions des autorités militaires coloniales à leur endroit, oscillant entre admiration et discrimination.

Solidement articulé, l'argumentaire de ces ouvrages fournit des matériaux pour donner un sens à l'épopée des peuples africains acteurs de l'histoire.

ANICET MOBE.

(1) Samuel Mbjum, *Les Combattants africains dits «Tirailleurs sénégalais» au secours de la France (1857-1945)*, Riveneuve, Paris, 2013, 520 pages, 28 euros.
(2) Marc Michel, *Les Africains et la Grande Guerre. L'appel à l'Afrique (1914-1918)*, Karthala, Paris, 2014, 306 pages, 26 euros.
(3) Hélène de Gobineau, *Noblesse d'Afrique*, Présence africaine, Paris, 2014, 161 pages, 13 euros.



DU MONDE

En avant la musique !

Farémido. Le cinquième voyage de Gulliver
de Frigyes Karinthy

Traduit du hongrois par Judith et Pierre Karinthy,
Cambourakis, Paris, 2013, 78 pages, 9 euros.

LES personnages de fiction ne meurent jamais vraiment... Après Lilliput, Brobdingnag et le pays des Houyhnhnms, c'est à Farémido que le Hongrois Frigyes Karinthy (1887-1938) décide d'expédier Gulliver. Si ce cinquième voyage, publié en 1916, nous entraîne en des lieux inconnus, il nous ramène aussi sur le terrain, cher à Jonathan Swift, de la satire sociale et politique.

En 1914, Gulliver reprend donc la mer, en qualité de chirurgien au service de Sa Majesté. Il ne sait encore rien des horreurs qui l'attendent, et découvre une guerre dont le sens se dérobe: «*J'ai dû traiter un soldat japonais (...) qui était devenu fou sur le champ de bataille: il s'était forgé l'idée fixe que lui, il savait pourquoi il se battait.*»

Rescapé d'un naufrage, il arrive miraculeusement à Farémido, un lieu étrange, sans hommes ni paroles, mais peuplé de machines pensantes, les Sollasis, qui utilisent des notes de musique pour communiquer et vivent en harmonie. Gulliver interroge le progrès, le développement technologique, la création et l'art, la question du «surhomme» et la fin de l'humanité, qui semble inéluctable. «*L'homme a toujours tenu ce qu'il crée en plus grande estime que lui-même, et dans chacune de ses créations il s'est efforcé de se recréer lui-même toujours plus parfaitement pour, à la fin, cesser d'exister.*»

Pour les habitants de Farémido, les êtres vivants sont comparables à des substances pathogènes autodestructrices qui ne doivent leur survie qu'à l'élimination d'organismes similaires. Gulliver a beau défendre orgueilleusement la



suprématie de la vie, il ne peut que s'incliner face à la brillante démonstration de son maître Midoré: soixante mille ans auparavant, la Terre a été contaminée par la vie, par l'homme et l'animal, et la maladie n'a fait que proliférer. Écartelé entre l'instinct et la conscience, «*deux organes au service de deux objectifs frontalement opposés, [dont] l'un recherche la vie, l'autre la mort*», l'homme ne serait en fin de compte qu'un monstre à deux têtes condamné à se dévorer lui-même.

Dans ses chroniques, poèmes, nouvelles, pièces de théâtre, articles... Karinthy n'aura cessé de «*dénoncer l'humanité*» – pour reprendre le titre de l'un de ses recueils. Également à l'origine de la théorie des six degrés de séparation (1929), selon laquelle toute personne est reliée à n'importe quelle autre via une chaîne de relations individuelles comprenant au plus cinq autres maillons, Karinthy est assurément un écrivain visionnaire. Sa théorie fut reprise en 1967 par Stanley Milgram, et le réseau social Facebook aurait ramené le nombre de maillons à 4,74.

Son fils Ferenc déploiera un même goût pour l'anticipation et l'absurde, comme une marque de fabrique familiale. Ainsi dans *Epépé* (1), publié en 1970, un linguiste hongrois se trompe de vol et atterrit dans un pays inconnu dont il ignore et le nom et la langue. Une histoire que son père aurait pu inventer...

XAVIER LAPEYROUX.

(1) Ferenc Karinthy, *Epépé*, traduit du hongrois par Judith et Pierre Karinthy, Zulma, Paris, 2013, 288 pages, 9,95 euros.

SCIENCES

Penser est-il le propre de l'homme ?

CONSIDÉRER le monde physique comme une machine détachée des humains est l'un des fondements de la modernité et, au temps de René Descartes, ce dualisme a sans doute joué un rôle libérateur. Mais il soulève depuis longtemps des difficultés: si la nature est une matière inerte, inconsciente, soumise à des lois immuables, comment, par exemple, des êtres capables de donner du sens et des buts à leurs actions peuvent-ils en émerger? Deux essais proposent des hypothèses pour sortir de l'aporie.

Dans son dernier ouvrage, le Britannique Rupert Sheldrake (1), docteur en biochimie, diplômé de Cambridge, découvreur du processus de vieillissement cellulaire, critique l'absence de réflexion épistémologique chez nombre de chercheurs. Ainsi, la doctrine du vitalisme, qui pose l'existence d'un principe vital distinct à la fois de l'âme et de l'organisme, et dont dépendraient les fonctions organiques, est dénoncée par les biologistes. Mais par quoi la remplacent-ils souvent? Par l'hypothèse du «gène égoïste» que popularisa Richard Dawkins en 1976 (2), selon laquelle la sélection naturelle s'effectuerait à l'échelle du gène, avide d'assurer sa propre reproduction: «*Nous sommes des machines à survie, des robots programmés à l'aveugle pour préserver les molécules égoïstes connues sous le nom de gènes.*» A moins qu'ils ne lui préfèrent le «programme» génétique, qui suppose – sans preuve – que le code ADN est le programme de l'ordinateur comportemental de l'individu.

Iconoclaste, Sheldrake l'est quand il propose de consacrer 1% du budget de la recherche à des sujets inattendus: est-on vraiment capable de savoir si quelqu'un nous regarde dans le dos? Les chiens parviennent-ils à anticiper les tremblements de terre? Pourvu que les recherches soient menées avec la rigueur en usage pour les sujets classiques, on ne voit pas au nom de quoi refuser d'aborder ces questions. Mais, quand il présente l'«*idéologie matérialiste*» – le monde est matière, l'esprit n'en

est qu'une forme – comme un dogme étouffant la science et recourt pour la dépasser à un mystérieux «*champ morphique*», un «*modèle vibratoire d'activité qui interagit avec les champs quantiques*» et par résonance permet aux systèmes de maintenir leur identité et de se reproduire, le lecteur est surpris. D'autant qu'il expliquerait selon lui l'hérédité, l'amélioration des scores aux tests de QI au XX^e siècle ou la projection de notre esprit dans le futur... Rien d'étonnant si Sheldrake n'a que de vagues hypothèses sur la manière dont ce champ pourrait agir, et profite des arcanes quantiques pour cacher son manque d'arguments crédibles.

Les solutions de rechange au dualisme proposées par l'anthropologue équatorien Eduardo Kohn, à la suite de son étude des Indiens Runas, dans la forêt amazonienne, ont une tout autre profondeur (3). Selon lui, la manière humaine d'être au monde est distincte mais «*en continuité avec celles des autres êtres vivants*». A l'image des tourbillons, qui émergent des courants des fleuves quand les conditions s'y prêtent, la manière spécifique dont nous, humains, nous représentons le monde symboliquement, par l'intermédiaire du langage, émergerait d'autres types de représentation communs à l'ensemble du monde vivant. Ainsi, les animaux se représentent le monde via des «*indices*», comme les singes qui fuient en entendant un bruit d'arbre qui tombe – signe d'un danger imminent. Plus généralement, si penser revient à «*être capable d'apprendre par expérience*», alors tout être vivant, pour survivre, est obligé de «penser», même si c'est en étalant cet apprentissage sur des générations, grâce à l'évolution darwinienne. Le dualisme est un artefact qui apparaît quand on détache l'état émergent de sa base: l'homme n'est pas plus isolé dans un monde dépourvu de sens que le tourbillon n'est détaché des autres types de courants qui peuplent le fleuve. L'animisme des Runas n'est pas une croyance irrationnelle, il leur permet de se plonger dans la vaste écologie du «soi» de la forêt, de comprendre comment les autres êtres vivants interprètent le monde, et ainsi de capter une partie

de ses richesses. Si nos stratégies peuvent être efficaces, c'est que notre manière de nous représenter le monde, de l'interpréter, émerge de processus semblables qui s'y déroulent...

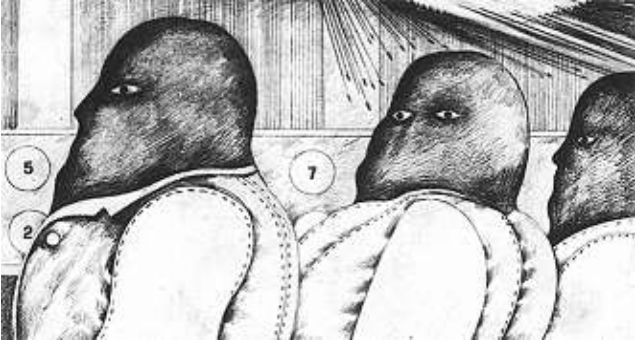
PABLO JENSEN.

(1) Rupert Sheldrake, *Réenchanter la science*, Albin Michel, Paris, 2013, 432 pages, 24 euros.
(2) Richard Dawkins, *Le Gène égoïste*, Odile Jacob (Poche), Paris, 2003, 460 pages, 11,90 euros.
(3) Eduardo Kohn, *How Forests Think. Toward an Anthropology Beyond the Human*, University of California Press, Berkeley, 2013, 288 pages, 19,95 dollars.

BANDE DESSINÉE

Nocturne

«*Le plus mieux, comme disent les mômes, sera de raconter comment se sont déroulées les choses autour de cette histoire, qui malheureusement n'est pas pour les mômes, malgré les croquis et les bulles.*» Fuyant la dictature argentine (1976-1983), deux artistes exilés en Europe décident d'unir leurs forces. Le peintre et sculpteur Alberto Cedrón demande à l'écrivain Julio Cortázar, familier du registre fantastique, de mettre des mots sur ses dessins. Au fil de leurs échanges, entre 1977 et 1978, naît une bande dessinée singulière, *La Racine de l'ombú* (1). Longtemps disparue – avec la perte des originaux –, cette œuvre a enfin été «restituée». A travers le dialogue de deux personnages, on découvre la tragédie d'un peuple. *L'ombú*, un arbre, offre une métaphore de l'Argentine, depuis ses racines hantées par les démons de l'histoire



jusqu'à la cime d'où l'on aperçoit la ligne d'horizon d'un avenir meilleur. Ce poème graphique plonge le lecteur dans la nuit qui a enveloppé toute une génération. Mais «*cette histoire n'est qu'un petit bout de l'histoire argentine. Le reste est entre les mains du peuple*», expliquent les auteurs.

BORIS SÉMÉNIAKO.

(1) Julio Cortázar et Alberto Cedrón, *La Racine de l'ombú*, Collectif des métiers de l'édition (CMDE), Toulouse, 2013, 96 pages, 20 euros.

BIOGRAPHIE	ÉCONOMIE
MENUS SOUVENIRS. – José Saramago <i>Seuil, Paris, 2014, 176 pages, 18 euros.</i> L'écrivain portugais José Saramago (1922-2010) livre quelques souvenirs d'enfance et de jeunesse, évoquant les années qui séparent sa naissance dans un village du Ribatejo de sa formation dans une école professionnelle au milieu des années 1930. De prime abord, ce mince volume a de quoi désorienter les fidèles du prix Nobel de littérature 1998 : nulle trace, ici, de ces grands événements historiques, voyages au long cours, utopies, cataclysmes et autres étrangetés déboussolantes qui parsèment son œuvre romanesque. Rien d'autre, dans ce petit texte, que le réel le plus simple, les images et les anecdotes du quotidien, rapportées avec une sobriété qui n'exclut ni la poésie ni la malice. Mais le lecteur attentif saura retrouver, dans ces «<i>menus souvenirs</i>», quelques traits essentiels de l'œuvre de Saramago : un attachement puissant, physique, au monde rural et à ses paysages, déjà au cœur du grand roman <i>Relevé de terre</i> (1980); une inaltérable fidélité aux humbles – en premier lieu à ses grands-parents illettrés évoqués par l'écrivain dans son discours du Nobel et en qui il reconnaissait ses vrais maîtres; le refus d'un ordre social qui sépare les hommes et écrase le plus grand nombre «<i>sous une montagne d'impossibles</i>». ANTONY BURLAUD	DES PAYS TOUJOURS ÉMERGENTS ? – Pierre Salama <i>La Documentation française, Paris, 2014, 160 pages, 7,90 euros.</i> De quoi parle-t-on lorsqu'on évoque les «pays émergents»? Dans ce court ouvrage à vocation pédagogique, le latino-américaniste Pierre Salama souligne les différences fondamentales qui opposent les membres de cette catégorie fourre-tout. Alors que la Chine affichait un taux d'investissement de 48% du produit intérieur brut (PIB) en 2012, le Brésil lambinait par exemple à 18%; si la part de Pékin dans la production mondiale de richesse a bondi de 7,1% à 14,5% entre 2000 et 2012, celle de Brasília a reculé de 2,9% à 2,8%. Néanmoins, tous ces pays se trouveraient confrontés à une même difficulté: «<i>la fin d'un cycle d'expansion, débuté dans les années 1980 et 1990 en Asie et dans les années 2000 en Amérique latine</i>». Peut-on compter sur la montée des classes moyennes pour soutenir l'activité économique? «<i>Une illusion</i>», répond l'auteur, avant de suggérer que l'émergence de ces classes moyennes (au périmètre fluctuant) constitue «<i>d'avantage le résultat de la croissance que sa cause</i>». PEPITA ESTEBAN THE SECRET CLUB THAT RUNS THE WORLD. Inside the Fraternity of Commodity Traders. – Kate Kelly. <i>Penguin Books, Londres, 2014, 264 pages, 14,99 livres sterling.</i> Journaliste financière sur la chaîne américaine CNBC, l'auteur de cette enquête entrouvre la porte sur le petit monde des courtiers en matières premières. Qu'ils dirigent un fonds de placement, un département de Goldman Sachs ou de Glencore, ces multimillionnaires jonglent avec les cours des produits pétroliers, des minerais, du blé ou du soja, dont dépend le sort de populations entières. Au tournant des années 2000, quand le prix du baril s'envole, les investisseurs se ruent sur les matières premières. «<i>Tous pariaient sur la hausse des prix et, ce faisant, l'alimentaient.</i>» Dans ce climat, les courtiers règnent. Insoucieux des règlements que les Etats rechignent à faire respecter, ils jouent, trichent, trquent. En 2011, Goldman Sachs organisa même une pénurie d'aluminium pour faire gonfler ses profits. La discordance entre la matérialité de ces biens et l'évanescence des instruments financiers qui les propulsent sur les marchés appelle, comme au trapeze, des histoires d'ascensions et de chutes. Kate Kelly les raconte à travers une galerie de portraits tirés d'entretiens, à laquelle manque un panorama critique des acteurs et des enjeux. PIERRE RIMBERT ÉMANCIPER LE TRAVAIL. Entretiens avec Patrick Zech. – Bernard Friot <i>La Dispute, Paris, 2014, 156 pages, 10 euros.</i> L'auteur de <i>Puissances du salariat</i> laisse parfois dubitatif à gauche : en quoi une institution aussi porteuse de souffrance que le salariat pourrait-elle constituer la clé de voûte de l'émancipation sociale? Comment le statut du fonctionnaire pourrait-il incarner un idéal révolutionnaire? Pourquoi défendre le maintien d'une hiérarchie des salaires dans une société qui serait débarrassée de la violence du capital? Le dernier ouvrage de Bernard Friot répond à ces interrogations et présente de manière limpide sa vision d'une trajectoire de sortie du capitalisme – la forme de l'entretien étant particulièrement adaptée à cette entreprise d'éclaircissement. Pour le sociologue et économiste, il s'agit de supprimer les institutions majeures du capitalisme (le marché de l'emploi, la propriété lucrative, le crédit et la mesure de la valeur par le temps de travail) en s'appuyant sur les institutions arrachées par la classe ouvrière au XX^e siècle : la cotisation, le statut de la fonction publique, les retraites, la Sécurité sociale et la propriété d'usage. Des conquêtes subversives, qu'il nous appartiendrait de généraliser. LAURA RAIM
HISTOIRE	
PARIS, BIVOUAC DES RÉVOLUTIONS. La Commune de 1871. – Robert Tomb <i>Libertalia, coll. «Ceux d'en bas», Paris, 2014, 480 pages, 20 euros.</i> Dans la lignée des travaux de Jacques Rougerie au cours des années 1960 et 1970, ce livre d'un professeur de Cambridge poursuit le renouvellement de l'histoire de la Commune de Paris. Il propose une synthèse ouverte, riche et dense, qui tient compte des études les plus récentes, en particulier de celles traitant de l'importance des transformations urbanistiques du Paris du Second Empire. La mise à distance critique des faits et des témoignages, qui n'empêche pas une écoute «compréhensive» des acteurs, loin de la position de surplomb académique, le conduit également à une évaluation à la baisse du nombre des victimes de la Semaine sanglante, qui paraîtra iconoclaste à certains. Son insistance sur le rôle de la guerre dans l'éclosion de la Commune ainsi que son analyse de la garde nationale et de la place des femmes viennent souligner la capacité des acteurs à saisir le nouveau pour s'engouffrer dans les brèches d'une histoire qui, hier comme aujourd'hui, n'est pas terminée. CHARLES JACQUIER	



IDÉES

LES PIÈGES DE L'IDENTITÉ CULTU-RELLE. – Régis Meyran et Valéry Rasplus
Berg International, Paris, 2014, 128 pages, 16 euros.

Un anthropologue et un sociologue étudient le tour de passe-passe qui a remplacé le mot « race » par celui de « culture ». On exclut l'autre non plus en raison de sa race, mais « *au nom de l'identité culturelle* ». L'ouvrage rappelle la genèse de la notion moderne de culture, inventée en Allemagne au milieu du XVIII^e siècle pour désigner « *tout ce qui a trait au raffinement de l'esprit* » et qui acquiert ensuite, sous l'emprise de l'anthropologie sociale et culturelle, un sens plus proche de civilisation. On parle alors de cultures au pluriel, de peuples à historicité variable. Autant de rapports au monde analysés différemment selon les interprétations, et que vont instrumentaliser les politiques. La seconde partie du livre analyse comment les notions de relativisme culturel et d'ethnocentrisme, le culturalisme (théorie culturaliste de la personnalité) ou le différentialisme (l'éloge de la différence culturelle érigée en absolu) ont pu cautionner certaines idéologies d'extrême droite. Aujourd'hui, c'est la Gauche populaire qui brandit le nouveau concept différentialiste d'« *insécurité culturelle* ».

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER

SOZIOLOGISCHE KAPITALTHEORIE. Marx, Bourdieu und der ökonomische Imperialismus. – Peter Streckeisen
Transcript Verlag, Bielefeld, 2014, 328 pages, 29,99 euros.

Depuis des lustres, notamment à la suite de Gary Becker et de Pierre Bourdieu, la littérature sociologique fourmille de toutes sortes de capitaux : capital humain, social, culturel, scolaire, symbolique, esthétique, etc., sans que le concept même de capital ait fait l'objet d'une élaboration méthodique. Selon l'auteur, ce paradoxe s'explique essentiellement par un rendez-vous manqué avec l'élaboration marxienne du concept, telle qu'elle est développée dans *Le Capital*. Surtout comprise comme une réflexion économique (en dépit du sous-titre explicite : *Critique de l'économie politique*) ou politique, tant chez les marxistes que chez les autres, son contenu proprement sociologique est rarement, sinon jamais, étudié. Pourtant il existe, inclus en particulier, selon Peter Streckeisen, dans la critique marxienne de la naturalisation des rapports sociaux capitalistes, dans son analyse des formes sociales de la valeur, ainsi que dans sa théorie du fétichisme. Autant d'éléments féconds pour une élaboration sociologique des formes sociales capitalistes, c'est-à-dire des formes sociales à travers lesquelles le capital subordonne la société entière.

ALAIN BIHR

SOCIOLOGIE DES ÉLITES DÉLINQUANTES. De la criminalité en col blanc à la corruption politique. – Pierre Lascombes et Carla Nagels
Armand Colin, Paris, 2014, 303 pages, 29 euros.

Cet essai relève d'une actualité brûlante et récurrente. C'est précisément son sujet : « *la constante de l'indignation et la faiblesse des sanctions* », ce paradoxe qui permet à la criminalité en col blanc de prospérer. L'état des lieux vient à point pour donner les instruments de compréhension d'une délinquance longtemps négligée par la recherche, jusqu'à l'ouvrage fondateur d'Edwin H. Sutherland sur le *white collar crime* (1949). La criminologie a consacré son attention aux « *classes dangereuses* » et à leurs « *illégalismes de biens* » (Michel Foucault), à l'exemple d'une justice bien peu répressive envers les « *illégalismes de droit* », où les responsabilités sont diluées et bénéficient d'une étrange tolérance. En un pluralisme épistémologique sans complaisance, ni euphémisation, ce livre propose d'autres solutions que les indignations communes répétées, aussi vertueuses qu'inutiles. Il revendique l'utilité sociale d'une connaissance scientifique de cette très coûteuse délinquance des élites, afin d'éviter que, sur fond de « tous pourris », elle ne soit fatale.

ALAIN GARRIGOU

DVD

Made in France – L'année où j'ai vécu 100% français de Benjamin Carle, Karine Dusfour et Benjamin Audour
Ed. Montparnasse, Paris, 2014, 90 minutes, 15 euros.

« *Je suis un enfant de la mondialisation. En vingt-cinq ans, j'ai consommé des biens de plus de pays que je n'en visiterai jamais.* » Fort de ce constat, le jeune journaliste Benjamin Carle prend au mot l'ancien ministre du redressement productif Arnaud Montebourg et tente de vivre en ne consommant que des produits élaborés en France, avec un budget de 1 800 euros net. Le journaliste enfille la marinière, mais ne peut pas lui assortir de jeans : aucun ne porte l'estampille « fabriqué en France ». Sous le ton de la blague potache, l'expérience sert de prétexte à une plongée dans l'appareil productif national. Et le constat est rude, malgré l'humour oblique qui fit grand bruit lors de la diffusion du documentaire sur Canal Plus en mars 2014. Plus un réfrigérateur ne sort des usines hexagonales, plus une seule entreprise ne produit de broches à dents, sans parler des accessoires high-tech...

JACQUES DENIS

PHILOSOPHIE

« Homo faber »

LA redécouverte de la philosophie de Gilbert Simondon (1924-1989) a souvent été dictée par les intérêts hétérogènes d'illustres lecteurs. Herbert Marcuse, Gilles Deleuze, Jean Baudrillard, Etienne Balibar, Bernard Stiegler ont non seulement adopté certains de ses mots d'ordre, mais ouvert à leur tour des horizons de recherche dans le champ même de sa pensée... On pourrait affirmer que les phases de sa relecture ne font que reproduire la stratification de sa réflexion, déjà évidente en 1958 dans ses œuvres majeures : sa thèse de doctorat principale, sous la direction de Georges Canguilhem, *L'Individuation à la lumière des notions de forme et d'information* (1), et la thèse complémentaire, *Du mode d'existence des objets techniques* (2).

La nouvelle édition, revue et corrigée, de *Du mode...* et l'achèvement, grâce à l'excellent volume *Sur la technique* (3), de la publication de presque tous les matériaux actuellement disponibles sur ce sujet offrent l'occasion de repenser le statut de la technique dans le cadre du projet pédagogique-politique qui inspire toute sa recherche. Ce projet est fondé sur une conception de la « technicité » qui lui a permis de s'éloigner aussi bien du rationalisme aveugle du progressisme technocratique que des régressions communautaires et technophobiques. Ce que Simondon entend par « technicité » ne définit pas seulement l'essence en général des objets techniques, mais plutôt le mode d'existence de l'outil, la machine, l'ensemble technique, dans leur interaction avec la culture. Ce concept devient ainsi la clé d'une analyse des processus de formation du lien social et de son milieu techno-symbolique, qui excède à la fois le champ disciplinaire de l'histoire des techniques et celui de la discussion métaphysique sur l'essence de la technique, chère à Martin Heidegger.

En fait, dans *Du mode...*, Simondon s'intéresse à la potentialité inventive des techniques dégagées de l'impératif de la productivité. La question de la technique est ainsi mise au centre de la discussion concernant la transformation de la forme-travail dans le capitalisme avancé : il étudie d'un côté le processus de réduction de la technicité au travail, où la productivité devient la norme du rapport de l'homme au monde, et de l'autre le fonctionnement propre des objets techniques. Ce qui

lui fournit la base d'une théorie générale du fonctionnement des systèmes qui oppose l'étude des processus réels à une pensée des essences et des finalités préétablies. La dichotomie traditionnelle, qui oppose sujet et objet, inerte et vivant, est ainsi balayée.

Toute l'œuvre de Simondon travaille à justifier l'institution d'une culture technique qui permette de viser la renégociation continue du fonctionnement du système social, en s'opposant au simple développement de l'état de choses existant. Comme tous les étudiants en philosophie de l'Ecole normale supérieure de sa génération, il a d'abord été imprégné par la pensée de Gaston Bachelard et par celle d'Henri Bergson, en particulier par la réflexion de ce dernier sur l'*Homo faber* : l'intelligence de l'*Homo sapiens* selon Bergson est d'abord celle du *faber*, du fabricant ; elle désigne la faculté de faire des objets artificiels, en particulier des outils, et d'en varier la confection. L'effort de réforme antiesentialiste de l'épistémologie des systèmes physiques, vivants, techniques et sociaux produit par Simondon s'inscrit, quelles que soient les différences, dans cet héritage. C'est le fond à partir duquel il a construit, à travers le dialogue direct avec l'épistémologie de Canguilhem, la phénoménologie de Maurice Merleau-Ponty et la cybernétique de Norbert Wiener, l'originalité d'une pensée qui autorise une perspective qu'on pourrait dire écologique, et dont la force doit être nécessairement considérée aujourd'hui. Elle réside dans le dépassement de la fausse alternative entre humanisme et antihumanisme, et va jusqu'à défier le mythe même d'une nature humaine sur laquelle la politique fonderait une régulation automatique, sans pensée, du corps social, en rejetant toute expérimentation politique : un projet qu'il convient d'appeler – pour citer le titre du colloque international de Cerisy récemment consacré à Simondon – « *l'invention du futur* ».

ANDREA BARDIN.

(1) Gilbert Simondon, *L'Individuation à la lumière des notions de forme et d'information*, Jérôme Millon, Grenoble, 2005, 571 pages, 98 euros.

(2) Gilbert Simondon, *Du mode d'existence des objets techniques*, Aubier, Paris, 2013, 367 pages, 23 euros.

(3) Gilbert Simondon, *Sur la technique*, Presses universitaires de France, Paris, 2014, 480 pages, 35 euros.

CULTURE

Pornographiquement correct

EN 2003, Stephenie Meyer fait un rêve. De ce rêve naît un livre : *Twilight*. L'intrigue est limpide : une jeune fille, Bella, rencontre un jeune homme, Edward. Ils tombent amoureux et, surprise ! Edward est un vampire. Mais version, si l'on ose dire, zoophile – il ne consomme que du sang animal. Le succès de *Twilight* (1), soit quatre volumes et plus de cent millions d'exemplaires vendus dans le monde, découle de son côté *bigger than life* (« plus grand que nature ») : une adolescente ni blonde ni sportive séduit un adolescent « *d'une splendeur inhumaine et dévastatrice* », pas moins. Comble de perfection pour un lectorat tout juste pubère, Edward ne couche pas mais raffole de caresses – de toute façon, Bella passe son temps à faire le ménage. Le lectorat moins juvénile rangera le bel Edward quelque part entre le prince de conte de fées et le sir Stephen d'*Histoire d'O* (2), ce roman-culte à la gloire du sadomasochisme. Le fantasme de Meyer prend ensuite chair à Hollywood, avec Robert Pattinson et Kristen Stewart. Et va féconder l'imagination d'Erika Leonard, dite E. L. James, auteure américaine de *fanfics*.

Qu'est-ce qu'une *fanfic* ? Une abréviation de *fanfiction*, récit que des fans écrivent pour prolonger un film, une série, etc. En d'autres termes, c'est une MMOOZ (*Massively Multiplayer Online Orgy Zine*) – une gigantesque orgie littéraire en ligne. N'importe qui et tout le monde peut s'emparer de la créature d'un autre (Tintin, les Schtroumpfs ou Heathcliff), la torturer (*angst*), la tuer (*deathfic*), faire gagner Gargamel (*darkfic*) et fournir avec : on parle alors de *smut* (déalcalque), et on s'en vante sur Internet.

La *smutfic* d'E. L. James met en scène la dimension érotique de *Twilight*. D'abord publiée en ligne, elle est éditée par Vintage Books en 2012, sous le titre *Fifty Shades of Grey* (3). La ressemblance avec *Twilight* est affirmée, le pathos vampirique simplement remplacé par une enfance malheureuse censée expliquer les pulsions sadiques du héros. Voilà pour les similitudes. En revanche, Ana ne s'intéresse pas une seconde aux travaux ménagers, et surtout, différence majeure, elle a un sexe.

Dans *Fifty Shades*, le « hard » abonde : le premier volume compte quinze longs passages pornographiques, et le reste ne parle que de cravaches et de dessous chics. Mais ce n'est guère méchant, puisque l'un s'arrête sitôt que l'autre dit « aïe ». *Fifty Shades* réussit la fusion des

contraires en inventant un concept qui va faire fureur – plus de cent millions d'exemplaires vendus dans le monde, et une adaptation cinématographique qui sortira en février 2015 – sous le nom de *mummy porn* (« porno pour maman »). En d'autres termes, le pornographiquement correct. Comment passe-t-on de ce qu'on pourrait appeler le *daddy porn* (« porno pour papa ») destiné aux hommes – la série *S.A.S.*, de Gérard de Villiers, par exemple – à *Fifty Shades* ? Il suffit d'ôter toute intrigue politique et d'ajouter, à la truelle, des déclarations d'amour. Le *mummy porn* signalerait-il qu'un imaginaire érotique féminin a enfin éclos ?

Professeure de sociologie à la Hebrew University de Jérusalem, Eva Illouz prolonge la réflexion engagée dans son essai *Pourquoi l'amour fait mal* (Seuil, Paris, 2012) en interrogeant « *les facteurs et les mécanismes* » de ce succès (4), car « *le propre d'un best-seller est de formuler les problématiques sociales de son temps* ». Première problématique : l'amour est devenu « *un sentiment inavouable* ». *Fifty Shades of Grey* n'enveloppe pas les scènes de sexe « *dans le papier rose bonbon du sentiment* », au contraire : « *Le sexe est l'emballage dans lequel se dissimule l'histoire d'amour* ». Quant aux pratiques sadomasochistes, elles apparaissent comme un moyen, pour le héros masculin, d'entrer dans la « *sphère féminine de l'intimité* » sans perdre sa virilité, et pour le couple de rendre les différences de genre « *acceptables parce que génératrices de plaisir* ». Le roman, tout au jeu de la soumission et de l'autonomie, de la souffrance et de l'épanouissement sexuel, sera alors, selon Illouz, utilisé comme « *une sorte de boîte à outils à l'aide de laquelle les individus peuvent s'orienter, en y puisant éventuellement des conseils* ». Après avoir pris conscience de leur corps, il ne restera plus aux héros qu'à se découvrir une conscience sociale...

CATHERINE DUFOUR.

(1) Stephenie Meyer, *Twilight* ou *La Saga du désir interdit*, intégrale, Le Livre de poche Jeunesse, Paris, 2013, 2517 pages, 29,90 euros.

(2) Pauline Réage (pseudonyme de Dominique Aury), *Histoire d'O*, Le Livre de poche 1999 (1^{re} éd. : 1954), 288 pages, 6,10 euros.

(3) E. L. James, *Cinquante Nuances de Grey*, Le Livre de poche, 2014, 672 pages, 6,90 euros.

(4) Eva Illouz, *Hard Romance*. Cinquante Nuances de Grey et nous, Seuil, Paris, 2014, 160 pages, 16 euros.

DANS LES REVUES

❑ **FOREIGN AFFAIRS.** Quelles leçons tirer pour les Etats-Unis d'une décennie de conflits ? Daniel Byman et Jeremy Shapiro se demandent si on ne surestime pas la menace des djihadistes qui reviennent dans leur pays, et Peter Tomsen pourquoi la « bonne guerre » (Afghanistan) a mal tourné. (Novembre-décembre, bimestriel, abonnement un an : 89,95 dollars. – 58 E 68th Street, New York, NY 10065, Etats-Unis.)

❑ **HARPER'S.** Doug Henwood développe les raisons de s'opposer à une candidature de Mme Hillary Clinton à l'élection présidentielle de 2016 ; un reportage de James Harkin recueille les témoignages des combattants et des ennemis de l'Organisation de l'Etat islamique ; visite guidée dans une ferme qui abrite plus de deux millions de poules. (N° 1974, novembre, mensuel, 6,99 dollars. – 666 Broadway, New York, NY 10012, Etats-Unis.)

❑ **RELATIONS.** Les entreprises minières canadiennes multiplient les violations de droits humains en Amérique latine ; la politique du premier ministre Stephen Harper a aggravé la surpopulation carcérale ; peut-il exister une éducation émancipatrice ? (N° 774, octobre, bimestriel, 7 dollars canadiens. – 25, rue Jarry-Ouest, Montréal, H2P 1S6, Canada.)

❑ **MIDDLE EAST REPORT.** Les révolutions du monde arabe ne se sont pas déroulées seulement dans les capitales. Le dossier est consacré aux évolutions politiques et sociales vues des provinces, notamment en Egypte et en Tunisie. (Hiver, trimestriel, abonnement un an : 60 dollars. – 13 344 T St. NW#1, Washington, DC 20009, Etats-Unis.)

❑ **AFRIQUE RENOUVEAU.** Que signifie le libre-échange entre partenaires inégaux ? La négociation des accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) illustre la dureté des rapports de forces à l'œuvre dans le commerce mondial. (Vol. 26, n° 1, avril, trimestriel, gratuit. – Nations unies, New York, NY 10017-2513, Etats-Unis.)

❑ **AUTREPART.** « L'industrialisation au Sud ». Au Swaziland et au Lesotho, résultats et échecs d'un accord de commerce préférentiel passé entre les Etats-Unis et l'Afrique ; étude du modèle productif et de son lien avec la configuration spatiale d'une ville : leurs influences réciproques pour expliquer l'industrie de la confection à São Paulo. (N° 69, automne, trimestriel, 25 euros. – 19, rue Jacob, 75006 Paris.)

❑ **NORDIQUES.** Un regard critique sur la pénalisation de la prostitution en Norvège, sur le discours dominant au Danemark ou en Norvège et la tolérance envers l'homosexualité comme moyen de justifier une mission civilisatrice. Une analyse de la construction de la sexualité à travers un cours dispensé par l'Etat norvégien aux futurs parents. (N° 28, automne, semestriel, 19 euros. – Bibliothèque de Caen, place Louis-Guillaud, 14053 Caen Cedex.)

❑ **CARTO.** Un dossier richement illustré sur l'Arctique et les convoitises que la région suscite. Trois pages également sur le réveil de la question raciale aux Etats-Unis, avec plusieurs cartes sur l'évolution des populations à Saint Louis et à l'échelle du pays. (N° 26, novembre-décembre, bimestriel, 10,95 euros. – 91, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.)

❑ **FUTURIBLES.** La transition écologique : perspectives sur la sobriété (imposée ou choisie), la saturation de la consommation et une croissance devenue circulaire. Un entretien avec Jeremy Rifkin sur l'évolution vers une société du coût marginal zéro et la fin du capitalisme avec le développement d'une économie collaborative. (N° 403, novembre-décembre, bimestriel, 22 euros. – 47, rue de Babylone, 75007 Paris.)

❑ **ÉCOLOGIE ET POLITIQUE.** Un dossier sur les servitudes de la puissance et les conflits énergétiques, à commencer par les conflits de classe, les énergies renouvelables, les oppositions au gaz de schiste dans le monde et la gestion internationale d'un accident nucléaire. (N° 49, automne, semestriel, 23 euros. – 69, avenue Danielle-Casanova, 94200 Ivry-sur-Seine.)

❑ **CHRONIQUE INTERNATIONALE DE L'IRES.** Quelles conséquences sur les relations au travail après le vote anti-immigration en Suisse ? Egalement, une analyse du statut des travailleurs aux Pays-Bas après quinze ans de « flexisécurité » ; salaires, pouvoir d'achat, heures supplémentaires, syndicats : une étude sur la part manquante des « abenomics ». (N° 147, septembre, mensuel, 13 euros. – 16, boulevard du Mont-d'Est, 93192 Noisy-le-Grand Cedex.)

❑ **ESPRIT.** « Peut-on raconter le chômage ? » Au programme, des offres d'emploi fictives aussi drôles que caustiques, la description de l'absurde entretien de prélicencement ou encore l'absence du sujet dans la fiction française contemporaine. (N° 409, novembre, mensuel, 20 euros. – 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.)

❑ **CRITIQUE INTERNATIONALE.** A travers un dossier spécial sur « les conflits du travail dans le monde », la revue rend compte de la situation dans les entreprises publiques chinoises ou encore de ce que peut être le syndicalisme américain dans une multinationale comme Walmart. (N° 64, juillet-septembre, trimestriel, 22 euros. – 117, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.)



LE CAMARADE DORIOT
GOMMIER D'HONNEUR

(dessin de BARRÈRE)

HISTOIRE

Comment devient-on fasciste ?

Ouvrier métallurgiste et ancien dirigeant communiste, Jacques Doriot fonde en juin 1936 le Parti populaire français. Affirmant combattre tant le communisme que le capitalisme, tant Joseph Staline qu'Adolf Hitler, il finit parmi les ultras de la collaboration. Cette dérive d'un fasciste à la française passe néanmoins par quelques chemins inattendus.

PAR LAURENT KESTEL *

GRANDE apparaît la tentation de reconstruire le parcours de Jacques Doriot (1898-1945) à l'aune de son issue, en cherchant une constance dans une somme d'inconstances et une logique derrière un cheminement idéologique. Outre l'explication psychologisante de l'appétit du pouvoir, de l'ambition déçue et du ressentiment à l'égard du Parti communiste français (PCF) – qui ne permet en rien de comprendre, par exemple, la place de Doriot dans le champ politique –, un autre écueil consisterait à vouloir faire graviter sa conversion dans la sphère éthérée des idées pures.

A l'aube des années 1930, Doriot est l'une des figures communistes les plus en vue. La presse s'est vite intéressée à ce « moscoutaire », élu député à 26 ans, qui excelle aussi bien dans les joutes oratoires que dans les combats de rue. Il s'est particulièrement illustré dans les luttes anticolonialistes, notamment à l'occasion de la guerre du Rif (1), et en est sorti auréolé, siégeant dans les hautes instances du parti et même de la III^e Internationale (2).

Les luttes de pouvoir finissent toutefois par institutionnaliser le révolutionnaire et par le familiariser avec le calcul politique. Lorsque Moscou lui préfère Maurice Thorez à la direction du parti, en 1930, celui que la presse dépeint en bolchevik au couteau entre les dents est en passe de faire son entrée au sein de l'élite politique de la III^e République : c'est un député-maire bien ancré dans son territoire. Il est réélu à Saint-Denis (3) dès le premier tour des élections législatives de 1932, alors que le PCF essuie dans le pays une défaite cuisante. Cette assise lui permet d'affirmer ses réticences puis son opposition aux orientations portées par Thorez, en particulier la ligne « classe contre classe » qui fait des socialistes des agents du « social-fascisme ». Doriot milite en faveur d'alliances au sommet avec les socialistes contre la menace fasciste, ce qui lui vaut d'être condamné à plusieurs reprises pour opportunisme.

Au soir des émeutes du 6 février 1934 (4), cependant, une telle proposition rencontre un écho inespéré. Dans le flot des mobilisations politiques et syndicales, Doriot crée à Saint-Denis un comité de vigilance antifasciste réunissant des socialistes, des communistes ainsi que des membres de la Confédération générale du travail (CGT) et de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU, communiste). Il tente un coup de force en démissionnant de son mandat de maire afin de faire trancher par le peuple le différend qui l'oppose à la direction du PCF. Il frôle le plébiscite, avec plus de 75 % des voix. Mais qu'importe le jugement des urnes : il est exclu le 27 juin. Un mois plus tard, Thorez, qui n'avait cessé de dénoncer la « trahison » de Doriot et le « vomissement social-démocrate », signe avec les socialistes le pacte d'unité d'action qui met fin à la guerre fratricide entre socialistes et communistes, jetant les bases du Front populaire...

L'isolement de Doriot laisse le champ libre à ses adversaires pour le définir et le situer politiquement. Il est classé par ses anciens camarades parmi les déviants de la III^e Internationale : « *trotskiste* » ou encore « *renégat pupiste* » (5). De leur côté, les socialistes, qui l'ont publiquement soutenu dès février 1934, semblent divisés entre, d'une part, une direction soucieuse de ne pas s'immiscer dans les affaires de son nouveau partenaire et, d'autre part, une aile gauche qui s'affiche sporadiquement aux côtés du proscrit tout au long de l'année 1935. Parti communiste excepté, Doriot a droit de cité à gauche, mais n'est pratiquement d'aucun poids dans la construction du Front populaire.

Aux élections sénatoriales d'octobre 1935, en rayant les noms des candidats PCF de la liste d'union de la gauche conduite dans le département de la Seine par le communiste Marcel Cachin, Doriot et ses alliés contribuent à l'élection de Pierre Laval. Le futur chef

ADRIEN BARRÈRE.
– « Le Camarade Doriot, gommier d'honneur », 1925

du gouvernement de Vichy mène alors une politique déflationniste que combattent socialistes et communistes. Doriot est exclu du Front populaire et de ses divers groupements. Des rixes entre ses partisans et des communistes à Saint-Denis permettent à ces derniers d'affirmer qu'ils font face à un « *fasciste* » ; un qualificatif qu'ils sont encore les seuls à utiliser. Malgré la campagne du candidat PCF Fernand Grenier sur ce thème à Saint-Denis, Doriot est réélu député aux élections de 1936 – cette fois d'une courte tête.

Ne pouvant se revendiquer d'un camp, Doriot emprunte d'autant plus facilement une ligne « ni droite ni gauche » qu'il attire dès la fin de l'année 1935 des réprochés de tous bords : anciens communistes, néosocialistes, « jeunes-turcs » du Parti radical, non-conformistes, fascistes, qui tous brûlent de faire voler en éclats le système des partis. Avec ce groupe dirigeant hautement improbable composé d'anciens ouvriers, de grands bourgeois et d'aristocrates, il crée le Parti populaire français (PPF), un mois après les grandes grèves de mai-juin 1936. Pour base programmatique, celui-ci affiche un anticommunisme de principe, un rejet bien moins viscéral du conservatisme social de la droite et un nationalisme mollement antiparlementaire rejetant officiellement le fascisme et l'antisémitisme. S'y ajoutent la valorisation économique de l'empire colonial français et la collaboration des classes – deux éléments qui ont certainement partie liée avec le financement du parti par des banques d'affaires d'outre-mer et par le Comité des forges, puissante organisation patronale de la sidérurgie.

DIFFICILE, en tout cas, de trouver dans ces éléments les vestiges d'un quelconque passé d'homme de gauche. Doriot abjure d'ailleurs publiquement ses anciennes convictions en déclarant : « *L'erreur fondamentale du marxisme est de croire que l'homme est le produit exclusif de son milieu économique. (...) Or l'homme obéit à un certain nombre de lois naturelles, qui se reproduisent depuis toujours* » (6).

La ligne « ni droite ni gauche » est typiquement une stratégie d'outsiders souhaitant renverser les structures politiques établies. D'autres que Doriot entendent occuper le créneau du rassembleur par-delà les « fausses divisions politiques » ; le colonel François de La Rocque, en particulier, qui fonde le Parti social français (PSF) après la dissolution, décidée par le Front populaire, du mouvement des Croix-de-Feu. Doriot et La Rocque deviennent rapidement rivaux et prennent des positions que seul vient distinguer un « *narcissisme des petites différences* » (7). Ils sont, du reste, confondus par le Front populaire sous le seul et même vocable de « fascistes ». Les thèmes développés par Doriot achèvent en effet de convaincre toute la gauche que le PPF est une formation fasciste inféodée au patronat et à des puissances étrangères.

Un tel consensus n'est pas partagé par les partis et les journaux conservateurs. *L'Echo de Paris* loue la croisade de Doriot contre le communisme, « *germe de guerre* » (29 juin 1936). *Le Temps*, quotidien de référence, emploie des intonations à peine moins enthousiastes pour couvrir le premier congrès du parti, en novembre 1936. Nul ne se hasarde toutefois à l'appréhender autrement qu'au prisme de son anti-communisme. On sourirait presque en rappelant que les groupuscules antisémites n'ont vu au départ dans le PPF qu'un repaire de Juifs, de francs-maçons et de renégats communistes...

Mais le flou identitaire du PPF ne va pas durer. Le 16 mars 1937, une manifestation du Front populaire

contre la tenue d'un meeting du PSF à Clichy dégénère en bataille rangée avec la police, faisant cinq morts et plusieurs centaines de blessés. La CGT appelle à une demi-journée de grève générale ; le Parti communiste demande de son côté la dissolution du PSF et du PPF. En réponse, Doriot propose un « front de la liberté contre le communisme » à pratiquement tous les partis de la droite parlementaire et extraparlamentaire, ainsi qu'à deux partis ralliés au Front populaire – l'Union socialiste républicaine et le Parti radical –, ne serait-ce que pour maintenir les apparences d'une ligne « ni droite ni gauche ». Le refus de ces derniers transforme de fait ce « front de la liberté » en une classique proposition d'alliance des droites contre le communisme.

LE succès des premiers meetings crée une période de flottement. Mais, après plusieurs semaines d'hésitations, les dirigeants de l'Alliance démocratique et du Parti démocrate populaire, deux importantes formations de centre droit, refusent de rejoindre le rassemblement. La Rocque a enfin les mains libres et fait de même le 9 juin, grevant singulièrement les perspectives de ce front. Le 20, Doriot est défait par le communiste Auguste Gillot lors d'une élection municipale partielle à Saint-Denis. Pour couronner le tout, la chute du gouvernement de Léon Blum et le retour du radical Camille Chautemps (8) élargissent le spectre d'une « révolution rouge ». Doriot a perdu sur toute la ligne.

Le soir de sa défaite municipale, il renonce à son mandat de député. Un geste élégant de la part de celui qui vient tout juste d'accepter l'argent de l'Italie fasciste. Ne disposant pratiquement plus que du soutien de l'équipe de l'hebdomadaire *Je suis partout*, regroupée autour de l'écrivain Robert Brasillach, et de l'Action française de Charles Maurras, le PPF va de moins en moins récuser l'étiquette « fasciste ». Enfin, un an après l'échec du « front de la liberté », le parti bascule vers l'antisémitisme. Les archives italiennes laissent également entendre que Doriot aurait été l'un des émissaires secrets du troisième gouvernement Daladier pour négocier la reconnaissance par la France du régime de Francisco Franco, en 1939. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres des basses œuvres qu'il allait accomplir. Comme Maurras, Doriot considère l'avènement du régime de Vichy comme une « *divine surprise* ». Très actif dans la collaboration, il participe à la création de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme et combat à l'Est sous l'uniforme allemand. Sa voiture est mitraillée par un avion le 22 février 1945 en Allemagne, où il s'était réfugié avec le dernier carré des collaborationnistes et des fascistes français.

(1) Guerre coloniale des Français et des Espagnols contre la République rifaine (Maroc) entre 1921 et 1926.

(2) La III^e Internationale, également appelée Internationale communiste, regroupe sous la direction de Moscou les partis communistes partisans du nouveau régime soviétique.

(3) Doriot, député de la Seine depuis 1924, accède à la mairie de Saint-Denis en 1931.

(4) Manifestation antiparlamentaire organisée à Paris par les ligues nationalistes, qui déboucha sur de violents affrontements avec les forces de l'ordre et provoqua la chute du gouvernement d'Edouard Daladier.

(5) Du nom d'un parti politique des années 1930, le Parti d'unité prolétarienne (PUP), issu d'une scission du Parti communiste.

(6) Jacques Doriot, *La France ne sera pas un pays d'esclaves*, Flammarion, Paris, 1936.

(7) Pour reprendre la formule de Sigmund Freud dans *Le Malaise dans la culture*, Presses universitaires de France, Paris, 2010 (1^{re} éd. : 1930).

(8) Le cabinet Blum est acculé à la démission par le Sénat le 20 juin 1937. Camille Chautemps succède à Blum pour mener une politique économique plus conservatrice.

DANS LES REVUES

❑ **CRITIQUE.** « C'est moins le soulèvement que la défection qui ronge (...) le pouvoir. » Cette livraison met à l'honneur James Scott, anthropologue américain connu pour son travail sur les « arts » de la résistance passive des catégories subalternes : lecture critique de son ouvrage *Zomia* sur les résistances à l'Etat des peuples des hauts plateaux d'Asie du Sud-Est et entretien avec l'auteur. (Tome LXX, n° 810, novembre, mensuel, 11,50 euros. – 7, rue Bernard-Palissy 75006 Paris.)

❑ **SAVOIR/AGIR.** Soumis à un feu roulant de réformes visant à limiter les coûts, l'enseignement supérieur se métamorphose. Promesses d'autonomie et mise sous tutelle budgétaire, bureaucratisation de la recherche et transformation de la culture académique, professionnalisation des filières et essor des écoles de commerce : un dossier en forme de bilan. (N° 29, septembre, trimestriel, 10 euros. – Editions du Croquant, Brissieux, 73340 Bellecombe-en-Bauges.)

❑ **SOCIOLOGIES PRATIQUES.** Les organisations font des usages stratégiques de leur propre histoire, à l'instar de Volkswagen, qui a écrit et réécrit l'histoire de sa propre « naissance » sous le régime nazi. Dans la grande distribution, le récit des fondateurs veut produire de l'adhésion chez les employés, mais peut aussi se retourner contre l'entreprise... (N° 29, octobre-mars, semestriel, 25 euros. – 117, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.)

❑ **CAMPAGNES SOLIDAIRES.** Convergence des luttes : zadistes, paysans, citoyens solidaires ont organisé une marche à travers la France afin de soutenir des militants de la Confédération paysanne opposés à l'industrialisation de l'agriculture, condamnés en octobre par le tribunal correctionnel d'Amiens à de la prison avec sursis. (N° 300, novembre, mensuel, 5,50 euros. – 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet.)

❑ **L'AN 02.** Qui est réac ? Qui est moderne ? Un dossier pour faire la part des choses et éclairer des pistes brouillées quand des écologistes se montrent réactionnaires sur des questions de société ou qu'une partie de l'extrême droite investit certaines luttes. (N° 6, automne, semestriel, 7 euros. – Les Amis de l'An 02, 12, cité Leroy, 75020 Paris.)

❑ **GOLIAS MAGAZINE.** Sous le titre « Aggiornamento », la revue plonge dans le débat sur la famille. Les évolutions de la société appellent un renouveau de la pastorale dans la lignée de ce qu'a pu réaliser Vatican II. Les analyses de prêtres et les témoignages évitent les partis pris dogmatiques. (N° 158, septembre-octobre, bimestriel, 10,50 euros. – BP 3045, 69605 Villeurbanne Cedex.)

❑ **DIOGÈNE.** Une livraison consacrée aux « théories et pratiques de la non-violence », avec des articles sur le rôle du religieux, l'héritage non violent de l'islam, les résistances civiles en Israël et en Palestine, etc. (N° 243-244, juillet-décembre, trimestriel, 12,40 euros. – Presses universitaires de France, Paris.)

❑ **FRUSTRATION.** Imprimée en noir et rouge – sur la forme comme sur le fond –, la revue ouvre le feu sur l'humanitaire, instrument de dépolitisation, ainsi que sur la notion de « réseau » dans le monde du travail : dans les années 1980, « celui qui faisait "jouer ses relations" était encore appelé un piston, un privilège, bref un pourri. Aujourd'hui, c'est devenu un héros ». (N° 2, octobre, parution irrégulière, 4,70 euros. – 26, rue du Simplon, 75018 Paris.)

❑ **SPORT ET VIE.** Le conflit en Ukraine vu par les sportifs du pays. Après l'organisation de grands événements sportifs, la Grèce puis le Portugal ont été confrontés à de graves difficultés économiques ; après les championnats d'Europe de football en 2012, l'Ukraine a rapidement connu la guerre. (N° 147, novembre-décembre, bimestriel, 5,90 euros. – 25, rue Berbisey, 21000 Dijon.)

❑ **LE RAVI.** Le mensuel alternatif provençal poursuit son analyse de l'implantation du Front national (FN) dans le sud de la France, avec notamment une enquête sur le maire FN du 7^e secteur de Marseille et une autre dans le Vaucluse. Également, un savoureux « reportage dessiné » sur le procès de MM. Jean-Noël Guérini et Jean-David Ciot. (N° 123, novembre, mensuel, 3,40 euros. – 11, boulevard National, 13001 Marseille.)

❑ **LA GRANDE RELÈVE.** Le traitement médiatique des questions économiques. Les exemples choisis confirment – souvent avec humour – que prévalent partis pris, simplisme et personnalisation. (N° 1158, novembre, 11 numéros par an, abonnement 23 euros. – 88, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet.)

❑ **LA BRIQUE.** L'avenir du papier imprimé : maisons d'édition en difficulté, imprimeries, librairies et journaux à l'heure du numérique. (N° 41, octobre-novembre, bimestriel, 2 euros. – 14, rue des Tours, 59000 Lille.)

❑ **ETUDES.** De la définition de l'empathie aux relations entre humains et robots, une intéressante réflexion sur l'avenir de la robotique et ses questionnements éthiques ; un article sur la diversité et la créativité de l'œuvre cinématographique d'Alain Resnais. (N° 4210, novembre, mensuel, 12 euros. – 14 rue d'Assas, 75006 Paris, France.)

Retrouvez, sur notre site Internet,
une sélection plus étoffée de revues :
www.monde-diplomatique.fr/revues

* Auteur de *La Conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Raisons d'agir, Paris, 2012.

VIRUS EBOLA

Des treillis sous les blouses blanches

PAR BRUNO CANARD *

Si la guerre est une chose trop grave pour être confiée aux militaires, selon le mot de Georges Clemenceau, on peut d’autant plus s’interroger sur leur irruption dans le domaine de la santé publique. Plus l’épidémie d’Ebola avance en Afrique de l’Ouest, plus les commentaires prennent des accents martiaux. Même le directeur des opérations de Médecins sans frontières, M. Brice De le Vingne, présente la lutte contre la progression du virus en Afrique occidentale « comme une guerre ». La presse se met au garde-à-vous : « Washington : branle-bas de combat contre Ebola », « Le monde est en train de perdre la bataille contre Ebola »... La couverture médiatique confirme la loi du nombre de morts au kilomètre : une personne contaminée à New York fera de plus gros titres que mille personnes décédées au Liberia. Un laboratoire devient une « salle de guerre ». Et, lorsque la flambée s’échappe d’Afrique, les militaires en treillis rejoignent sur les photographies médecins et soignants, dont les combinaisons de protection rappellent les équipements contre les risques nucléaires, biologiques et chimiques de l’armée...

Les anciens colonisateurs et tous les Etats qui entendent compter sur la scène mondiale envoient soldats et personnel médical. Dans les pays développés, nous suivons les images du front en direct sur les écrans avec deux préoccupations majeures : que la guerre menée dans ces contrées lointaines n’arrive pas sur notre propre sol ; et qu’elle ne cause aucun dégât dans nos troupes. Invisibles demeurent les souffrances chez l’ennemi ou les « victimes collatérales », anonymes égrenés dans des chiffres aussi vertigineux que vite oubliés. Lorsqu’un soldat est touché, il est rapatrié immédiatement. Le virus doit être neutralisé. Une thérapie est opportunément expérimentée, à un coût astronomique.

L’expansion rapide de la maladie (cinq mille décès début novembre) remonte le mécanisme de la peur. Peu importe qu’elle soit assez peu contagieuse – sauf par contact direct. Le taux de létalité des personnes atteintes (environ 50 %) justifie qu’on juge ce virus plus effrayant que d’autres maux dont les victimes s’avèrent bien plus nombreuses en Afrique : sida (un million deux cent mille morts en 2012), paludisme (un million cent mille morts en 2010), accidents de la route, manque d’eau potable, ou simplement famine et vraies guerres.

La peur légitime tous les abus. Ebola vient de donner une formidable impulsion à la société de surveillance, qui connaît un âge d’or : contrôle aux frontières, convocation aux centres de vaccination, recherche imposée de tout suspect pouvant présenter des symptômes et un début de fièvre. Nombre d’aéro-

ports s’équipent de caméras thermiques. Une aubaine ! Les banques de données s’enrichissent de milliers de visages inquiets ou conciliants.

Mais la peur doit aussi rester gérable. Sinon elle engendre la panique, dont on a vu les effets dans les pays touchés : fuyards à l’approche des camionnettes médicales, caillassages, meurtres même. Les élections législatives américaines sont passées, journaux et responsables politiques s’emploient maintenant à rassurer. Car le public réclamera des comptes. Rarement à l’armée, plutôt aux élus et aux chercheurs.

Or on peut légitimement se demander ce qu’a produit la recherche sur la fièvre hémorragique à virus Ebola depuis 1976 et son apparition en Afrique centrale. La directrice adjointe de la branche Microbiologie et maladies infectieuses de l’Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) mentionne une « recherche active » et « beaucoup de publications consacrées à des approches thérapeutiques ou vaccinales sur la fièvre Ebola ».

Une très brève vérification dans la base de données spécialisée PubMed (1) permet de se faire une idée de cette abondante et « active » recherche sur ce virus qui épargnait jusqu’à présent les pays riches. Au 31 octobre 2014, on peut dénombrer deux cent quatre-vingt mille publications scientifiques sur le virus du sida, découvert en 1983, soit sept ans après Ebola. Pour le virus de l’hépatite C, identifié en 1989, plus de trente-cinq mille références sont recensées. En quarante ans, le virus Ebola n’a fait l’objet que de deux mille cent articles, dont environ quatre cent quarante cette année... En moins de vingt ans, la recherche mondiale sur le sida a permis de mettre au point des thérapies garantissant un contrôle efficace de la maladie dans les pays développés. Idem pour l’hépatite C, dont on peut guérir aujourd’hui, notamment avec un médicament américain qui coûte 40 000 euros par patient. Le budget que l’assurance-maladie française devrait prévoir pour ce traitement en 2015 équivaldrait à la moitié du produit intérieur brut du Liberia.

Et la recherche en France ? L’Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé (Aviesan) évoque lors d’une conférence de presse le 18 octobre 2014 à Paris « une mobilisation rapide de la recherche française ». Vérification faite, dix laboratoires français ont certes reçu des subventions, mais dans l’urgence, et sans appel d’offres...

Sur plus de dix mille projets financés par l’Agence nationale de la recherche (ANR), on n’en compte que quatre sur Ebola. PubMed n’enregistre que quatre-vingt-sept articles produits par des équipes françaises, soit deux à quatre par an, et vingt-cinq pour 2014. Aucune publication ne porte sur des traitements, ou même sur un début de découverte de

molécule active. Et on retrouve toujours les mêmes auteurs.

Il est vrai que travailler sur un virus comme Ebola relève du parcours du combattant. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, tout laboratoire doit avoir à l’esprit le bioterrorisme. Les décideurs et bailleurs de fonds ont fini par croire en l’équation « virus émergent égale bioterrorisme ». Il s’en est suivi un raidissement administratif dissuadant considérablement toute recherche sur ce type d’agents pathogènes. Depuis 2011, cette dernière ressortit principalement à la direction générale de l’armement, qui a délégué à l’ANR son appel d’offres d’accompagnement spécifique des travaux de recherche et d’innovation défense (Astrid). Et c’est l’Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) qui gère les autorisations de travailler sur les fameux micro-organismes pathogènes et sur les toxines : Ebola, la brucellose, la tuberculose multirésistante, la ricine, etc. Monter un dossier se révèle chronophage et des plus complexes, et les réponses seront tardives et aléatoires.

ADÉFAUT de gérer les très attendus médicaments contre Ebola, l’ANSM stérilise les initiatives et les bonnes intentions. Car un laboratoire peut très bien travailler sur ces pathogènes sans jamais user de micro-organisme infectieux, en utilisant une « pièce détachée » totalement inoffensive. Mais pour cela il faut une autorisation, qui ne viendra pas avant six mois au moins.

Le législateur tremble à l’idée que l’on reconstruise en laboratoire un virus Ebola infectieux. Mais cela s’avérerait technologiquement fort complexe, et serait très facilement détectable. Tout apprenti terroriste peut faire son marché ailleurs : Ebola se ramasse par seaux dans les hôpitaux délabrés des trois pays dévastés d’Afrique de l’Ouest, comme tenta de le faire la secte Aum au Congo en 2002.

Rien n’incite un jeune chercheur à travailler sur Ebola, faute de financement. S’engager sans moyens, c’est prendre l’assurance de ne rien trouver et tendre le gourdin aux évaluateurs de la recherche, avec des conséquences funestes sur l’avenir scientifique de son laboratoire. Mieux vaut rester sous le robinet à finances des sujets porteurs.

La concentration des efforts sur des sujets toujours moins diversifiés a en outre des effets pervers : la communauté scientifique elle-même finit par faire du lobbying pour que les appels d’offres couvrent avant tout ses propres domaines, toujours plus réduits. Cela a



KURT SCHWITTERS. – « The Doctor » (Le docteur), 1919

justifié la concentration des labos au sein de réseaux dits « d’excellence » : Labex, Amidex, Equipex, etc. Les nouveaux talents devront devenir managers, *story tellers* (« Ma thèse en 180 secondes »), apprendre la novlangue anglophone du monde de l’entreprise. Et remplir des fiches de temps indiquant à quel projet leur cerveau a pensé durant la journée pour que leurs dépenses soient éligibles (2). Ainsi, le temps de recherche effectif a fondu comme neige au soleil au profit d’une bureaucratie « managériale ».

Dire que l’on veut penser et chercher en homme libre et indépendant est-il devenu une grossièreté ? Après les affaires de type Mediator, le public comprend pourtant très bien l’importance d’avoir une recherche indépendante. A devenir myopes, labos et chercheurs se feront peut-être bientôt caillasser à leur tour.

La médecine de guerre se fait dans l’urgence. On essaie de contenir ou de réparer des dégâts. Il n’est plus question de prévention ni d’explication. Dans l’appel des six cent soixante scientifiques au président François Hollande du 17 octobre 2014, on perçoit un ras-le-bol légitime et une (discrète) revendication de liberté. Mais on trouve une concession : la vassalisation assumée de la recherche à l’économie.

Pourtant, les exemples abondent montrant que les découvertes les plus juteuses n’ont jamais été planifiées. En 1984, par exemple, Niels Jerne, Georges Köhler et César Milstein recevaient le prix Nobel de médecine pour la découverte des anticorps monoclonaux. On put alors en fabriquer sur commande et à volonté pour des applications extrêmement vastes. En 2014, les anticorps monoclonaux auront généré un chiffre d’affaires de 58 milliards de dollars. Ils sont issus d’une recherche totalement libre et non programmée. Ils constituent le principe actif du fameux traitement ZMapp expérimenté contre... Ebola.

(1) US National Library of Medicine, National Institutes of Health, ncbi.nlm.nih.gov/pubmed

(2) Dans les contrats européens, le laboratoire doit émettre une facture mentionnant le temps de cerveau utilisé les jours ouvrables.

SOMMAIRE

PAGE 2 :	La Russie sans manichéisme, par CATHERINE SAMARY. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.
PAGE 3 :	Le socialisme existe, pour les riches, par OWEN JONES.
PAGES 4 ET 5 :	« La France gesticule... mais ne dit rien », suite de l'article de DOMINIQUE DE VILLEPIN. – Trois priorités pour la sécurité collective (D. DE V.).
PAGE 6 :	Lyon-Turin, résistance dans la vallée, par SERGE QUADRUPPANI.
PAGE 7 :	Veillée d'armes au Donbass, par LAURENT GESLIN ET SÉBASTIEN GOBERT.
PAGES 8 ET 9 :	La jeunesse burkinabé bouscule la « Françafrique », par ANNE FRINTZ. – Extrême pauvreté (A. F.). – L'Afrique du Sud dans la bulle de la consommation à crédit, par ALAIN VICKY.

PAGES 10 ET 11 :	La charité contre l'Etat, suite de l'article de BENOÎT BRÉVILLE. – De Coluche à David Cameron (B. B.).
PAGES 12 ET 13 :	Au Mexique, le massacre de trop, par RAFAEL BARAJAS ET PEDRO MIGUEL. – De concert, par RENAUD LAMBERT. – Un grand port aux mains d'un cartel, par LADAN CHER.
PAGES 14 ET 15 :	Guillaume Apollinaire et ses peintres, par LAURENCE CAMPA.
PAGES 16 ET 17 :	Luttes d'influence dans une Asie centrale désunie, par RÉGIS GENTÉ.
PAGE 18 :	Le commerce à l'assaut du droit social, par CHLOÉ MAUREL. – Deng Xiaoping, vedette cathodique, par JORDAN POUILLE.
PAGE 19 :	L'Afghanistan ne croit pas à la paix, par CAMELIA ENTEKHABIFARD.
PAGES 20 ET 21 :	Projet pour une presse libre, par PIERRE RIMBERT. – Vers la cotisation information (P. R., AVEC SÉBASTIEN ROLLAND).

PAGE 22 :	L'art de la chute, par JOHN BERGER.
PAGE 23 :	« Il Manifesto », le prix de l'engagement, par DOMINIQUE VIDAL.
PAGES 24 À 26 :	LES LIVRES DU MOIS : « Les Nombres », de Viktor Pelevine, par JOSÉ ANTONIO GARCIA SIMON. – « Farémido. Le cinquième voyage de Gulliver », de Frigyes Karinthy, par XAVIER LAPEYROUX. – On les appelait les tirailleurs sénégalais, par ANICET MOBE. – Penser est-il le propre de l'homme ?, par PABLO JENSEN. – Nocturne, par BORIS SÉMÉNIAKO. – « Homo faber », par ANDREA BARDIN. – Pornographiquement correct, par CATHERINE DUFOUR. – Dans les revues.
PAGE 27 :	Comment devient-on fasciste ?, par LAURENT KESTEL.